



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/854

S/17610

7 novembre 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarantième session

Points 18, 21, 22, 23, 27, 28, 29,

30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38,

39, 40, 41, 44, 45, 48, 49, 50,

51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58,

59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66,

67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75,

76, 78, 79, 82, 84, 88, 89, 90,

92, 93, 94, 95, 102, 104, 109,

110 et 111 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI
DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES
COLONIAUX

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : MENACES
CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE INTER-
NATIONALES ET INITIATIVES DE PAIX

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

QUESTION DES ILES FALKLAND (MALVINAS)

ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES
CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA SECURITE
INTERNATIONALES

AGRESSION ARMEE ISRAELIENNE CONTRE LES
INSTALLATIONS NUCLEAIRES IRAQUIENNES ET
SES GRAVES CONSEQUENCES POUR LE SYSTEME
INTERNATIONAL ETABLI EN CE QUI CONCERNE
LES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ENERGIE
NUCLEAIRE, LA NON-PROLIFERATION DES ARMES
NUCLEAIRES ET LA PAIX ET LA SECURITE
INTERNATIONALES

SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE

QUESTION DE L'ILE COMORIENNE DE MAYOTTE

QUESTION DE PALESTINE

QUESTION DE NAMIBIE

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT

SUD-AFRICAIN

DROIT DE LA MER

CONSEIL DE SECURITE

Quarantième année

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LA
PROMOTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
DANS LE DOMAINE DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DE L'ENERGIE NUCLEAIRE

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CELEBRATION DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION DES

NATIONS UNIES

QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET DE LA

COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

OUVERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES SUR LA

COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

POUR LE DEVELOPPEMENT

QUESTION DE CHYPRE

APPLICATION DES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION

DES NATIONS UNIES

CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE LA

COURSE AUX ARMEMENTS ET SES EFFETS

PROFONDEMENT NUISIBLES SUR LA PAIX ET LA

SECURITE DANS LE MONDE

APPLICATION DE LA RESOLUTION 39/51 DE

L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A LA SIGNATURE

ET A LA RATIFICATION DU PROTOCOLE

ADDITIONNEL I AU TRAITE VISANT

L'INTERDICTION DES ARMES NUCLEAIRES

EN AMERIQUE LATINE (TRAITE DE

TLATELOLCO)

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS

EXPERIMENTALES D'ARMES NUCLEAIRES

NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE

D'INTERDICTION COMPLETE DES ESSAIS

NUCLEAIRES

CREATION D'UNE ZONE EXEMPTEE D'ARMES

NUCLEAIRES DANS LA REGION DU

MOYEN-ORIENT

CREATION D'UNE ZONE EXEMPTEE D'ARMES

NUCLAIRES EN ASIE DU SUD

CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA

LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES

ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ETRE

CONSIDERES COMME PRODUISANT DES

EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU

COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION

CONCLUSION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE

SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE DES

ETATS NON DOTES D'ARMES NUCLEAIRES

CONTRE L'UTILISATION OU LA MENACE DE

L'UTILISATION DES ARMES NUCLEAIRES

CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX
EFFICACES POUR GARANTIR LES ETATS NON
DOTES D'ARMES NUCLEAIRES CONTRE
L'UTILISATION OU LA MENACE DE
L'UTILISATION DES ARMES NUCLEAIRES
PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS DANS
L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE
APPLICATION DE LA RESOLUTION 39/60 DE
L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A LA
CESSATION IMMEDIATE ET A L'INTERDICTION
DES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES
APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LA
DENUCLEARISATION DE L'AFRIQUE
INTERDICTION DE LA MISE AU POINT ET DE LA
FABRICATION DE NOUVEAUX TYPES D'ARMES
DE DESTRUCTION MASSIVE ET DE NOUVEAUX
SYSTEMES DE TELLES ARMES
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE
CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
REDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES
ARMES CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES
(BIOLOGIQUES)
ARMEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN
EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS
ET DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE A SA DIXIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE
APPLICATION DE LA DECLARATION FAISANT DE
L'OCEAN INDIEN UNE ZONE DE PAIX
CONFERENCE MONDIALE DU DESARMEMENT
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
RELATION ENTRE LE DESARMEMENT ET
LE DEVELOPPEMENT
QUESTION DE L'ANTARCTIQUE
RENFORCEMENT DE LA SECURITE ET DE LA
COOPERATION DANS LA REGION DE LA
MEDITERRANEE
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE
EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS
RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETTER
SUR LES PRATIQUES ISRAELIENNES AFFECTANT
LES DROITS DE L'HOMME DE LA POPULATION DES
TERRITOIRES OCCUPES
COOPERATION INTERNATIONALE TOUCHANT LES
UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE
EXTRA-ATMOSPHERIQUE
QUESTIONS RELATIVES A L'INFORMATION

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES
NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE
PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT
QUESTION DES ILES MALGACHES GLORIEUSES,
JUAN DENOVA, EUROPA ET BASSAS DA INDIA
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE
APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA
DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE
RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE
ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE :
PARTICIPATION, DEVELOPPEMENT, PAIX
LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE
DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME :
EGALITE, DEVELOPPEMENT ET PAIX
IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET
L'OBSERVATION EFFECTIVES DES DROITS
DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE
DU DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION
ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX
ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE
DISCRIMINATION RACIALE
POLITIQUES ET PROGRAMMES RELATIFS A LA
JEUNESSE
DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA
SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX
DROITS DE L'HOMME
RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES
NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU
DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA
CHARTRE DES NATIONS UNIES
ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS,
ECONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT
OBSTACLE A L'APPLICATION DE LA
DECLARATION SUR L'OCTROI DE
L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES
COLONIAUX EN NAMIBIE ET DANS TOUS LES
AUTRES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS
DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS
TENDANT A ELIMINER LE COLONIALISME,
L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION
RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE
DECLARATION SUR L'OCTROI DE
L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX
PEUPLES COLONIAUX

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR
L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR
LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET
LES ORGANISMES INTERNATIONAUX
ASSOCIES A L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

Lettre datée du 5 novembre 1985, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser copie de la Déclaration politique finale (annexe I) et de la Déclaration économique (annexe II) adoptées par la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Luanda du 4 au 7 septembre 1985, en vous priant de bien vouloir la faire distribuer aux Etats Membres comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 18, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 44, 45, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 78, 79, 82, 84, 88, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 102, 104, 109, 110 et 111 de l'Assemblée générale, et comme document officiel du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Elisio de FIGUEIREDO

ANNEXE I

Déclaration politique finale

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrophes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 12	8
II. ROLE DU NON-ALIGNEMENT	13 - 21	9
III. EVALUATION DE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE	22 - 30	11
IV. DESARMEMENT ET SECURITE INTERNATIONALE	31 - 57	13
V. ANTARCTIQUE	58 - 60	20
VI. L'OCEAN INDIEN, ZONE DE PAIX	61 - 64	21
VII. UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ENERGIE NUCLEAIRE ...	65 - 70	21
VIII. AFRIQUE AUSTRALE	71 - 121	23
IX. COLLABORATION AVEC L'AFRIQUE DU SUD ET ISRAEL DANS LE DOMAINE NUCLEAIRE	122	30
X. SAHARA OCCIDENTAL	123 - 128	30
XI. MAYOTTE	129	31
XII. ILES MALGACHES	130	31
XIII. SOUVERAINETE DE MAURICE SUR L'ARCHIPEL DE CHAGOS, Y COMPRIS DIEGO GARCIA	131	31
XIV. TCHAD	132 - 134	31
XV. LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT	135 - 150	32
XVI. QUESTION DE PALESTINE	151 - 171	34
XVII. LIBAN	172 - 178	37
XVIII. AGRESSION ISRAELIENNE CONTRE LES INSTALLATIONS NUCLEAIRES IRAQUIENNES	179	38
XIX. CHYPRE	180 - 186	38
XX. EUROPE	187 - 191	39

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
XXI. LA MEDITERRANEE	192 - 195	40
XXII. ASIE DU SUD-EST	196 - 197	41
XXIII. ASIE DU SUD-OUEST	198 - 199	41
XXIV. COREE	200 - 202	42
XXV. AMERIQUE LATINE ET CARAIBES	203 - 243	42
XXVI. NON-INTERVENTION ET NON-INGERENCE	244 - 245	49
XXVII. REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ET DES CONFLITS	246 - 249	49
XXVIII. QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	250 - 272	50
XXIX. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE	273 - 281	54
XXX. ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE (1985)	282	55
XXXI. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES FEMMES ET LE DEVELOPPEMENT	283	55
XXXII. TRENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONFERENCE AFRO-ASIATIQUE	284 - 285	55
XXXIII. VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX	286 - 294	56
XXXIV. NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	295 - 309	57
XXXV. VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE DU MOUVEMENT DES PAYS NON ALIGNES	310	60
XXXVI. LE HUITIEME SOMMET	311 - 312	60
COMMUNIQUE SPECIAL DE LUANDA SUR L'AFRIQUE DU SUD		60
<u>Appendice.</u> Déclaration du Président de la Commission politique		62

I. INTRODUCTION

1. La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés s'est tenue à Luanda (République populaire d'Angola) du 4 au 7 septembre 1985.
2. La Conférence avait été précédée d'une réunion de hauts fonctionnaires tenue les 2 et 3 septembre 1985.
3. Les représentants des pays et organisations suivants, membres du Mouvement des pays non alignés, ont participé à la Conférence : Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Organisation de libération de la Palestine, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, South West Africa People's Organization, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.
4. Les représentants des pays, organisations et mouvements de libération nationale suivants assistaient à la Conférence en qualité d'observateurs : Brésil, Philippines, Mexique, Organisation des Nations Unies, Organisation de l'unité africaine, African National Congress, Pan-Africanist Congress of Azania, République dominicaine, Uruguay, Venezuela.
5. Les délégations des pays et des organisations suivants assistaient à la Conférence en qualité d'invités : Autriche, Conseil des Nations Unies pour la Namibie, Organisation de la Conférence islamique, Comité international de la Croix-Rouge, Finlande, Ligue des Etats arabes, ONUDI, PNUD, Portugal, Roumanie, Espagne, Saint-Siège, Suède, Suisse, Unesco, Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques.
6. Lors de la séance inaugurale, la Conférence a eu l'honneur d'entendre une importante et inspirante allocution prononcée par S. Exc. M. José Eduardo Dos Santos, président de la République populaire d'Angola. Cette importante déclaration, qui donnait tout à fait le ton de la Conférence, a été acclamée et adoptée comme document officiel.
7. La Conférence a également eu le privilège d'entendre un message de S. Exc. Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde et président du Mouvement des pays non alignés. La Conférence a de même eu le privilège d'entendre un message de S. Exc. M. Abdou Diouf, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine.

8. La Conférence a rendu hommage à la mémoire d'Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde et présidente du Mouvement des pays non alignés, championne inlassable du non-alignement, qui s'est consacrée avec dynamisme et vitalité à la direction du Mouvement, qu'elle a durablement marqué.

9. La Conférence a également rendu hommage à la mémoire du président Forbes Burnham, du Guyana, pilier du Mouvement des non-alignés, à l'oeuvre duquel il a contribué d'une manière exceptionnelle.

10. Les ministres ont relevé que la situation s'était nettement détériorée en Afrique du Sud et dans l'ensemble de la région de l'Afrique australe, à cause des politiques d'apartheid qui, à cet égard, faisaient peser une menace grandissante sur la paix et la sécurité; ils ont souligné la signification politique particulière d'une convocation de la Conférence en République populaire d'Angola, Etat de première ligne qui se trouve à l'avant-garde de la lutte contre le détestable système de l'apartheid. Les ministres ont, à l'occasion du dixième anniversaire de l'indépendance de l'Angola, affirmé la solidarité du Mouvement des pays non alignés avec le Gouvernement et le peuple angolais dans les efforts que ces derniers faisaient pour consolider leur indépendance nationale, préserver leur intégrité territoriale et s'attaquer en toute liberté à l'entreprise de développement national. Les ministres se sont de même déclarés solidaires des peuples opprimés de l'Afrique du Sud et de la Namibie ainsi que des Etats de première ligne, principales victimes de la politique d'agression, d'intimidation et de déstabilisation menée par Pretoria. Dans ce contexte, les ministres ont adressé un message de soutien à Nelson Mandela et, en sa personne, à la majorité opprimée en Afrique du Sud, qui lutte légitimement pour recouvrer ses droits civils et politiques sur la base de l'égalité, de la justice et des principes démocratiques.

11. La Conférence revêtait une signification particulière du fait qu'elle se réunissait à la veille de la célébration par l'Organisation des Nations Unies du quarantième anniversaire de cette organisation. Les ministres ont souligné que de tout temps l'une des caractéristiques fondamentales du Mouvement des pays non alignés avait été sa foi profonde dans l'Organisation des Nations Unies, porteuse des plus hautes aspirations de l'humanité vers la paix, la liberté, le progrès et la dignité humaine.

12. Les ministres ont réaffirmé l'engagement absolu pris par les pays non alignés de respecter scrupuleusement les principes et objectifs de la politique de non-alignement, énoncés successivement lors des Conférences au sommet de Belgrade, du Caire, de Lusaka, d'Alger, de Colombo, de La Havane et de New Delhi; cet engagement demeure essentiel, ont-ils souligné, si l'on veut que le Mouvement continue de jouer un rôle important dans les affaires internationales.

II. ROLE DU NON-ALIGNEMENT

13. Conçu dans le contexte de la lutte contre le colonialisme et d'une polarisation croissante des relations découlant de l'existence des blocs militaires, des alliances militaires et de la guerre froide, Le Mouvement a constamment combattu pour l'émancipation globale des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et des autres régions du monde. En dépit de nombreux obstacles, le Mouvement et la politique de non-alignement ont, au cours

des ans, remporté des succès notables et ont continué de jouer un rôle décisif dans les efforts entrepris pour instaurer un nouvel ordre mondial fondé sur l'égalité, la justice et la paix.

14. L'évolution récente de la situation internationale prouve pleinement que la politique de non-alignement, ses principes et ses objectifs constituent un facteur global, positif, indépendant et en dehors de tout bloc dans les relations internationales. Cette politique continue de contribuer aux efforts visant à promouvoir la paix, le désarmement, le relâchement des tensions internationales, des solutions justes et pacifiques aux problèmes internationaux et le développement économique. Le Mouvement des pays non alignés a été l'aboutissement inévitable du besoin ressenti par les pays nouvellement parvenus à l'indépendance, partout dans le monde, de protéger et de renforcer leur indépendance nationale. Ces pays ont vu dans le non-alignement un instrument décisif qui leur permettrait d'exercer leur pleine souveraineté dans les domaines politique et économique.

15. Les ministres ont relevé que la Conférence se tenait à la veille du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Mouvement des pays non alignés, décidée lors de la première Conférence au sommet, tenue à Belgrade en 1961. Ils ont relevé également avec satisfaction qu'en près de 25 ans d'existence le Mouvement avait fait la preuve d'une influence, d'une pertinence et d'une vitalité durables et renforcé son rôle dans les relations internationales.

16. Les ministres ont mis en relief la portée universelle de la contribution politique faite par le Mouvement des pays non alignés aux relations internationales contemporaines, portée qui rejoint celle des principes et des buts du Mouvement des pays non alignés. La politique de non-alignement, fondée sur des principes et des caractéristiques fixés dès l'origine, consiste à lutter contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'hégémonie, l'agression étrangère, l'occupation et la domination et aussi contre l'apartheid, le racisme - sionisme compris - et toutes les formes de dépendance, d'intervention, d'ingérence et de pression; elle consiste également à lutter contre la division du monde en blocs et en sphères d'influence. Le Mouvement rejette catégoriquement tout préconditionnement des politiques des Etats membres qui serait opéré sur la base de l'appartenance à des blocs, à des pactes militaires ou à des alliances.

17. Dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, les pays non alignés luttent pour le désarmement général et complet, pour l'élimination des foyers de tension et d'agression, pour le règlement juste et pacifique des différends internationaux, pour l'élimination de toutes les structures de domination, de discrimination, d'exploitation et d'inégalité et pour la solution des graves problèmes économiques auxquels font face les pays en développement, moyennant la mise sur pied d'un nouvel ordre économique international reposant sur l'indépendance, l'égalité, la justice et la coopération entre les peuples.

18. Les principes et les objectifs du Mouvement conservent aujourd'hui toute leur actualité et prennent une grande valeur vu la persistance de la domination coloniale et raciste et la polarisation croissante des relations internationales. De nouveaux défis sont venus s'ajouter à ceux-là, notamment l'extension des sphères d'influence, et surtout la crise économique internationale, qui se présente sous des aspects de plus en plus aigus et revêt une dimension incontestablement

politique. Aujourd'hui plus que jamais, la magnitude des problèmes impose un strict respect des principes et des objectifs du non-alignement ainsi que le renforcement de l'aptitude du Mouvement à agir résolument en faveur de l'institution d'un nouveau système de relations internationales garant de la liberté, de la paix, de l'égalité et du développement pour tous les peuples.

19. Eu égard à cette toile de fond - intensification des rivalités entre blocs et, en conséquence, grave détérioration de la situation internationale -, les ministres ont énergiquement réaffirmé que le meilleur moyen pour les membres du Mouvement des pays non alignés de contribuer au désamorçage des tensions internationales était de se conformer strictement à l'engagement absolu qu'ils ont pris de ne pas épouser ni faciliter par leurs actions l'affrontement et la rivalité entre grandes puissances, ni renforcer les alliances militaires et réseaux d'arrangements connexes, particulièrement pour ce qui est de participer à des arrangements militaires ou de fournir des bases et facilités militaires pour servir de support à une présence militaire extérieure dans le cadre des rivalités entre grandes puissances. A cet égard, les ministres se sont déclarés gravement préoccupés par la présence, les activités et les manoeuvres militaires des grandes puissances sur le territoire, dans l'espace aérien et dans les eaux territoriales des pays non alignés ou à proximité, toutes choses dans lesquelles ils ont vu une source d'aggravation des tensions et de l'instabilité mettant en danger la paix et la sécurité et faisant peser la menace d'une intervention dans les affaires intérieures des pays en cause.

20. Les ministres ont réaffirmé la nécessité d'observer strictement les principes de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, principes fondamentaux du non-alignement. La violation de ces principes ne saurait se justifier ni être acceptée en aucune circonstance.

21. Les ministres ont noté avec inquiétude que toutes sortes de pressions s'exercent sur un nombre croissant de pays non alignés, pressions qui visent, directement ou indirectement, à affaiblir l'unité du Mouvement et à le détourner de ses principes et objectifs originels. A cet égard, ils se sont déclarés convaincus que l'unité et la solidarité entre membres des pays non alignés n'en étaient que plus nécessaires dans la présente conjoncture de crise internationale.

III. EVALUATION DE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE

22. Les ministres se sont déclarés profondément préoccupés par l'aggravation continue de la situation politique et économique internationale, aggravation due à la persistance de crises aiguës et de tensions dans les relations internationales et à la résistance opposées aux légitimes aspirations des peuples et pays désireux de s'émanciper et se développer sans entraves. Les rivalités et politiques de bloc, qui visent à étendre les sphères d'influence, ne connaissent pas de répit et entraînent l'accélération de la course aux armements - en particulier des armements nucléaires - qui se développent tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. Cette course aux armements s'étend à de nouveaux domaines, y compris l'espace extra-atmosphérique. L'humanité continue de vivre sous cette épée de Damoclès que constitue la menace d'un anéantissement nucléaire. On recourt de plus en plus à la menace ou à l'emploi de la force, de l'ingérence et de l'intervention, de la déstabilisation, de l'occupation et de l'agression, ainsi qu'à toutes sortes de pressions. Jointe à l'aggravation de la crise des relations économiques

internationales, cette évolution néfaste met en danger la paix et la sécurité internationales et compromet l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la liberté de développement politique et économique, surtout dans le cas des pays non alignés et des autres pays en développement.

23. Le monde fait face à des problèmes de plus en plus difficiles imputables à l'écheveau de contradictions profondes qui caractérise les relations politiques et économiques internationales. On se rend compte du caractère universel de la crise économique à observer l'écart soudain béant entre pays développés et pays en développement, et aussi la situation économique critique des pays en développement, dans bien des cas incapables de satisfaire ne serait-ce qu'aux besoins les plus fondamentaux de leurs populations et aux premières nécessités du développement. Certains problèmes, tels le renforcement du protectionnisme, la détérioration continue des termes de l'échange, la persistance de taux d'intérêts élevés et l'augmentation de la dette étrangère - ce dernier problème prenant désormais des dimensions politiques graves - mettent en danger la stabilité des pays non alignés et des autres pays en développement. Sans compter qu'elle menace la survie même de l'humanité, la course aux armements aboutit au détournement d'immenses ressources indispensables au développement, aggravant encore la crise.

24. Même si l'on a heureusement pu éviter pendant 40 ans une guerre mondiale, diverses parties du monde, pays non alignés compris, demeurent en proie aux conflits, aux tensions et à l'instabilité, d'où des pertes humaines et matérielles et la mise en cause des fondements délicats de la paix et de la sécurité internationales. Que les différends locaux et régionaux subissent le contre-coup de l'affrontement Est-Ouest constitue une complication supplémentaire qui rend difficile leur règlement et compromet la paix mondiale. En s'efforçant à tort de situer la lutte des peuples pour l'indépendance et la dignité de l'homme dans le contexte des relations Est-Ouest, on dénie aux intéressés le droit de fixer leur propre destin et de réaliser leurs légitimes aspirations. Il ne pourra pas y avoir de paix durable si l'on se place dans un contexte d'affrontements et de rivalités entre grandes puissances et entre blocs et si l'ordre économique international injuste qui prévaut actuellement subsiste.

25. Les ministres ont relevé que le meilleur moyen de résoudre une crise mondiale sensible dans tous les domaines des relations internationales est de recourir au dialogue, notamment sous la forme de négociations multilatérales dans le cadre du système des Nations Unies et de la communauté internationale au sens large. Seules de telles négociations, auxquelles tous les pays participent sur un pied d'égalité dans le respect des principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, permettront d'apporter une solution d'ensemble aux problèmes internationaux urgents - paix et sécurité, désarmement et développement, etc. - et d'encourager le progrès dans divers autres domaines, cela dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Les pays non alignés demeurent résolus à tout mettre en œuvre pour y parvenir. Les ministres ont insisté sur leur volonté de prendre des mesures concertées en matière de désarmement et de sécurité internationale et de renforcer l'Organisation des Nations Unies par les moyens appropriés.

26. Les ministres ont pris note avec beaucoup de préoccupation des tentatives visant à affaiblir les fondements du multilatéralisme et à diminuer l'importance de l'Organisation des Nations Unies, porteuse des plus grands espoirs de l'humanité.

Ces tentatives vont à l'encontre des aspirations des peuples épris de paix, de développement et de dignité humaine. Les pays non alignés sont résolus à contrecarrer cette tendance et à réaffirmer leur appui sans faille à l'Organisation et au concept de multilatéralisme.

27. Les ministres se sont félicités de l'ouverture de négociations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Tout en s'inquiétant qu'elles n'aient pas encore produit de résultats concrets, ils ont exprimé l'espoir que le dialogue aboutirait à une détente dans les relations de ces deux pays et dans le monde en général et contribuerait à sauvegarder la paix et la sécurité internationales. Vu les incidences des relations entre les grandes puissances sur le climat international général et sur la paix et la sécurité, les ministres ont invité ces puissances à éviter l'affrontement, à surmonter leur méfiance et à engager des négociations sérieuses et fructueuses, cela avec clairvoyance et bonne volonté et ayant en vue l'intérêt de l'humanité entière.

28. Les ministres ont souligné qu'afin d'être fructueux et bénéfique, ce dialogue devait se dérouler dans le strict respect des objectifs de l'Organisation des Nations Unies et dans l'optique de la mise sur pied d'un authentique système de sécurité collective. A cet égard, ils ont redit leur conviction que c'était en agissant sur le plan mondial qu'on remédierait durablement aux tensions internationales et qu'on produirait une détente effective.

29. Tout en relevant que la reprise de ce dialogue manifesterait la volonté de contribuer au règlement des crises régionales, les ministres ont insisté sur la nécessité que le processus en question, plutôt que de reposer sur les points de vues de grandes puissances, tienne compte des positions de principe pertinentes clairement énoncées par le Mouvement des pays non alignés ainsi que des aspirations, intérêts et objectifs des pays en cause.

30. Les ministres ont réaffirmé que rien ne pouvait remplacer la coopération et la coexistence pacifique entre Etats, quels que soient leurs systèmes politiques, économiques et sociaux, leurs tailles ou leurs situations géographiques respectives. Une détente durable ne peut être qu'universelle et complète, et tous doivent pouvoir y participer, cela dans l'intérêt de tous les Etats. Seule une détente répondant à ces conditions permettra de résoudre équitablement et effectivement les grands problèmes et de poser les fondements d'une paix durable. Les ministres ont souligné qu'il incombait aux pays non alignés de jouer un rôle actif et positif et de participer à ce processus dans l'égalité, et aussi à continuer d'y contribuer constructivement, dans l'intérêt de la communauté internationale tout entière.

IV. DESARMEMENT ET SECURITE INTERNATIONALE

31. Les ministres ont réaffirmé que le désarmement, la détente internationale, le respect du droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale, le règlement pacifique des différends conformément à la Charte de l'Organisation des Nations Unies et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales étaient directement liés. Tout progrès sur un plan se fait sentir sur tous les autres, et il en va de même quand aux échecs.

32. Les ministres ont noté avec préoccupation le regain d'escalade de la course aux armements, armes nucléaires et autres armes de destruction massive notamment, alors même que le risque d'une guerre nucléaire s'en trouve accrue et la survie de l'humanité compromise en conséquence.

33. Le danger d'une guerre nucléaire découle de l'existence même d'armes nucléaires, celles-ci étant par nature beaucoup plus que de simples armes. Il s'agit en effet d'instruments d'anéantissement en masse. La menace d'une catastrophe nucléaire n'est pas un simple problème parmi d'autres. Empêcher une telle horreur est la condition préalable de toute entreprise. Il ne servirait à rien de travailler au développement économique et social, d'édifier un système juste et d'oeuvrer pour la dignité de l'homme si l'on ne prévient pas la catastrophe nucléaire. Le seul risque d'une guerre nucléaire constitue une considération suffisante car la catastrophe n'aurait à se produire qu'une fois. Voilà près de 40 ans que la survie de l'humanité est à la merci de l'idée que quelques Etats dotés d'armes nucléaires et leurs alliés - cela étant surtout vrai pour les deux principales puissances dotées d'armes nucléaires - se font de leur sécurité. Compter sur l'atout nucléaire revient à accepter de vivre dans une atmosphère de peur collective perpétuelle, chose qui va à l'encontre de la Charte de l'Organisation des Nations Unies comme des méthodes et des principes énoncés dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, première session extraordinaire consacrée au désarmement, et de ceux consignés dans les déclarations des conférences au sommet des pays non alignés. La notion de maintien de la paix mondiale par la dissuasion relève de la plus dangereuse des illusions. Les doctrines fondées sur la dissuasion nucléaire, loin d'expliquer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, sont la raison principale de l'escalade continue de la course aux armements nucléaires dans sa double dimension quantitative et qualitative, et elles entraînent une insécurité et une instabilité accrues dans les relations internationales. Les ministres ont en conséquence estimé inacceptable que la sécurité de tous les Etats et la survie même de l'humanité soient à la merci des intérêts en matière de sécurité et des relations internationales d'une poignée d'Etats dotés d'armes nucléaires. Les mesures de prévention d'une guerre nucléaire et les mesures de désarmement nucléaire doivent tenir compte des intérêts en matière de sécurité aussi bien des Etats dépourvus d'armes nucléaires que de ceux qui en sont dotés et garantir que la survie de l'humanité ne soit pas menacée. Les ministres ont rejeté toutes les théories et doctrines relatives à la possession d'armes nucléaires et en ont repoussé l'utilisation en quelque circonstance que ce soit.

34. Les ministres ont réaffirmé le principe d'après lequel l'espace extra-atmosphérique - patrimoine commun de l'humanité - doit être réservé à des fins pacifiques, pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit leur niveau de développement économique, social ou scientifique, et doit être accessible à tous les Etats. Ils ont rappelé l'obligation qui incombe à tous les Etats de s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force dans leurs activités extra-atmosphériques et ils les ont instamment invités, en particulier les deux principaux d'entre eux, à contribuer activement à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques et à adopter immédiatement des mesures pour éviter que la course aux armements ne s'étende à l'espace extra-atmosphérique, cela de manière à préserver la paix et la sécurité internationales. A cet égard, ils ont réaffirmé qu'un désarmement général et complet, sous contrôle international

efficace, exige que l'espace extra-atmosphérique soit utilisé exclusivement à des fins pacifiques et ne soit pas transformé en champ clos de la course aux armements. Il faudrait que la Conférence du désarmement conclut un ou éventuellement plusieurs accords pour empêcher que la course aux armements ne s'étende à l'espace extra-atmosphérique et pour interdire que celui-ci soit utilisé à des fins belligérantes.

35. Les recherches, les essais, la production et le déploiement de nouvelles générations d'armes de destruction massive et des vecteurs correspondants ont abouti à aggraver la course aux armements et à exacerber l'affrontement entre les grands Etats dotés d'armes nucléaires et leurs alliances respectives. Des Etats puissants sont sur le point de prendre des mesures qui conduiraient à la militarisation de l'espace extra-atmosphérique moyennant la mise en oeuvre de technologies nouvelles visant à édifier des systèmes de défense contre les armes nucléaires, cela en vue d'établir une prétendue "stabilité stratégique" par la mise en place de nouveaux types de systèmes d'armes offensives et défensives. Vouloir maintenir la sécurité en se fondant sur une défense stratégique est aussi illusoire que de faire confiance à la dissuasion nucléaire. En recourant à la défense stratégique, on risque d'aggraver, au lieu d'y remédier, la situation actuelle, caractérisée par une instabilité au niveau mondial consécutive à la menace d'anéantissement mutuelle, et l'on se dirige vers une escalade sans précédent de la course aux armements nucléaires. La mise au point de nouveaux systèmes d'armes aurait pour effet d'effacer la distinction entre armes nucléaires et armes classiques et de légitimer la possession d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive.

36. Les ministres ont pris note que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'étaient mis d'accord pour ouvrir des négociations sur un ensemble de questions concernant l'espace et les armes nucléaires, questions devant être examinées et résolues en tenant compte des rapports qui existent entre elles, et ils ont déclaré que les négociations devaient avoir pour but de conclure des accords efficaces visant à prévenir la course aux armements dans l'espace et à y mettre fin sur terre, l'objectif ultime étant d'éliminer complètement et partout les armements nucléaires.

37. Il reste que la reprise de ce dialogue entre les principaux Etats dotés d'armes nucléaires n'a pas jusqu'à présent produit de résultats concrets dans le domaine nucléaire. Les ministres ont lancé un appel aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'ils mènent leurs négociations bilatérales de bonne foi et parviennent rapidement à des accords efficaces conformément aux exigences de la communauté internationale, telles que celles-ci sont notamment consignées dans les nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies et les déclarations du Mouvement des pays non alignés. Les ministres ont dit leur espoir que les deux Etats se mettront d'accord d'urgence pour réaffirmer l'interdiction de la mise en place d'armes dans l'espace moyennant conclusion d'accords prévoyant des réductions importantes de leurs armements nucléaires à portée stratégique et intermédiaire, lesquels sont énormes et ne cessent de croître.

38. Les ministres ont estimé en outre que les deux parties en négociation devaient garder constamment présent à l'esprit qu'il s'agit ici non seulement de leurs intérêts nationaux mais des intérêts vitaux de tous les peuples et que, en conséquence, ils devaient tenir l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence du désarmement dûment informées du progrès de leurs négociations, sans préjudice de celles-ci. Il ne fallait pas considérer que la tenue de négociations bilatérales rende moins urgente la nécessité d'entamer des négociations multilatérales, dans le cadre de la Conférence du désarmement, sur la cessation de la course aux armements nucléaires, le désarmement nucléaire et la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

39. Les ministres ont souligné la pressante nécessité de conclure un traité complet interdisant définitivement tous essais d'armes nucléaires sous quelque forme que ce soit. Cet objectif, poursuivi depuis plus de 25 ans, est absolument prioritaire pour les pays non alignés. La poursuite des essais nucléaires a pour effet d'intensifier la course aux armements nucléaires et d'accroître le danger d'une guerre nucléaire. Il convient de déplorer qu'en raison de l'obstruction persistante de quelques Etats la Conférence du désarmement n'ait pas été en mesure d'entamer des négociations multilatérales en vue de la conclusion d'un traité sur l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires. Il n'existe aucune raison valable de retarder la conclusion d'un tel traité. Les moyens de vérification dont on dispose actuellement suffisent pour s'assurer qu'une telle interdiction sera suivie d'effet. On ne peut invoquer l'absence de tels moyens de vérification pour poursuivre la mise au point et le perfectionnement des armes nucléaires. Il est impératif que les Etats dotés d'armes nucléaires et leurs alliés cessent de voir dans les armes nucléaires un élément essentiel de leur sécurité aux dépens de la sécurité du reste du monde, et qu'ils se mettent en devoir d'arrêter les essais, la production et le déploiement des armes nucléaires et des vecteurs correspondants. Les ministres ont également lancé un appel aux Etats dotés d'armes nucléaires pour qu'ils fassent montre de volonté politique en vue de faciliter la conclusion rapide d'un tel traité.

40. Il faudrait que, pendant la durée des négociations relatives à la conclusion d'un traité interdisant les essais d'armes nucléaires, on déclare un moratorium sur tout essai, toute production et tout déploiement d'armes nucléaires.

41. Les ministres ont réaffirmé leur conviction que la paix et la sécurité internationales ne peuvent être assurées que par un désarmement général et complet, en particulier un désarmement nucléaire, sous un contrôle international efficace. Afin de prévenir efficacement la prolifération horizontale et verticale des armes nucléaires, les Etats dotés d'armes nucléaires devraient prendre d'urgence des mesures pour arrêter et renverser la course aux armements nucléaires. En attendant la réalisation du désarmement nucléaire, les ministres ont réclamé au nom de l'humanité l'interdiction immédiate de l'emploi ou de la menace de l'emploi d'armes nucléaires par tous les Etats dotés d'armes de ce type. Ils ont en outre lancé un appel pour le gel du développement, de la production, du stockage et du déploiement d'armes nucléaires.

42. Dans la même attente, les ministres ont, en outre, invité instamment les Etats dotés d'armes nucléaires à s'engager à ne pas utiliser de telles armes les premiers.

43. Les ministres ont également réaffirmé que les Etats dotés d'armes nucléaires ont l'obligation de garantir que les autres Etats ne seront pas menacés ou ne subiront pas d'attaque nucléaire, et que ces mêmes Etats devraient procéder à la révision de leurs déclarations unilatérales. En conséquence, les ministres ont recommandé que des négociations soient poursuivies sans délai pour permettre l'adoption d'un instrument international convenu, prévoyant des dispositions internationales efficaces pour préserver tous les Etats non dotés d'armes nucléaires de l'emploi ou de la menace de l'emploi d'armes nucléaires.

44. Les ministres se sont déclarés préoccupés de l'emploi de plus en plus fréquent de la force et de l'intervention militaire au détriment de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays non alignés et autres pays en développement et des territoires soumis à une domination coloniale ou étrangère et dont les populations n'ont pas encore exercé leurs droits légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance ni celui de déterminer librement leur propre destin. Cette circonstance fait peser une menace accrue sur la sécurité d'un certain nombre de pays non alignés et d'autres pays en développement.

45. Les ministres ont, d'autre part, insisté sur leur volonté de prendre des mesures concertées en matière de désarmement et de sécurité collectives, et aussi de renforcer l'Organisation des Nations Unies.

46. De même, les ministres ont fait valoir que la limitation et la réduction des activités militaires transfrontières des grande puissances et des blocs contribueraient beaucoup au renforcement de la sécurité des pays non alignés. Aussi ont-ils exprimé leur conviction qu'il faudrait encourager les grandes puissances et leurs alliances militaires à se dégager militairement des diverses parties du monde.

47. Les ministres ont affirmé que la création de zones démilitarisées, sur la base d'arrangements librement consentis entre les Etats de la région concernée, constituait une mesure importante de désarmement. La réalisation de telles zones dans différentes parties du monde devrait être encouragée dans le but de parvenir en fin de compte à libérer le monde entier de la présence d'armes nucléaires.

48. Les ministres, qui se réunissaient en Afrique, ont souligné que la mise en oeuvre de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique, adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), constitue une mesure importante pour la prévention de la prolifération des armes nucléaires en même temps qu'une garantie pour la paix et la sécurité internationales. Dans ce contexte, ils ont condamné l'insistance du régime raciste sud-africain à se donner une capacité militaire nucléaire et ils ont dénoncé la collaboration apportée par certains pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) et Israël au développement et au renforcement du potentiel nucléaire des racistes sud-africains, collaboration qui fait entièrement fi des nombreuses résolutions des Nations Unies en ce domaine. Les ministres ont relevé avec beaucoup d'inquiétude que cette collaboration allait à l'encontre de l'objectif qu'on s'était fixé de maintenir l'Afrique en tant que zone libre d'armes nucléaires et qu'elle aboutissait à saboter les efforts entrepris en faveur du désarmement et de la paix et la sécurité internationales dans la région.

49. Les ministres se sont déclarés gravement préoccupés du fait que certains Etats dotés d'armes nucléaires ont déployé ou ont l'intention de déployer des armes nucléaires dans différentes régions du monde.

50. Les ministres ont souligné que, bien que le désarmement nucléaire soit au premier rang des priorités, il fallait s'efforcer sans délai de conclure un traité interdisant l'emploi, la mise au point, la production et le stockage de toutes les armes chimiques. Ils ont instamment demandé à tous les Etats d'entreprendre des négociations de bonne foi et de s'abstenir de toute action qui pourrait faire obstacle à la conclusion rapide d'une convention sur les armes chimiques. Les ministres ont estimé déplorable l'emploi d'armes chimiques, par n'importe quel Etat et dans n'importe quelle circonstance, et ils ont lancé un appel au strict respect du Protocole de Genève de 1925 sur les armes chimiques.

51. Les ministres ont relevé avec une profonde préoccupation que le développement qualitatif d'armes classiques ajoute une dimension nouvelle à la course aux armements, particulièrement entre les Etats possesseurs des plus vastes arsenaux militaires. Il convient de poursuivre aussi le désarmement classique aux niveaux mondial, régional et sous-régional, selon le cas, compte tenu des progrès réalisés sur la voie du désarmement général et complet. Il faudrait que l'adoption de ces mesures de désarmement intervienne dans des conditions d'équité et d'équilibre telles que chaque Etat se voie garantir le droit à la sécurité et qu'aucun Etat ou groupe d'Etats donné ne soit avantagé, à aucun stade, par rapport aux autres. A chaque stade, l'objectif devrait consister à assurer le même degré de sécurité tout en maintenant les armements et les forces militaires au niveau le plus bas possible. Les ministres ont pris note avec grande satisfaction des initiatives unilatérales prises par certains pays non alignés en vue de limiter les armements et de réduire les dépenses militaires, mesures dans lesquelles ils ont vu de précieuses contributions à l'établissement d'un climat favorable à la mise en oeuvre de mesures de désarmement classique à l'échelle régionale, et ils lancent un pressant appel aux pays fournisseurs d'armes pour qu'ils coopèrent à cette fin.

52. Les ministres ont pris note avec satisfaction de l'initiative des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède, telle qu'elle résulte des déclarations conjointes en date des 22 mai 1984 et 28 janvier 1985, déclaration demandant aux Etats dotés d'armes nucléaires d'arrêter totalement les essais, la production et le déploiement d'armes nucléaires et de leurs vecteurs et de procéder ensuite à une réduction considérable des forces nucléaires. Les six dirigeants avaient en outre instamment demandé qu'une fois prise cette mesure initiale on mette en oeuvre un programme progressif de réduction des armements qui mène à un désarmement général et complet assorti de mesures visant à renforcer le système des Nations Unies et à faire en sorte d'affecter au développement économique et social, qui en a besoin d'urgence, les ressources considérables actuellement consacrées à la course aux armements. La Déclaration de Delhi, en date du 28 janvier 1985, appelait particulièrement l'attention sur deux mesures à prendre : empêcher une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et conclure rapidement un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

53. Les ministres ont redit l'inquiétude universelle que provoquaient les effets néfastes de la course aux armements et, par voie de conséquence, l'intérêt que tous les Etats accordaient à la négociation de mesures de désarmement collectives et efficaces dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et sous ses auspices. A cet égard, ils ont appelé l'attention sur le but essentiel de l'Organisation des Nations Unies, qui consiste à maintenir la paix et la sécurité internationales et à servir de centre pour l'harmonisation des efforts faits à cette fin à l'échelle nationale.

54. Les ministres ont souligné le rôle primordial et la responsabilité essentielle de l'Organisation dans le domaine du désarmement. Ils ont marqué que tous les peuples ont un intérêt vital dans les négociations sur le désarmement, qu'ils ont le droit de participer sur un pied d'égalité à ces négociations lorsqu'elles touchent à leur sécurité nationale et qu'ils ont un droit inhérent à contribuer à leur succès. Les négociations bilatérales et multilatérales sur le désarmement devraient se faciliter et se compléter plutôt que se gêner ou s'exclure. En conséquence, il faudrait que la Conférence du désarmement soit tenue dûment informée de toutes les phases des négociations bilatérales et qu'elle soit mise en mesure de remplir le mandat qui lui est assigné en tant que seule instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement et d'adopter des mesures concrètes en ce domaine, notamment pour ce qui est du désarmement nucléaire.

55. Les ministres ont réaffirmé les trois objectifs de la Campagne mondiale pour le désarmement, à savoir informer, éduquer et faire en sorte que le public comprenne et appuie davantage les objectifs que s'est assignés l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement. Ils ont réaffirmé la nécessité de renforcer le rôle des organismes régionaux en vue de donner corps à la Campagne et de faire que ses objectifs soient réalisés. A cet égard, ils se sont félicités de la décision prise par la récente Conférence ministérielle de Lomé sur la sécurité, le désarmement et le développement, tenue du 12 au 15 août 1985, tendant à créer sur le continent africain un centre de recherche en matière de désarmement.

56. Les ministres ont réaffirmé l'urgente nécessité de convoquer pour une date ferme la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

57. Les ministres se sont félicités de l'adoption, sans qu'il soit procédé à un vote, de la résolution 39/160 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1984, décidant de réunir une Conférence internationale sur le désarmement et le développement, qui devrait être précédée d'une préparation approfondie. Les ministres ont pris note avec satisfaction que le Comité préparatoire créé par l'Assemblée à sa trente-neuvième session en vue de soumettre des recommandations portant sur l'ordre du jour provisoire, la procédure, le lieu, la date et la durée de la Conférence s'était heureusement acquitté de son mandat. Les ministres ont demandé à l'Assemblée générale, à sa quarantième session, de renouveler le mandat confié au Comité préparatoire pour ce qui est des préparatifs de fond, de manière que la Conférence internationale sur le désarmement et le développement puisse se réunir à Paris en juin-juillet 1986. Les ministres ont exprimé l'espoir que la Conférence examine la relation existant entre le désarmement et le développement

sous tous ses aspects et dimensions, qu'elle entreprenne un examen des implications du niveau et de l'ampleur des dépenses militaires, en particulier de celles des Etats dotés d'armes nucléaires et des principaux blocs militaires, pour l'économie mondiale et la situation économique et sociale internationale, en particulier pour les pays en développement, et qu'elle fasse des recommandations pour des mesures de nature à y remédier. Les ministres ont également estimé que la Conférence devrait envisager les moyens de dégager des ressources additionnelles en prenant dans le domaine du désarmement des mesures qui bénéficieraient au développement et surtout aux pays en développement. Ils ont relevé que l'écart entre les riches et les pauvres avait continué à croître, toujours au détriment des populations des pays en développement. Ils ont dit leur conviction que les conséquences économiques et sociales de la course aux armements font obstacle à l'instauration du nouvel ordre économique international, et ils ont déclaré que seule une restructuration de l'économie mondiale visant à établir le nouvel ordre et à combler l'écart qui s'était creusé entre pays en développement et pays développés assurerait une paix durable. Les ministres ont demandé aux pays développés de faire preuve de plus de volonté politique à cet égard. Ils ont instamment prié tous les pays de se faire représenter à un haut niveau politique à la Conférence.

V. ANTARCTIQUE

58. Rappelant les dispositions pertinentes de la Déclaration de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, réunie à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, les ministres ont noté que le continent antarctique soulevait de plus en plus d'intérêt au niveau international, comme le montraient les débats qui avaient eu lieu au cours des trente-huitième et trente-neuvième sessions de l'Assemblée générale, dans le cadre des réunions du Mouvement des pays non alignés et lors du récent sommet de l'OUA, et aussi l'augmentation du nombre des parties au Traité de l'Antarctique. Dans ce contexte, les ministres ont réaffirmé leur conviction que, dans l'intérêt de l'humanité entière, il fallait que l'Antarctique soit, et cela pour toujours, exclusivement utilisée à des fins pacifiques, qu'elle ne devienne pas le théâtre ou l'objet de dissensions internationales et qu'elle soit accessible à toutes les nations.

59. Convaincus que la communauté internationale accordera encore plus d'intérêt au continent si l'Organisation des Nations Unies est tenue pleinement informée de l'évolution de la situation dans l'Antarctique, les ministres ont observé que l'Assemblée générale devait rester saisie de la question de l'Antarctique.

60. Les ministres ont remercié le Secrétaire général pour l'étude relative à la question de l'Antarctique, et ils se sont félicités de l'adoption, sans qu'il soit procédé à un vote, de la résolution 39/152, en date du 17 décembre 1984. Ils ont dit leur espoir que l'étude aiderait à examiner d'une manière plus complète, lors de la quarantième session de l'Assemblée générale, la question de l'Antarctique, dans l'optique de l'adoption des mesures appropriées et eu égard aux préoccupations manifestées par les membres du Mouvement.

VI. L'OCEAN INDIEN, ZONE DE PAIX

61. Les ministres ont réaffirmé la détermination des Etats non alignés de continuer d'oeuvrer pour que soient atteints les objectifs inscrits dans la Déclaration faisant de l'Océan Indien une zone de paix, objectifs examinés à la Réunion des Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'Océan Indien en juillet 1979, ainsi qu'aux réunions ultérieures du Comité spécial de l'Océan Indien. Ils ont aussi réaffirmé leur conviction que l'existence dans la zone de l'Océan Indien de toute marque de la présence militaire d'une grande puissance, de bases étrangères d'installations militaires, de services de soutien logistique, d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive, s'inscrivant dans le contexte des rivalités entre grandes puissances, constitue une violation flagrante de la Déclaration faisant de l'Océan Indien une zone de paix.

62. Les ministres ont considéré avec inquiétude et préoccupation l'escalade constante de la présence militaire des grandes puissances dans la zone de l'Océan Indien, notamment l'agrandissement des bases existantes, la recherche de nouvelles facilités pour l'installation de bases et l'établissement de nouvelles structures de commandement militaire par les grandes puissances, contrairement aux volontés expresses des Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'Océan Indien et d'autres pays non alignés. Ces activités mettaient en péril l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le développement pacifique des Etats de la région.

63. Les ministres ont accordé leur plein appui à la Déclaration faisant de l'Océan Indien une zone de paix, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2832 (XXVI), du 16 décembre 1971, et ils ont instamment demandé qu'on mette cette Déclaration en oeuvre au plus tôt. Ils ont aussi noté qu'en dépit des efforts des pays non alignés la tenue de la Conférence sur l'Océan Indien, qui devait se réunir à Colombo, avait été indument retardée en raison de la mauvaise volonté de certains Etats. Ils ont instamment prié le Comité spécial de l'Organisation des Nations Unies d'achever, en remplissant strictement son mandat, les préparatifs de la Conférence.

64. Les ministres ont décidé de poursuivre leurs efforts pour que la Conférence sur l'Océan Indien se tienne à Colombo au cours du premier semestre de l'année 1986. Dans ce contexte, ils ont instamment prié tous les membres permanents du Conseil de sécurité et les utilisateurs maritimes importants de participer pleinement et activement à la Conférence et les Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'Océan Indien de faire bénéficier la Conférence de leur coopération, laquelle était essentielle pour la réussite de la Conférence.

VII. UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ENERGIE NUCLEAIRE

65. Les ministres, rappelant les décisions du Mouvement des pays non alignés, ont souligné l'importance capitale de la coopération internationale entre les pays non alignés et les autres pays en développement dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Cette coopération revêt un intérêt particulier dans tous les domaines où ces pays peuvent accroître leur autosuffisance.

66. Les ministres ont affirmé que tous les Etats avaient le droit inaliénable de mettre au point et d'exécuter leurs programmes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire aux fins du développement économique et social, en fonction de leurs priorités, leurs intérêts et leurs besoins. Tous les Etats, sans discrimination, et en particulier les pays en développement compte tenu de leurs besoins, devraient avoir accès, sans entraves, aux techniques, au matériel et aux matières nécessaires à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et être libres de les acquérir. Les ministres ont déploré les pressions et les menaces dirigées contre les pays en développement, pour les empêcher de poursuivre leurs programmes d'exploitation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

67. A cet égard, les ministres ont également exprimé leur préoccupation devant les obstacles que les pays développés mettaient au transfert des technologies nécessaires aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, en imposant des conditions incompatibles avec la souveraineté des pays en développement. Il fallait respecter les choix et les décisions de chaque pays en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en veillant à respecter les politiques en matière de cycle du combustible et les accords et contrats internationaux touchant ces utilisations.

68. Les ministres ont également souligné qu'il était nécessaire de respecter les principes de non-discrimination et de libre accès à la technologie nucléaire, et ont réaffirmé que tous les pays avaient le droit de formuler des programmes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en fonction des besoins et des priorités qu'ils auraient librement identifiés.

69. A cet égard, les ministres ont rappelé qu'il ne fallait pas prendre la non-prolifération comme prétexte pour empêcher les Etats d'exercer pleinement leurs droits en ce qui concerne l'achat et la mise au point de technologies nucléaires à des fins pacifiques, en vue du développement économique et social, compte tenu des priorités, des intérêts et des besoins qu'ils auront déterminés en toute souveraineté.

70. Les ministres se sont déclarés satisfaits des progrès réalisés dans la préparation de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire aux fins du développement économique et social, dans l'intérêt des pays en développement et de la communauté internationale tout entière. Ils se sont également déclarés satisfaits des résultats des travaux du Comité préparatoire et ont souligné qu'il importait de continuer à préparer la Conférence dans le détail, avec la participation active de tous les pays, en vue d'en atteindre pleinement les objectifs. Partant des positions prises lors de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, les participants ont réaffirmé leur conviction que les résultats de la Conférence devraient contribuer à instaurer un accès libre, sans entraves, juste et non discriminatoire aux techniques, au matériel et aux matières nucléaires nécessaires aux programmes nationaux d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

VIII. AFRIQUE AUSTRALE

71. Les ministres ont analysé la situation en Afrique australe et noté avec une profonde inquiétude que l'état de guerre persistait dans cette partie du continent. Ils ont conclu que le régime raciste de Pretoria et ses agents étaient non seulement à l'origine de cette situation, mais qu'ils étaient aussi directement responsables d'autres actes criminels menaçant la paix et la sécurité internationales, notamment d'actes d'agression et de terrorisme et d'activités de mercenaires. Ils ont souligné que, sans l'élimination totale de l'apartheid, il ne saurait y avoir de paix, de stabilité ou de sécurité en Afrique australe.

72. Les ministres ont rappelé avec force que l'apartheid représentait une menace permanente à la paix et à la sécurité en Afrique australe en particulier, et dans le monde en général. L'apartheid - qualifié à juste titre de crime contre l'humanité et d'affront à la conscience universelle - a ses racines dans l'idéologie raciste et belliqueuse qui a déjà provoqué la seconde guerre mondiale et semé la mort et la destruction sur son passage. Les ministres se sont déclarés gravement préoccupés par le fait que certains pays occidentaux, qui avaient eux-mêmes été victimes de l'agression nazie, se faisaient les complices de cette politique en fournissant une assistance économique, financière, militaire et diplomatique au régime d'apartheid.

73. Les ministres ont condamné la politique de terrorisme d'Etat pratiquée par le régime raciste de Pretoria contre les Etats de première ligne et d'autres Etats voisins, qu'il s'agisse d'actes de sabotage, ou de l'entraînement, du financement et de l'infiltration de criminels et mercenaires dans le territoire de ces Etats souverains pour essayer d'y renverser le gouvernement légitime.

74. Dans ce contexte, les ministres ont réaffirmé l'appui inconditionnel du Mouvement des pays non alignés aux Etats et aux peuples d'Afrique australe, et condamné une nouvelle fois le régime raciste de Pretoria pour ses actes d'agression répétés contre ces Etats. Ils ont insisté sur la position clef des Etats de première ligne et leur rôle positif dans la lutte contre le régime raciste de Pretoria et les ont félicités pour leur ferme appui aux mouvements de libération nationale de Namibie et d'Afrique du Sud.

75. Ils ont en outre décidé d'envoyer une équipe d'experts dans les différents pays de la région pour évaluer les besoins en vue de formuler et de présenter au Bureau des recommandations sur l'assistance à leur fournir pour les aider à surmonter les conséquences économiques et militaires des actes d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud.

76. Les ministres ont énergiquement condamné le régime de Pretoria pour l'occupation militaire d'une partie du territoire de la République populaire d'Angola, qui constituait à leur sens un acte d'agression contre tout le Mouvement des pays non alignés.

77. Ils ont demandé le retrait total et inconditionnel des troupes sud-africaines du territoire angolais et décidé d'accroître leur soutien matériel au Gouvernement angolais, afin de l'aider à défendre son indépendance nationale, sa souveraineté et son intégrité territoriale.

78. Les ministres ont rendu hommage au Gouvernement de la République populaire d'Angola pour la volonté politique et la souplesse diplomatique dont il faisait preuve dans la recherche d'une solution pacifique négociée aux problèmes de l'Afrique australe, notamment dans le cadre du plan de négociations globales que le président José Eduardo dos Santos a présenté, le 17 novembre 1984, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar. Les ministres ont salué et appuyé résolument cette initiative du Gouvernement angolais, qui constitue une base équitable pour le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales dans la région.

79. Par ailleurs, les ministres ont vigoureusement condamné la duplicité et la mauvaise foi du régime raciste de Pretoria dans ses négociations avec le Gouvernement angolais, qu'illustrent ses actes d'agression, comme la récente tentative de sabotage des installations pétrolières de Malongo (province de Cabinda) et ses efforts répétés pour fournir un important matériel militaire aux groupes mercenaires fantoches de Malange. Dans ce contexte, les ministres se sont félicités de l'adoption de la résolution 567 (1985) du Conseil de sécurité.

80. Les ministres se sont déclarés profondément préoccupés par la concentration massive de troupes sud-africaines le long de la frontière entre l'Angola et la Namibie, qui constitue une nouvelle et grave menace contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola. Les ministres ont condamné l'utilisation du territoire international de la Namibie comme base pour lancer des agressions.

81. Les ministres ont condamné la récente abrogation de l'amendement Clark, qui était destiné à mettre fin à l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures de l'Angola en 1975. Les ministres ont appuyé la Déclaration du Sommet de l'OUA AHG/Decl.3 (XXI), aux termes de laquelle :

"2. Toute ingérence américaine ouverte ou voilée dans les affaires intérieures de la République populaire d'Angola, directe ou par des tierces parties interposées, sera considérée comme un acte hostile dirigé contre l'Organisation de l'unité africaine; et

3. Toute répétition des opérations clandestines contre l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola équivaudrait à une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la République populaire d'Angola, et cette dernière se réserve le droit de prendre toute mesure appropriée qu'elle jugerait nécessaire."

82. Les ministres se sont déclarés profondément préoccupés par les actes de déstabilisation politique, économique et militaire commis contre le Mozambique. A cet égard, ils ont à nouveau condamné énergiquement l'utilisation du territoire sud-africain pour l'infiltration au Mozambique de bandits armés qui massacrent la population sans défense et détruisent l'infrastructure économique et sociale.

83. Les ministres ont réaffirmé leur plein appui au peuple et au Gouvernement mozambicain qui s'efforcent de maintenir la paix, et de préserver leur indépendance et leur souveraineté nationale. Ils ont demandé à tous les Etats

membres du Mouvement des pays non alignés et à toute la communauté internationale de prêter une assistance diplomatique, politique, financière et matérielle au Mozambique, pour l'aider à renforcer sa capacité de défense.

84. Les ministres ont fermement condamné la récente atteinte du régime raciste contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République du Botswana et du Royaume du Lesotho.

85. Ils ont pleinement appuyé les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à ce sujet, et demandé que cessent immédiatement les actes d'agression contre ces pays.

86. Les ministres ont soutenu que ces pays avaient le droit d'accueillir les victimes de l'apartheid et de leur donner l'asile, conformément à leurs coutumes, aux principes humanitaires et à leurs obligations internationales.

87. Ils ont appuyé la demande tendant à ce que l'Afrique du Sud verse des réparations complètes et suffisantes à la République du Botswana pour les pertes en vies humaines et les dommages matériels causés par son agression du 14 juin 1985.

Namibie

88. Les ministres ont condamné énergiquement la poursuite de l'occupation illégale et coloniale de la Namibie par le régime sud-africain raciste en violation flagrante des résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine, le Mouvement des pays non alignés et d'autres instances internationales et déclaré que l'occupation illégale de la Namibie était un acte d'agression contre le peuple namibien contraire à la résolution 3314 (XXI) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1974.

89. Ils ont réaffirmé le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et le droit de la Namibie à préserver son intégrité territoriale, y compris Walvis Bay, les îles Penguin et les autres îles du littoral, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU.

90. Les ministres ont confirmé la légitimité de la lutte que mène le peuple namibien pour sa libération par tous les moyens à sa disposition, y compris la lutte armée, et réaffirmé leur solidarité avec le peuple namibien et leur plein appui à la lutte juste et héroïque qu'il mène sous la direction de la SWAPO, son seul représentant authentique et légitime.

91. Ils ont condamné les activités des intérêts économiques étrangers qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et réaffirmé que ces activités étaient incompatibles avec les résolutions pertinentes de l'ONU, l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice en juin 1971 et le décret No 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie promulgué en 1974 par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

92. A cet égard, ils se sont félicités de la décision prise par le Conseil pour la Namibie d'engager des poursuites judiciaires devant les tribunaux nationaux en vue de faire appliquer le décret No 1.

93. Les ministres ont rendu hommage à la SWAPO pour la façon exemplaire dont elle dirigeait le peuple namibien depuis 25 ans. Ils lui ont aussi rendu hommage pour la souplesse et la maturité dont elle faisait preuve dans ses initiatives diplomatiques et sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies en vue de rechercher un règlement pacifique et négocié de la question de Namibie. L'attitude constructive de la SWAPO contraste avec l'intransigeance, la duplicité et la mauvaise foi de l'Afrique du Sud raciste.

94. Les ministres ont réaffirmé leur appui au Plan des Nations Unies pour la Namibie énoncé dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, qu'ils ont considéré comme la seule base valide d'un règlement pacifique de la question de Namibie, et souligné qu'il était urgent de l'appliquer immédiatement et sans condition.

95. Les ministres ont rejeté catégoriquement le couplage ou le parallélisme établi par le Gouvernement actuel des Etats-Unis et le régime raciste de Pretoria entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des forces cubaines internationalistes d'Angola et affirmé qu'outre qu'elles retardaient l'indépendance de la Namibie, ces tentatives constituent une ingérence flagrante et injustifiée dans les affaires intérieures de la République populaire d'Angola.

96. Les ministres ont prié instamment tous les Etats de s'abstenir de fournir à l'Afrique du Sud tout type d'assistance susceptible de l'encourager à poursuivre sa politique de terrorisme d'Etat et d'actes systématiques d'agression et de déstabilisation contre des pays voisins. Ils ont également prié tous les Etats de rompre immédiatement toutes relations avec le régime raciste de Pretoria, notamment dans les domaines politique, économique, diplomatique, militaire, nucléaire et culturel et dans celui des sports, conformément à la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité de l'ONU afin de hâter la cessation de l'occupation illégale et coloniale de la Namibie.

97. Les ministres ont souligné que la militarisation massive de la Namibie par l'Afrique du Sud et l'utilisation de ce territoire comme tremplin pour des actes d'agression et de subversion contre des Etats africains indépendants constituaient une menace grave pour la paix et la sécurité de la région.

98. Les ministres ont rejeté toutes les manoeuvres visant à détourner l'attention du problème central de la décolonisation de la Namibie en introduisant un affrontement Est-Ouest au détriment des aspirations légitimes du peuple namibien à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale.

99. Les ministres ont loué et appuyé sans réserve les efforts déployés par la République populaire d'Angola pour instaurer un climat de coexistence pacifique et de compréhension et une paix durable et juste en Afrique australe, conformément au communiqué de Lusaka daté du 16 février 1984 et à la plate-forme de négociations globales formulée dans le document S/16238 du Conseil de sécurité en date du 26 novembre 1984.

100. Les ministres ont approuvé la Déclaration et le Programme d'action adoptés à la Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés sur la Namibie, tenue à New Delhi du 19 au 21 avril 1985.

101. Les ministres ont exprimé leur plein appui au Document final de Vie : adopté par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie à l'issue de sa réunion plénière extraordinaire en juin 1985.

102. Les ministres ont noté avec satisfaction qu'avaient été relaxés Andimba Toivo ya Toivo, secrétaire général de la SWAPO, et d'autres dirigeants de la SWAPO, de la prison de Robben Island, ce qui constituait à leur avis une victoire pour la campagne internationale menée en faveur de leur libération. Ils ont exigé une fois de plus la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques namibiens détenus dans les prisons racistes, ainsi que l'octroi du statut de prisonnier de guerre à tous les combattants de la liberté capturés, conformément à la Convention de Genève de 1949 et à l'article 44 du Protocole additionnel de ladite convention.

103. Les ministres ont condamné fermement le régime raciste d'Afrique du Sud pour avoir installé en Namibie un prétendu gouvernement provisoire en violation de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Ils ont en outre appuyé sans réserve la résolution 566 (1985) du Conseil déclarant cette action illégale, nulle et non avenue. Ils ont en conséquence vivement engagé tous les Etats à ne reconnaître en aucune façon ce gouvernement fantoche ni ses représentants ou organes. Les ministres ont invité le Conseil à se réunir de nouveau et ils ont décidé de renouveler l'appel en faveur de l'imposition de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud raciste en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies au cas où Pretoria ne se conformerait pas aux dispositions de la résolution 566 (1985).

104. Les ministres ont réaffirmé leur appui sans réserve au Conseil des Nations Unies pour la Namibie dans ses fonctions d'autorité administrante légale de la Namibie jusqu'à l'indépendance.

105. Les ministres ont invité instamment tous les Etats à fournir une assistance matérielle, financière, politique, diplomatique et militaire accrue à la lutte armée légitime que mène le peuple namibien sous la direction de la SWAPO, son seul représentant authentique et légitime, conformément à l'appel pressant lancé par le Comité de coordination pour la libération de l'Afrique à sa quarante et unième session, tenue en février 1984, pour une assistance matérielle aux mouvements de libération nationale.

106. Les ministres ont demandé la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la Namibie en 1986 dans la semaine précédant le début de la quarante et unième session ordinaire de l'Assemblée générale pour marquer le vingtième anniversaire de la fin du mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie. Dans ce contexte, les ministres, conscients de la responsabilité sans précédent qu'a assumée l'Organisation des Nations Unies par cette décision historique, ont également prié instamment le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, en tant qu'autorité administrante légale du territoire, de prendre les dispositions nécessaires dans son programme de travail pour 1986 en vue de faciliter la tenue d'une conférence internationale consultative sur la Namibie en Europe occidentale à la fin de mai 1986 au plus tard.

107. Les ministres ont invité les Etats membres, en particulier ceux qui ne l'ont pas encore fait, à contribuer au Fonds de solidarité pour la Namibie afin de mettre la SWAPO mieux en mesure de mener la lutte de libération nationale.

Afrique du Sud

108. Les ministres ont condamné fermement le régime raciste de Pretoria pour sa politique et ses pratiques, qui sont la cause profonde de toute la violence et l'instabilité en Afrique australe, ainsi que pour sa politique de bantoustanisisation qui perpétue la situation coloniale existant en Afrique du Sud et fomenta les conflits fratricides.

109. Les ministres ont condamné en outre les actes barbares d'oppression, de répression et de discrimination contre la majorité écrasante de la population, les arrestations, emprisonnements et détentions arbitraires de tous les adversaires du régime d'apartheid et l'imposition d'un "état d'urgence" qui a multiplié dans des proportions alarmantes les massacres tragiques et brutaux de personnes sans défense, y compris des écoliers.

110. Les ministres ont noté avec une indignation profonde que les dirigeants du United Democratic Front ont été inculpés de haute trahison et exigé leur libération immédiate et inconditionnelle.

111. Les ministres ont réaffirmé que seules l'élimination complète du système d'apartheid et l'instauration d'une société non raciale et démocratique constitueraient une base solide en vue d'une solution juste, durable et universellement acceptable de la situation en Afrique du Sud. Les ministres ont réaffirmé leur solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud et leur appui à celui-ci dans la lutte légitime qu'il mène pour réaliser son droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à la justice et ont invité instamment tous les Etats à ne pas se contenter de paroles pour manifester leur appui et à fournir une assistance effective aux mouvements de libération d'Afrique du Sud reconnus par l'Organisation de l'unité africaine.

112. Les ministres ont noté avec satisfaction que le peuple opprimé d'Afrique du Sud avait rejeté catégoriquement les réformes constitutionnelles frauduleuses, qu'aux termes des résolutions 554 (1984) et 556 (1984) du Conseil de sécurité, l'Organisation des Nations Unies considérait comme nulles et non avenues. Ils ont en particulier félicité les héroïques combattants de la liberté d'Afrique du Sud pour les victoires qu'ils ont remportées dans leur lutte contre le régime d'apartheid.

113. Ils ont noté avec satisfaction que l'African National Congress (ANC) avait encore intensifié sa lutte armée. Ils ont instamment demandé un accroissement de l'appui moral, politique et matériel à l'ANC et du PAC en vue de leur lutte légitime et d'une mobilisation politique plus profonde des masses dans le pays.

114. Les ministres ont exprimé leur profonde consternation devant la poursuite de la politique d'"engagement constructif" du Gouvernement des Etats-Unis. Ils ont réaffirmé leur conviction que cette politique servait seulement à donner aide et réconfort à ce régime et l'encourageait à défier l'opinion publique internationale.

Elle a enhardi ce régime dans ses actes d'agression cyniques contre des Etats voisins. Les ministres ont donc condamné la politique dite d'engagement constructif. Ils ont noté que cette politique était de plus en plus largement rejetée, en particulier aux Etats-Unis et ont invité instamment le Gouvernement des Etats-Unis à l'abandonner.

115. Les ministres ont rendu hommage au mouvement anti-apartheid qui se développe en Europe occidentale, en Amérique du Nord et en Australasie pour l'intensification de sa campagne contre l'apartheid.

116. Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation devant la militarisation croissante du régime raciste de Pretoria et l'augmentation de sa capacité nucléaire, qui constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Ils ont condamné la poursuite de la collaboration militaire et nucléaire entre l'Afrique du Sud et certains Etats membres de l'OTAN et Israël et exhorté tous les Etats et organisations internationales à rompre toutes relations avec le régime criminel d'apartheid.

117. Les ministres ont prié instamment toutes les institutions financières nationales et internationales, en particulier le Fonds monétaire international, de cesser toute assistance à l'Afrique du Sud, car l'octroi d'une telle assistance conforte le régime et renforce sa politique de terrorisme d'Etat en Afrique du Sud et à l'étranger.

118. Les ministres ont également noté avec préoccupation les visites officielles effectuées par le Premier Ministre du régime raciste sud-africain au Portugal, au Royaume-Uni, en Suisse, en République fédérale d'Allemagne, en Belgique, en Italie et au Vatican ainsi que ses visites privées en France et en Autriche, ayant toutes pour objet de saper la campagne internationale pour isoler ce régime odieux. Ils ont invité instamment tous les Etats et organismes à s'abstenir de toute mesure qui compromettrait les efforts de la campagne internationale pour isoler le régime d'apartheid.

119. Les ministres ont réaffirmé que le Conseil de sécurité devait d'urgence imposer des sanctions globales et obligatoires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. A cette fin, les ministres ont souscrit à la proposition de l'OUA concernant la convocation d'une conférence mondiale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud raciste à l'occasion du dixième anniversaire du soulèvement de Soweto de juin 1976.

120. Les ministres ont lancé un appel à la conférence des nations du Commonwealth qui doit se tenir prochainement aux Bahamas pour qu'elle envisage sérieusement d'adopter et d'appliquer des mesures efficaces, notamment en prêtant son précieux appui à l'imposition de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud.

121. Les ministres ont réaffirmé leur ferme appui aux activités de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale lancée en 1983 par la résolution 38/14 de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1983, et demandé la libération immédiate et inconditionnelle de Nelson Mandela, Zephania Mothopeng et de tous les autres prisonniers politiques ainsi que l'octroi du statut

de prisonnier de guerre à tous les combattants de la liberté capturés, en vertu de la Convention de Genève de 1949 et de l'article 44 du Protocole additionnel de ladite convention.

IX. COLLABORATION AVEC L'AFRIQUE DU SUD ET ISRAËL DANS LE DOMAINE NUCLEAIRE

122. Lorsqu'ils se sont réunis en Afrique australe, les ministres se sont vivement inquiétés de la collaboration persistante de certains pays occidentaux, en violation flagrante des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, avec le régime raciste sud-africain et le régime sioniste israélien dans les domaines militaire et nucléaire, leur permettant ainsi de se doter d'une capacité nucléaire à des fins de répression, d'agression et de chantage. Cette collaboration posait un danger immédiat pour la paix et la sécurité internationales, compromettait la sécurité des Etats africains et arabes et aggravait le risque d'une prolifération des armes nucléaires. A cet égard, les ministres ont condamné toute forme de coopération nucléaire entre tout Etat, société, institution ou entité privé et le régime raciste sud-africain ainsi que le régime sioniste israélien.

X. SAHARA OCCIDENTAL

123. Les ministres ont exprimé leur vive préoccupation devant la poursuite du conflit au Sahara occidental. Ils ont jugé que la situation actuelle dans ce territoire posait une grave menace pour la paix, la sécurité et la stabilité de l'ensemble de la région.

124. Les ministres ont déploré que tous les efforts faits pour trouver un règlement pacifique au conflit du Sahara occidental n'aient abouti à aucun résultat.

125. Ils ont réaffirmé que la question du Sahara occidental était un problème de décolonisation et ne pouvait être résolue que lorsque la population du Sahara occidental serait en mesure d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

126. Conformément aux décisions de l'OUA et de l'Organisation des Nations Unies, les ministres se sont déclarés convaincus que pour résoudre le problème du Sahara occidental il fallait appliquer la résolution AHG/Res.104/(XIX) adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dix-neuvième session ordinaire et la résolution 39/40 de l'Assemblée générale datée du 5 décembre 1984, qui définissent les moyens et méthodes permettant de parvenir à une solution politique équitable et définitive du conflit du Sahara occidental.

127. A cette fin, les ministres ont demandé instamment aux parties au conflit, à savoir le Royaume du Maroc et le Front Polisario, d'engager des négociations directes en vue de parvenir à un accord de cessez-le-feu propre à créer les conditions nécessaires à un référendum juste et pacifique sur l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, tenu sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies, sans aucune contrainte administrative ou militaire.

128. A cet égard, les ministres ont exprimé leur satisfaction devant les efforts faits par l'actuel Président de l'OUA et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'application de ces résolutions et leur ont demandé instamment de poursuivre leur action en vue de trouver une solution juste et définitive à la question du Sahara occidental.

XI. MAYOTTE

129. En ce qui concerne l'île comorienne de Mayotte, qui demeure sous occupation française, les ministres ont réaffirmé qu'elle faisait partie intégrante du territoire souverain de la République fédérale islamique des Comores. Ils ont également exprimé leur solidarité agissante avec le peuple des Comores dans ses efforts légitimes pour récupérer l'île et préserver l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale des Comores. Les ministres ont regretté la position prise par le Gouvernement français qui à ce jour n'a pris aucune mesure ou initiative pouvant aboutir à une solution acceptable au problème de l'île comorienne de Mayotte en dépit de ses multiples promesses. Les ministres ont demandé au Gouvernement français de respecter la juste revendication de la République islamique des Comores concernant l'île comorienne de Mayotte.

XII. ILES MALGACHES

130. S'agissant des îles Malgaches (Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India), les ministres ont réaffirmé la nécessité impérieuse de préserver l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la République démocratique de Madagascar et ont demandé instamment à toutes les parties concernées d'engager immédiatement des négociations conformément aux résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, du Mouvement des pays non alignés et de l'Organisation de l'unité africaine, en particulier la résolution 34/91 adoptée à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et la résolution 784 de la trente-cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine.

XIII. SOUVERAINETE DE MAURICE SUR L'ARCHIPEL DE CHAGOS, Y COMPRIS DIEGO GARCIA

131. Les ministres ont exprimé, en particulier, leur plein appui à la souveraineté de Maurice sur l'archipel de Chagos, y compris Diego Garcia, qui, en 1965, a été détaché du territoire de Maurice par l'ancienne puissance coloniale en violation des dispositions des résolutions 1514 (XV) et 2066 (XX) de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'établissement et le renforcement de la base militaire de Diego Garcia a compromis la souveraineté, l'intégrité territoriale et le développement pacifique de Maurice et des autres Etats. Ils ont demandé la restitution sans tarder de Diego Garcia à Maurice.

XIV. TCHAD

132. Les ministres ont accueilli avec satisfaction l'accord relatif au retrait des troupes étrangères du Tchad et exprimé le vœu que cela permettrait au Tchad de sauvegarder son indépendance et son intégrité territoriale.

133. Ils ont également pris note de la résolution AHG/Res.143 (XXI) adoptée à la vingt et unième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et ont accordé leur plein appui aux efforts de l'OUA en vue d'une réconciliation nationale et de l'établissement d'une paix durable au Tchad sans ingérence étrangère.

134. Les ministres ont enfin demandé instamment à la communauté internationale de contribuer à la reconstruction nationale du Tchad.

XV. LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

135. Les ministres se sont inquiétés de la détérioration de la situation au Moyen-Orient en raison de la politique agressive et expansionniste d'Israël dans la région qui pose une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

136. Ils ont réaffirmé la solidarité agissante du Mouvement des pays non alignés avec les pays arabes victimes de l'agression israélienne et avec le peuple palestinien dans sa juste lutte, sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), son seul représentant légitime, pour la restauration des droits nationaux qui leur ont été usurpés et la restitution de leurs territoires occupés.

137. Ils ont réaffirmé que la question de Palestine était au coeur de la crise du Moyen-Orient et du conflit israélo-arabe et que ces deux questions étaient dialectiquement interdépendantes. Par conséquent, elles ne sauraient être résolues séparément ou partiellement si l'on veut aboutir à un règlement global et équitable de la situation au Moyen-Orient.

138. Les ministres ont souligné qu'une paix juste et globale dans la région ne pouvait être fondée que sur le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires arabes et palestiniens occupés et sur la restauration des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit au retour dans sa patrie, le droit à l'autodétermination sans intervention étrangère et le droit de créer son propre Etat indépendant et souverain sur son territoire national.

139. Les ministres ont vivement condamné l'installation de colonies de peuplement israéliennes dans les territoires arabes et palestiniens occupés, la judaïsation de Jérusalem et la décision de proclamer cette ville capitale de l'Etat sioniste; les ministres ont réaffirmé que toutes les mesures prises par Israël pour modifier le caractère politique, culturel, religieux, démographique, etc. des territoires arabes et palestiniens occupés étaient illégales, nulles et non avenues.

140. Les ministres des affaires étrangères ont réaffirmé que la décision prise par Israël le 14 décembre 1981 d'imposer ses lois, juridiction et administration dans les hauteurs du Golan de la Syrie arabe était nulle, non avenue et invalide et qu'elle constitue en outre un acte d'agression aux termes de l'Article 39 de la Charte des Nations Unies.

141. Les ministres ont condamné à nouveau Israël qui persiste à occuper les hauteurs du Golan et à ne pas appliquer les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en violation flagrante des dispositions de la Convention de La Haye de 1907 et de la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en tant de guerre.

142. Les ministres ont demandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures effectives, y compris l'imposition à l'encontre d'Israël des sanctions prévues au Chapitre VII de la Charte, afin d'obtenir le retrait immédiat des forces israéliennes des territoires arabes syriens.

143. Ils ont renouvelé leur appui total à la lutte menée par la République arabe syrienne pour libérer ses terres occupées.

144. Les ministres ont vigoureusement dénoncé l'exploitation par Israël des ressources et richesses naturelles des territoires arabes palestiniens occupés au mépris des Conventions de La Haye et de Genève qui sont fondées sur le principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources et richesses naturelles et demandé à tous les Etats et aux organismes internationaux de ne pas reconnaître l'autorité d'Israël et de s'abstenir de coopérer avec cet Etat.

145. Les ministres ont dénoncé l'existence d'une "alliance stratégique" entre les Etats-Unis d'Amérique et Israël et affirmé que cette alliance accentuerait le rôle agressif, expansionniste et déstabilisateur du régime de Tel-Aviv, rôle qui posait une grave menace pour la stabilité internationale, et la paix et la sécurité du Moyen-Orient.

146. Les ministres ont approuvé les conclusions et accords auxquels est parvenu la septième Conférence au sommet condamnant toutes ces politiques, en particulier la politique des Etats-Unis qui aident Israël à poursuivre son occupation des territoires arabes et palestiniens, y compris Jérusalem, et à empêcher le peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables. A cet égard, les ministres ont fait observer que les Etats-Unis continuaient d'appuyer Israël dans de nombreux domaines, en particulier par la conclusion d'un accord de coopération prévoyant l'instauration d'une zone de libre-échange dans le cadre de leur "alliance stratégique" qui menaçait la sécurité de la région et du monde et confirmait la partialité totale des Etats-Unis envers Israël.

147. Les ministres ont réaffirmé leur adhésion à la résolution adoptée par la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'était tenue à New Delhi, du 7 au 12 mars 1983, demandant instamment aux pays non alignés d'oeuvrer en vue d'un boycottage d'Israël dans les domaines diplomatique, économique, militaire et culturel ainsi que dans le domaine des transports maritimes et aériens et demandé au Conseil de sécurité d'appliquer les dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies afin de contraindre Israël à mettre un terme à l'occupation des territoires arabes et palestiniens et de permettre au peuple palestinien de recouvrer ses droits nationaux, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances internationales et aux recommandations du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien adoptées par l'Assemblée générale.

148. Les ministres ont souligné la nécessité urgente d'organiser la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément au paragraphe 6 de la Déclaration de Genève et à la résolution 38/58 de l'Assemblée générale datée du 13 décembre 1983 afin de parvenir à une solution juste et globale du problème du Moyen-Orient, fondée essentiellement sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et le droit d'établir un Etat palestinien indépendant et souverain dans sa patrie nationale, la Palestine, conformément à la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale datée du 22 novembre 1974 et ES-7/2 du 29 juin 1980. Les ministres ont souligné que la participation à la Conférence de toutes les parties directement concernées par le conflit israélo-arabe, y compris l'OLP et les Membres permanents de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité sera une condition sine qua non pour atteindre les objectifs visés par la Conférence.

149. Les ministres ont souligné les responsabilités du Conseil de sécurité dans la mise en place d'un cadre institutionnel adéquat pour garantir le respect des accords issus de la Conférence et condamné l'attitude négative des Etats-Unis et d'Israël à cet égard.

150. Les ministres ont donné leur plein appui à l'établissement d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient afin de réduire les tensions et d'accroître la sécurité dans la région, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier la résolution S-10/12. En conséquence, ils ont demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'adopter des mesures concrètes en vue d'établir des conditions favorables à l'instauration d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient.

XVI. QUESTION DE PALESTINE

151. Les ministres ont réaffirmé que l'occupation sioniste de la Palestine, la répression et l'oppression brutales exercées contre le peuple palestinien, ainsi que la politique et les pratiques agressives et expansionnistes d'Israël sont au coeur du conflit arabo-israélien.

152. Les ministres ont souligné qu'il ne saurait y avoir de solution globale, juste et durable à la situation au Moyen-Orient sans le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes qu'il occupe depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans que le peuple palestinien recouvre et exerce tous ses droits légitimes et inaliénables, y compris le droit de retour, le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure, le droit à l'indépendance nationale et le droit à établir en Palestine un Etat souverain et indépendant, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

153. La Réunion a réaffirmé son ferme appui à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien, et a rappelé que l'OLP seule est pleinement habilitée à représenter le peuple palestinien. Les ministres ont affirmé le droit de l'OLP à participer de façon indépendante et sur un pied d'égalité, conformément au droit international, à toutes les initiatives, conférences et activités internationales qui visent à assurer le respect des droits inaliénables du peuple palestinien, ainsi qu'à en garantir l'établissement et l'exercice.

154. Elle a réaffirmé en outre son adhésion rigoureuse aux principes de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires intérieures et extérieures du peuple palestinien et le droit de l'OLP de prendre ses décisions en toute liberté et indépendance.

155. Les ministres se sont félicités des résolutions prises par le Conseil national palestinien, notamment lors de sa dix-septième session, tenue à Amman du 22 au 29 novembre 1984, où il a réaffirmé son attachement inébranlable aux droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et à la légitimité de la lutte menée sous la direction de l'OLP. Ils ont lancé un appel en faveur du renforcement de l'appui à cette lutte ainsi que de l'escalade et de l'intensification de la lutte armée contre les forces d'occupation sionistes.

156. Les ministres se sont déclarés préoccupés de ce que les Palestiniens et les autres Arabes qui vivent dans les territoires occupés par Israël sont privés de toute protection juridique et victimes d'une législation répressive, qui se traduit par des arrestations de masse arbitraires, des tortures, des transferts forcés ou expulsions de particuliers et la destruction de maisons, en violation flagrante des droits de l'homme et des dispositions de la quatrième Convention de Genève.

157. Les ministres ont condamné le refus par Israël de reconnaître aux Palestiniens et de les empêcher d'exercer le droit inaliénable de retourner dans leurs foyers et de recouvrer leurs propriétés.

158. Les ministres se sont déclarés très profondément préoccupés par la situation dans les camps de réfugiés palestiniens. Ils ont souligné de nouveau la nécessité de garantir la sécurité des Palestiniens dans la région où l'invasion et l'occupation israéliennes ont suscité un conflit armé.

159. Les ministres ont condamné la campagne menée par les Etats-Unis et Israël pour détruire l'infrastructure de l'OLP et pour "éliminer" les combattants palestiniens de la liberté.

160. Les ministres ont estimé que la conquête et l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables, tels qu'ils sont définis dans la résolution 3236 (XXIX) et dans la résolution 2 de la septième session spéciale de l'Assemblée générale, en date respectivement du 22 novembre 1974 et du 29 juin 1980, et que le retrait total, immédiat et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, contribueraient à rétablir la légalité dans les relations internationales et à renforcer le processus de démocratisation, ainsi qu'à instaurer la paix et la stabilité au Moyen-Orient. A cet effet, les ministres ont renouvelé leur appel en faveur d'une application rapide de la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1983, et ont insisté de nouveau sur la nécessité de convoquer à bref délai la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, soulignant la responsabilité majeure qui incombe au Conseil de sécurité pour la préparation de la Conférence et la mise au point des dispositions institutionnelles garantissant l'application des accords auxquels la Conférence de la paix devrait aboutir. Les ministres ont condamné l'attitude négative d'Israël et des Etats-Unis à l'égard du processus de paix et ont exprimé l'espoir que les Etats-Unis reconsidéreraient la leur.

161. C'est dans ce contexte que les ministres ont décidé que le Conseil de sécurité se réunisse pour examiner la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, durant les premières semaines de la quarantième session de l'Assemblée générale et qu'ils ont exprimé l'espoir que les ministres des affaires étrangères des pays non alignés et les autres chefs de délégation y participeraient.

162. Les ministres ont souligné qu'il fallait encourager et soutenir par tous les moyens le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans la poursuite de ses consultations et de ses efforts visant à réunir la Conférence. Ils se sont déclarés satisfaits des efforts faits par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour la mise en oeuvre des recommandations de l'Assemblée générale.

163. Ils ont exprimé leur complet appui à ces efforts, menés à l'aide de séminaires, de colloques et de missions auprès des Etats membres du Conseil de sécurité dans le but spécifique de promouvoir la convocation de la Conférence.

164. Les ministres ont réaffirmé qu'ils rejetaient la politique et les pratiques israéliennes visant à changer les caractères géographiques des territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés, y compris Jérusalem, ou la structure démographique de ces territoires, en particulier les plans d'Israël pour déplacer et transférer les camps de réfugiés palestiniens. Ils ont de nouveau demandé à toutes les nations de refuser de reconnaître ces changements et de rompre toute forme de coopération avec Israël qui pourrait encourager ce pays à poursuivre sa politique et ses pratiques en violation de la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité.

165. Les ministres ont réaffirmé leur adhésion aux résolutions, adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, visant le boycottage diplomatique, économique, militaire et culturel d'Israël et l'arrêt des communications maritimes et aériennes avec ce pays, invitant d'autre part le Conseil de sécurité à appliquer à Israël les dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

166. En outre, les ministres ont invité tous les Etats à s'abstenir de toute coopération avec le régime sioniste qui pourrait l'encourager à poursuivre sa politique de terrorisme d'Etat et à commettre des actes terroristes et expansionnistes contre les pays voisins.

167. Les ministres ont réaffirmé leur appui aux décisions du septième Sommet condamnant toutes les politiques, en particulier la politique américaine, qui aident Israël à poursuivre l'occupation des territoires palestiniens et autres territoires arabes, y compris Jérusalem, ainsi qu'à refuser au peuple palestinien l'exercice de ses droits inaliénables et à l'empêcher de les exercer.

168. A cet égard, les ministres ont observé que les Etats-Unis continuent à appuyer Israël dans plusieurs domaines, en particulier dans le cadre de leur "alliance stratégique" et de l'octroi des avantages d'une zone de libre échange pour l'écoulement des produits israéliens sur les marchés américains. De tels actes menacent la sécurité et la stabilité économique de la région et du monde et confirment l'engagement sans réserve des Etats-Unis aux côtés d'Israël, ainsi que leur hostilité au peuple palestinien et à la nation arabe.

169. Les ministres ont souligné la nécessité urgente pour tous les Etats de prendre des mesures pour écarter la menace qu'Israël représente pour la sécurité régionale de l'Afrique, compte tenu de son étroite coopération militaire, économique et nucléaire avec le régime d'apartheid en Afrique du Sud qui contribue à perpétuer l'occupation illégale de la Namibie et renforce les moyens d'agression et de répression dont use le régime criminel d'apartheid contre les peuples d'Afrique du Sud.

170. Les ministres ont exprimé de nouveau leur appui au plan arabe de paix adopté à la douzième Conférence arabe au sommet, tenue à Fez du 6 au 12 septembre 1982, et réaffirmé par la Conférence arabe extraordinaire au sommet, qui s'est tenue à Casablanca du 7 au 9 août 1985. Ils ont en outre apporté leur adhésion aux résolutions adoptées en faveur du plan de paix par les conférences arabes et internationales.

171. Les ministres ont réaffirmé leur plein appui à l'Organisation de libération de la Palestine, au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et au Comité sur la Palestine du Mouvement des pays non alignés dans les tentatives qu'ils poursuivent pour parvenir à une solution équitable de la question de Palestine.

XVII. LIBAN

172. Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation touchant la situation dans laquelle se trouve le Liban à la suite de l'invasion et de l'occupation d'une partie de son territoire par l'armée sioniste, ce qui constitue une menace sérieuse à la paix et la sécurité internationales. Ils se sont déclarés solidaires du peuple et du Gouvernement libanais et ont réaffirmé leur plein appui à la sécurité, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance du Liban, ainsi qu'au droit de ce pays d'exercer sa souveraineté sur toute l'étendue de son territoire à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

173. Les ministres ont condamné l'invasion israélienne du Liban et l'intervention étrangère sur le territoire de ce pays, ainsi que l'intensification des provocations militaires des forces d'invasion, qui visent à renforcer leur occupation et à matérialiser l'expansionnisme sioniste dans la région. Ils ont également condamné l'occupation prolongée du Sud-Liban, de la Bekaa occidentale et du Cada Rachayya par Israël, ainsi que les pratiques inhumaines exercées par les forces d'occupation contre les populations civiles dans ces mêmes territoires, en violation flagrante de la quatrième Convention de Genève (1949).

174. Les ministres ont instamment prié l'Organisation des Nations Unies d'assurer la protection de la population civile, y compris les réfugiés palestiniens, soumise à l'occupation israélienne.

175. Les ministres ont dénoncé l'appui que les Etats-Unis d'Amérique ne cessent d'apporter à Israël et leur collusion avec ce pays dans le cadre de l'alliance stratégique dirigée contre les peuples et les Etats de la région.

176. Les ministres ont approuvé l'abrogation de l'accord du 17 mai 1983. Ils ont aussi noté avec admiration l'héroïsme de la résistance nationale libanaise qui affronte les forces d'invasion israéliennes.

177. Les ministres ont invité tous les Etats à prêter appui au Liban et ont réaffirmé leur soutien aux résolutions adoptées par le Mouvement des pays non alignés sur le Liban, en particulier lors du sommet de New Delhi.

178. Les ministres ont exigé l'application intégrale des résolutions 425 et 426 (1978) et 508 et 509 (1982) du Conseil de sécurité, qui exigent le retrait immédiat et inconditionnel des forces israéliennes de tout le territoire libanais et le déploiement de la FINUL et de l'armée libanaise jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban.

XVIII. AGRESSION ISRAËLIENNE CONTRE LES INSTALLATIONS NUCLEAIRES IRAQUIENNES

179. Les ministres ont condamné le refus persistant d'Israël de retirer sa menace d'une nouvelle agression contre les installations nucléaires irakiennes utilisées à des fins pacifiques, au mépris du système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ils ont instamment prié les membres du Mouvement d'assurer l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que de l'AIEA.

XIX. CHYPRE

180. Les ministres et chefs de délégation ont réaffirmé leur entière solidarité avec le peuple et le Gouvernement de la République de Chypre, ainsi que leur appui à l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et le non-alignement de ce pays.

181. Les ministres et chefs de délégation ont aussi exprimé leur profonde préoccupation devant le fait qu'une partie de la République de Chypre continuait à être soumise à l'occupation étrangère et ils ont exigé le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation, comme base indispensable à la solution du problème de Chypre. Ils se sont félicités de la proposition du Président de la République de Chypre tendant à la démilitarisation complète de Chypre.

182. Les ministres et chefs de délégation ont souligné le besoin urgent pour les réfugiés de pouvoir retourner de leur plein gré dans leurs foyers en toute sécurité, la nécessité urgente de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les Chypriotes, de retrouver les disparus et de rendre compte de leur sort dans les meilleurs délais et ils ont condamné tous les efforts et toutes les mesures tendant à modifier la structure démographique de Chypre.

183. Les ministres et chefs de délégation ont également déploré la déclaration unilatérale d'indépendance proclamée par les dirigeants turcs chypriotes le 15 novembre 1983, qu'ils estiment sans valeur juridique, et en ont demandé le retrait. De même, ils ont condamné toutes les mesures séparatistes et autres mesures illégales prises ultérieurement, y compris le prétendu "référendum" de mai 1985 et les prétendues "élections présidentielles" et "élections parlementaires" de juin, tenues au mépris des résolutions pertinentes des Nations Unies.

184. Les ministres et chefs de délégation ont estimé que la situation de fait créée par la force des armes et par des actions unilatérales ne devrait aucunement influencer sur la solution du problème.

185. Les ministres et chefs de délégation se sont félicités de la dernière initiative prise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans la mission de bons offices qu'il poursuit afin de parvenir à une solution juste et viable du problème chypriote; tout en notant que des pourparlers indirects ont eu lieu de septembre à décembre 1984 et que certains progrès ont été réalisés, ils ont regretté que la réunion commune de haut niveau tenue en janvier 1985 n'ait pas eu de résultats.

186. Les ministres ont vivement prié toutes les parties de coopérer avec le Secrétaire général dans sa dernière initiative en manifestant une volonté politique plus affirmée afin que les négociations soient efficaces et constructives et qu'elles conduisent à un règlement pacifique, juste et durable à Chypre, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

XX. EUROPE

187. Les ministres se sont félicités des efforts faits en Europe, continent où la division en blocs se manifeste de la manière la plus frappante et où les forces armées et des armes nouvelles continuent à s'accumuler, malgré les négociations en cours qui visent à réduire les tensions et à éliminer le danger de conflit. Les ministres ont souligné que les pays européens non alignés et neutres jouent un rôle particulièrement constructif dans ces processus, constituant un facteur positif dans le relâchement de la tension entre l'Est et l'Ouest, rôle qu'il convient d'encourager.

188. Leurs activités à la Conférence sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe, qui se tient à Stockholm, et dans le déroulement d'ensemble de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) complètent les efforts menés au plan mondial par le Mouvement des pays non alignés et constituent une application concrète des principes de la politique de non-alignement en Europe; elles méritent donc l'appui des ministres.

189. Les ministres ont noté avec satisfaction que de nombreux pays européens portent un intérêt croissant aux activités du Mouvement des pays non alignés et coopèrent avec lui. Ils soulignent d'autre part que l'intérêt que portent ces pays au renforcement de la coopération pacifique dans de nombreux domaines, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, s'était manifesté lors de la célébration du dixième anniversaire de l'Acte final de la CSCE à Helsinki. Ils ont exprimé l'espoir que la Conférence de Stockholm contribuera à encourager les tendances positives en Europe et dans la Méditerranée et à éliminer les foyers de tension dans le cercle plus large des relations internationales.

190. Les ministres ont réaffirmé l'étroite interdépendance qui existe entre la sécurité de l'Europe et celle de la Méditerranée et ont souligné leur conviction que les pays méditerranéens non alignés participeront en toute occasion et sur un

pied d'égalité au dialogue sur la sécurité et la coopération dans la Méditerranée et que les activités navales dans la Méditerranée entreraient dans le cadre des discussions de la CSCE sur les mesures propres à renforcer la confiance.

191. Les ministres ont exprimé l'espoir que la réunion de suivi tenue à Vienne par la CSCE contribuera de manière efficace à la sécurité et à la coopération en Europe ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales en général.

XXI. LA MEDITERRANEE

192. Les ministres ont noté avec préoccupation la persistance de l'affrontement entre les blocs en Méditerranée, le renforcement de la présence militaire des bases et des flottes étrangères, et notamment le déploiement d'armes nucléaires de destruction massive ainsi que l'existence de foyers névralgiques d'occupation et d'agression dans la région et particulièrement dans le Moyen-Orient; il y a là une situation qui met en danger la souveraineté et l'indépendance des pays non alignés de cette région en particulier et fait obstacle à un règlement pacifique des problèmes.

193. Les ministres ont observé que la première réunion des ministres des pays méditerranéens non alignés, à La Valette, a constitué un événement d'une grande importance politique dont l'objectif était de renforcer les activités des pays non alignés de la Méditerranée en vue de transformer cette région en une région de paix, de sécurité et de coopération générale, conformément aux décisions du Mouvement des pays non alignés et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 39/189 dans laquelle elle définit les principes sur la base desquels la coopération doit être développée et les problèmes de la région résolus. Ils ont demandé aux autres Etats européens méditerranéens et à tous les Etats de respecter les décisions figurant dans la Déclaration finale de La Valette et en particulier d'adhérer strictement aux principes du non-recours à la force ou à la menace de l'emploi de la force et ont invité ces pays à ne pas faire usage de leurs armements, de leurs forces, de leurs bases et de leurs installations militaires contre les membres méditerranéens non alignés.

194. Ils se sont aussi félicités de la décision de tenir une réunion à La Valette pour examiner le renforcement et l'élargissement de la coopération dans différents domaines économiques comme le prévoit la Déclaration de La Valette et ils ont souhaité que la réunion soit couronnée de succès.

195. Les ministres ont invité tous les pays à unir leurs efforts avec ceux des membres du Mouvement des pays non alignés et d'apporter leur soutien à la transformation pacifique de la Méditerranée en une région de paix, de sécurité et de coopération générale. Ils ont approuvé la décision des Etats membres méditerranéens non alignés de se réunir à nouveau au début de 1986 en vue de s'acquitter du mandat qui leur avait été confié par la septième Conférence au sommet de New Delhi.

XXII. ASIE DU SUD-EST

196. Examinant la situation dans l'Asie du Sud-Est, les ministres se sont montrés gravement préoccupés de la poursuite des conflits et des tensions dans la région particulièrement si l'on considère que nombre des Etats sont membres du Mouvement des pays non alignés. Ils ont réaffirmé leur appui au principe de la non-ingérence dans les affaires des Etats souverains et l'inadmissibilité de l'utilisation de la force contre des Etats souverains. Ils ont lancé un avertissement au sujet du réel danger que constituaient les tensions au Cambodge et dans le voisinage de ce pays qui pourraient gagner une région plus étendue. Ils se sont dits convaincus de la nécessité urgente d'une désescalade grâce à une solution politique globale qui prévoierait le retrait de toutes les forces étrangères, assurant ainsi le plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité de tous les Etats de la région, y compris du Kampuchea.

197. Les ministres ont réaffirmé le droit du peuple du Kampuchea de choisir son propre destin en toute liberté et sans ingérence, subversion et coercition étrangères; ils ont exprimé l'espoir que grâce à un processus de négociation et de compréhension mutuelle un climat puisse s'établir qui permette l'exercice de ce droit. Ils sont aussi convenus que les problèmes humanitaires résultant des conflits dans la région exigeaient des mesures urgentes prises avec la coopération active de toutes les parties. Ils ont invité tous les Etats de la région à engager un dialogue qui conduise au règlement de leurs différends et à l'établissement d'une paix et d'une stabilité durables dans la région ainsi qu'à l'élimination des ingérences et des menaces d'intervention de puissances extérieures. Dans ce contexte, ils ont noté et approuvé les efforts faits pour l'instauration rapide d'une zone de paix, de liberté et de neutralité dans la région et ils ont demandé à tous les Etats de donner à ces efforts leur appui le plus complet.

XXIII. ASIE DU SUD-OUEST

198. Les ministres ont noté avec une grande inquiétude la situation dans l'Asie du Sud-Ouest et ont estimé qu'elle était lourde de conséquences dangereuses pour la paix et la stabilité de la région. Ils sont convenus que le maintien de cette situation posait de sérieux problèmes pour la paix et la sécurité internationales. Dans ce contexte, ils ont considéré la situation en Afghanistan avec une particulière préoccupation. Ils ont renouvelé leur appel urgent lancé à la Conférence des ministres des affaires étrangères de New Delhi en février 1981 en vue d'un règlement politique sur la base du retrait des troupes étrangères et du plein respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du statut non aligné de l'Afghanistan et de la stricte observance du principe de la non-intervention et de la non-ingérence. Ils ont également réaffirmé le droit des réfugiés afghans de retourner dans leurs foyers en toute sécurité et dans l'honneur et ont demandé une solution rapide à ce vaste problème humanitaire. A cet effet, ils ont invité toutes les parties concernées à oeuvrer en faveur d'un règlement qui assure que le peuple afghan détermine son propre destin libre de toute ingérence étrangère et permette aux réfugiés afghans de regagner leurs foyers.

199. Les ministres ont apprécié les efforts sincères faits dans la recherche d'un règlement politique en Afghanistan et ont apporté leur soutien aux mesures constructives prises à cet égard par le Secrétaire général de l'Organisation des

Nations Unies. Ils ont estimé la discussion par l'intermédiaire du Secrétaire général comme un pas dans la bonne direction et ont demandé que l'on poursuive dans la même voie en vue de promouvoir un règlement politique rapide du problème conformément aux idéaux et principes du Mouvement des pays non alignés. Ils ont invité tous les Etats à faire preuve de réserve pour éviter toute aggravation mettant en danger la paix et la sécurité dans la région et à prendre des mesures conduisant à la création de conditions propres à assurer des relations stables et harmonieuses entre les Etats de la région, fondées sur les principes non alignés de la coexistence pacifique, du respect, de la souveraineté, de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale, de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

XXIV. COREE

200. Les ministres ont noté avec inquiétude qu'en dépit des aspirations du peuple coréen à la réunification pacifique de sa patrie, la Corée continue d'être divisée, ce qui constitue une menace potentielle contre la paix.

201. Les ministres ont accueilli avec satisfaction l'attitude du peuple coréen dans ses efforts pour réunifier pacifiquement leur patrie et pour obtenir ce résultat sans ingérence étrangère mais au moyen de dialogues et de consultations entre le Nord et le Sud conformément aux trois principes de l'indépendance, de la réunion pacifique et de la grande unité nationale définie dans la Déclaration commune Nord-Sud du 4 juin 1972.

202. La Conférence a exprimé l'espoir que l'accomplissement du désir du peuple coréen d'une réunification pacifique soit facilité par le retrait de toutes les troupes étrangères de la région.

XXV. AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

203. Les ministres ont constaté que l'Amérique latine et les Caraïbes sont l'une des régions du monde qui ont souffert le plus directement des actes d'agression des puissances coloniales et impérialistes. La région d'Amérique latine et des Caraïbes fait face actuellement à la crise économique la plus aiguë depuis la guerre, comme le montrent l'énormité de la dette extérieure et la détérioration croissante du niveau de vie des populations. A cet égard, ils ont souligné l'importance historique profonde des luttes anti-impérialistes et démocratiques des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes pour la consolidation de leur indépendance nationale et pour le plein exercice de leur souveraineté conformément aux grands objectifs et principes du non-alignement et de leur droit inaliénable de choisir leurs propres systèmes politique, économique et social sans aucune ingérence étrangère. En outre, ils ont marqué leur satisfaction des initiatives prises par les Etats de la région pour renforcer leur unité, leur solidarité et leur coopération en utilisant les divers systèmes d'intégration régionale.

204. Les ministres ont souligné avec inquiétude que la situation actuelle en Amérique centrale constituait l'un des points les plus dangereux de tension dans le monde. Ils ont également souligné que malgré les constants appels du Mouvement des pays non alignés et du reste de la communauté internationale et en dépit des efforts faits par le Groupe de Contadora pour rechercher une solution politique

négociée, cette situation s'était à nouveau dégradée en raison de la politique impérialiste d'ingérence et d'intervention qui, s'ajoutant aux conditions de pauvreté et d'oppression dont souffre traditionnellement la région représentent une menace réelle à la paix et à la sécurité internationales. A cet égard ils ont observé que le risque d'une intervention directe des Etats-Unis au Nicaragua, à Cuba et dans d'autres pays de la région s'était aggravé d'une manière alarmante.

205. Les ministres ont condamné l'escalade de l'agression, des attaques militaires et d'autres actions contre la souveraineté, l'indépendance politique, l'intégrité territoriale, la stabilité et l'autodétermination du Nicaragua. A cet égard, ils ont particulièrement condamné la violation de son espace aérien, de ses eaux territoriales, l'organisation de manœuvres internationales et autres actes d'intimidation, les menaces de saisie et d'occupation et le bombardement sélectif du territoire nicaraguayen, l'utilisation des pays voisins comme base d'agression et l'entraînement de mercenaires, les actes de sabotage, les attaques navales et aériennes, le minage des principaux ports du pays et l'imposition de mesures économiques coercitives, notamment l'embargo commercial. Ces pratiques terroristes ont causé la mort de milliers de Nicaraguayens et abouti à des pertes économiques graves gênant le développement normal du pays.

206. Les ministres ont énergiquement condamné l'embargo et autres mesures économiques coercitives récemment imposés au Nicaragua par le Gouvernement des Etats-Unis et ils ont noté avec préoccupation que cet embargo violait les principes et normes du droit international.

207. Les ministres ont exprimé l'opinion que ces nouveaux actes de pression politique et économique, joints à des actions militaires, devraient être considérés dans le cadre d'un plan plus large conçu pour déstabiliser et renverser le Gouvernement nicaraguayen et que ces activités augmentaient le risque d'une guerre régionale et empêchaient l'ouverture du dialogue nécessaire que le Groupe de Contadora veut engager pour aboutir à une solution politique négociée aux problèmes de la région.

208. Les ministres ont réaffirmé leur ferme solidarité avec le Nicaragua et demandé un arrêt immédiat des menaces, des actes hostiles, du financement du groupe de mercenaires par le Congrès des Etats-Unis et des mesures économiques coercitives prises contre le peuple et le Gouvernement nicaraguayens qui ont toutes pour objet à court terme de renverser le Gouvernement légitimement constitué du Nicaragua et d'augmenter le risque d'un conflit généralisé. Les ministres demandent à tous les Etats de respecter fidèlement les engagements envers la Cour internationale de Justice et spécialement celui d'accepter la juridiction obligatoire de la Cour et le respect de ses décisions et jugements. Par conséquent, ils demandent aux Etats-Unis de respecter la décision du 10 mai 1984 sur les mesures provisoires de protection et le jugement du 26 novembre 1984 sur la compétence de la Cour et la recevabilité de la plainte déposée le 9 avril 1984 par le Nicaragua.

209. Les ministres ont accueilli avec la plus grande faveur les initiatives de paix du Groupe de Contadora, composé de la Colombie, du Mexique, de Panama et du Venezuela, et réaffirmé leurs convictions que ce groupe correspondait à une initiative régionale authentique en vue de résoudre la crise par des moyens politiques. Ils ont noté avec satisfaction les progrès réalisés dans la recherche

d'une solution politique, particulièrement l'élaboration de l'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale du 7 septembre 1984. Les ministres ont également exprimé leur satisfaction de constater que le Nicaragua avait immédiatement accepté de signer cet acte dans sa totalité et sans formuler aucune réserve. Ils ont insisté auprès de tous les Etats intéressés pour qu'ils redoublent d'efforts pour amener le processus de paix engagé par le Groupe de Contadora à sa conclusion par la signature de l'Accord.

210. Les ministres ont considéré que conformément au Protocole additionnel à l'Accord, tous les Etats qui désirent contribuer à la paix et à la coopération en Amérique centrale, en particulier ceux qui ont des liens avec la région ou y ont des intérêts, devraient indiquer leur volonté d'appuyer ce document pacifique en adhérant au Protocole afin de garantir sa mise en oeuvre totale.

211. Les ministres ont accueilli avec faveur les tout récents efforts faits par le Groupe de Contadora tels qu'ils apparaissent d'après la communication publiée à l'issue de la réunion tenue les 22 et 23 juillet 1985. A cet égard, ils ont demandé aux gouvernements centraméricains et aux autres Etats qui ont des liens avec la région et y ont des intérêts d'entreprendre les six actions énumérées dans le communiqué en vue d'une prompte solution à la crise par des moyens politiques c'est-à-dire : 1) Accord de Contadora; 2) actions en vue de la détente; 3) relations entre le Costa Rica et le Nicaragua; 4) dialogue de Manzanillo; 5) organisations internationales; et 6) appui latino-américain.

212. Les ministres se sont également dits satisfaits de la formation du Groupe de Lima visant à appuyer le Groupe de Contadora et qui est composé de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et de l'Uruguay et ils se sont dits confiants que cette initiative apportera une contribution importante au renforcement des activités en faveur de la paix dans la région.

213. Les ministres se sont félicités de la récente réunion à Carthagène (Colombie) des ministres des relations extérieures du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui au Groupe de Contadora et ont estimé que les efforts et les actions de paix devraient être entrepris en tenant compte de l'avenir et conformément aux objectifs de solidarité, d'indépendance et de justice qui ont toujours été l'aspiration des peuples de l'Amérique latine. Ils ont exprimé également leur satisfaction de voir que les mécanismes de fonctionnement du Groupe d'appui de Lima au Groupe de Contadora avaient été mis en place à cette réunion.

214. Les ministres ont déploré l'interruption soudaine et unilatérale par les Etats-Unis des conversations bilatérales avec le Nicaragua qui se tenaient à Manzanillo (Mexique) et qui visaient à normaliser les relations entre les deux pays en vue d'atteindre un accord précis sur la paix dans la région, fondé sur le principe du respect mutuel de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples. Ils ont jugé cette action comme un sérieux obstacle aux efforts de paix du Nicaragua et ont estimé qu'elle sapait aussi les efforts du Groupe de Contadora en faveur de la paix et de la coopération pour la solution des problèmes d'Amérique centrale. A cet égard, les ministres ont insisté auprès du Gouvernement des Etats-Unis pour qu'il reprenne les conversations avec le Nicaragua en tant que moyen d'atteindre un accord précis sur les bases déjà mentionnées.

215. Les ministres ont accueilli avec faveur l'initiative présentée par le Gouvernement nicaraguayen en vue de la création d'une zone neutre de sécurité sur la frontière qui sépare le Costa Rica du Nicaragua, notant en particulier que l'élimination dans cette zone des tensions qui servent les intérêts étrangers représentait une étape importante dans le renforcement et l'approfondissement des activités de paix en Amérique centrale. A cet égard, les ministres ont prié les deux gouvernements de se réunir comme l'ont indiqué les présidents Daniel Ortega du Nicaragua et Luis Alberto Monge du Costa Rica pour convenir des meilleures procédures permettant la création de cette zone neutre de sécurité et de mettre ainsi fin aux fréquents incidents de frontière.

216. Les ministres ont demandé aux Gouvernements des Etats-Unis, du Honduras et à tous les autres Etats intéressés d'adopter une attitude constructive en faveur de la paix et du dialogue, conformément aux principes du droit international, et d'éviter absolument toute action qui pourrait aggraver la tension dans la région. A cet égard, ils ont convenu que le démantèlement des bases militaires étrangères, le retrait des conseillers militaires, la cessation des manoeuvres militaires et la fin des actes de force réduiraient substantiellement les tensions, contribuant ainsi à la recherche des moyens qui permettraient de trouver une solution politique et négociée aux problèmes de la région.

217. Les ministres ont à nouveau exprimé leur satisfaction des résultats de la Réunion ministérielle qui s'est tenue en 1984 à San José, Costa Rica, entre les membres de la Communauté économique européenne, l'Espagne et le Portugal, les pays d'Amérique centrale et les pays du Groupe de Contadora, et se sont dits confiants que la prochaine réunion qui doit avoir lieu en novembre 1985 à Luxembourg apportera une contribution importante au renforcement du dialogue économique et politique entre l'Europe et l'Amérique centrale. Ils ont également affirmé à nouveau la nécessité de la paix et de la coopération pour l'Amérique centrale.

218. Les ministres ont rappelé la décision de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés suivant laquelle le Bureau de coordination devrait suivre de près les événements dans cette sous-région et ils ont félicité le Bureau d'avoir créé un groupe officieux d'Amis du Président pour suivre l'évolution de la situation en Amérique centrale. A cet égard, ils ont accueilli avec faveur l'invitation envoyée par le Gouvernement nicaraguayen en avril 1985 et ont noté que la visite des Amis du Président dans ce pays contribuait à renforcer la solidarité et à améliorer la compréhension de la situation dans laquelle ce pays non aligné se trouve, c'est-à-dire une situation en rapide détérioration à la suite d'une agression impérialiste persistante. En même temps, les ministres ont réaffirmé la validité des principes du Mouvement dans la région.

219. Les ministres ont exprimé à nouveau leur grave inquiétude devant la dégradation de la situation à El Salvador où à la suite d'une intervention impérialiste accrue et de graves problèmes intérieurs socio-économiques, des secteurs importants du pays doivent faire face à un conflit armé de plus en plus vif.

220. Ils ont également noté, comme autre signe de cette dégradation, l'interruption du dialogue entre le gouvernement et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR), une

situation à laquelle il faudrait remédier dès que possible étant donné qu'une solution pacifique globale à la crise à El Salvador ne peut être obtenue que par des négociations directes entre tous les représentants des forces politiques, notamment de ces deux fronts.

221. Ils ont déploré qu'il y ait encore de graves violations des droits de l'homme à El Salvador et que, en particulier, la population civile dans les zones contrôlées par les insurgés continue à être attaquée, bombardée et déplacée, ce qui non seulement entraîne des victimes non combattantes sans nombre mais a également créé un grand nombre de réfugiés intérieurs et de personnes déplacées. Ils ont invité le gouvernement et le FMLN-FDR à reprendre les conversations et exhorté le Gouvernement des Etats-Unis à adopter une attitude constructive en vue de trouver une solution pacifique négociée au conflit salvadorien actuel.

222. Les ministres ont réaffirmé la nécessité d'éliminer le colonialisme sous toutes ses formes et manifestations en Amérique latine et dans les Caraïbes et ils ont réaffirmé la solidarité complète des pays non alignés avec les peuples de la région qui sont toujours dans une situation coloniale. A cet effet, ils ont demandé que les puissances coloniales appliquent immédiatement la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale à ces territoires. Ils ont également exprimé une sérieuse inquiétude en constatant que les puissances coloniales utilisent les territoires de la région comme bases ou comme ports d'escale pour des navires transportant des armes nucléaires et pour le stockage de telles armes.

223. Les ministres ont réaffirmé leur appui au droit inaliénable du peuple de Porto Rico à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) et ils ont noté avec intérêt la résolution que le Comité spécial des Nations Unies sur la décolonisation a adoptée le 14 août 1985.

224. Les ministres ont condamné le maintien de bases militaires et de troupes étrangères à la région en Amérique latine et dans les Caraïbes, telles que celles qui existent à Cuba, à Porto Rico et aux îles Malvinas et ils ont observé avec inquiétude l'intention d'en installer de nouvelles, telles que celle qui est prévue à l'île de Pâques et qui constitue une menace à la paix et à la sécurité dans la région.

225. Les ministres ont demandé que soit levé immédiatement et sans condition le blocus économique et qu'il soit mis un terme à toute autre forme de pression que les Etats-Unis exercent contre Cuba et ils ont condamné la récente intensification des menaces d'agression; les violations de l'espace aérien cubain, notamment les vols espions; les violations des eaux territoriales de Cuba et le blocus appliqué aux finances, au crédit et aux échanges. Ils ont réaffirmé la solidarité du Mouvement avec Cuba et son plein appui à la demande légitime de Cuba tendant à ce que les Etats-Unis lui rendent la base navale de Guantanamo et qu'ils versent une compensation au peuple cubain pour les pertes matérielles infligées.

226. Les ministres ont observé le processus politique qui se développe au Guatemala et ont exprimé l'espoir que ce processus garantira la participation la plus large et la plus effective de tous les secteurs sociaux du peuple guatémalteque et le respect et l'exercice complet des droits de l'homme.

227. Les ministres ont réaffirmé leur soutien inconditionnel à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Belize et leur respect du droit de ce pays de déterminer son avenir comme une nation libre et souveraine dans le cadre de ses frontières maritimes et terrestres. Ils ont souligné que tout recours à la force ou toute menace de recours à la force contre le Belize était inacceptable et ils ont renouvelé leur appui au règlement des différends par la négociation et autres moyens pacifiques.

228. Les ministres ont observé que conformément à la résolution 38/7 de l'Assemblée générale, si la plupart des troupes étrangères ont été retirées, un certain nombre de ces troupes continuent de stationner à la Grenade et ils ont demandé leur retrait immédiat. Notant que des élections ont eu lieu dans ce pays, ils ont réaffirmé leur pleine solidarité avec le peuple de la Grenade et invité tous les pays à respecter son droit souverain et inaliénable de choisir son système politique, économique et social.

229. Les ministres ont exprimé leur totale solidarité au peuple et au Gouvernement panaméens dans leurs efforts pour assurer le plein respect des traités relatifs au canal de Panama et la neutralité de cette voie d'eau interocéanique; ils ont souligné que ce processus avait été suivi conformément au programme convenu. Ils ont exprimé leur inquiétude cependant au sujet des politiques et pratiques appliquées par les Etats-Unis dans la zone du canal et qui entravent le strict respect des dispositions du Traité, en particulier l'application de la loi 96/70 du Congrès des Etats-Unis qui était incompatible avec la lettre et l'esprit des traités susmentionnés et en constitue une violation.

230. Les ministres ont renouvelé leur appel à tous les pays pour qu'ils adhèrent au Protocole du Traité relatif à la neutralité permanente du canal de Panama et respectent la neutralité de cette voie d'eau interocéanique.

231. Les ministres ont observé les efforts faits par le Gouvernement du Guyana pour consolider son indépendance et sa souveraineté et assurer la sécurité de l'avenir de son peuple. En ce qui concerne les revendications territoriales du Venezuela, ils ont noté que les deux pays ont soumis à l'examen du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies les moyens de régler ce différend dans le strict respect de l'Accord de Genève de 1966.

232. Ils ont également pris note de la position de principe du Gouvernement du Venezuela renonçant à l'usage de la force pour résoudre cette question.

233. Les ministres ont apporté à nouveau leur appui et leur solidarité au peuple et au Gouvernement de la République du Suriname dans leurs efforts visant à préserver l'indépendance et la souveraineté de leur pays. Ils ont exprimé leur profond regret des tentatives continuelles faites par certains gouvernements et des mesures prises par eux pour exercer des pressions qui ont une incidence négative sur le développement politique, économique et social du Suriname; ils ont exprimé l'espoir que les gouvernements intéressés engageront un dialogue franc, juste et concret sans coercition ou quelque autre forme d'ingérence en vue de parvenir à une solution sur la base du respect mutuel et dans l'intérêt du bien-être du peuple du Suriname.

234. Les ministres ont à nouveau apporté leur plein appui aux droits de la République argentine d'exercer sa souveraineté sur les îles Malvinas restituées par voie de négociations. Ils ont renouvelé leur appel à la reprise des négociations entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni avec la participation et les bons offices du Secrétaire général de l'ONU. Ils ont réaffirmé que cette solution devrait tenir dûment compte des intérêts de la population des îles et ont noté avec satisfaction la volonté exprimée par le Gouvernement argentin de garantir le maintien de la manière de vivre des insulaires, leurs traditions et leur identité culturelle y compris l'application de garanties et de statuts qui pourrait être négociée. Ceci assurerait une solution rapide, pacifique et juste à la question, conformément aux principes et décisions du Mouvement des pays non alignés sur le sujet et aux résolutions 1514 (XV), 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12 et 39/6 de l'Assemblée générale.

235. Ils ont également noté avec satisfaction la volonté réaffirmée le 10 juillet dernier du Gouvernement argentin de reprendre les négociations demandées par l'Assemblée générale et ont invité le Gouvernement du Royaume-Uni à accepter également cette reprise et à s'abstenir de prendre des décisions modifiant unilatéralement la situation aussi longtemps que le litige de souveraineté n'est pas réglé.

236. Les ministres ont aussi réaffirmé que la présence militaire et navale britannique massive dans la zone des Malvinas, des îles South Georgias et South Sandwich qui comporte un aéroport stratégique est une source de vive préoccupation pour les pays de la région de l'Amérique latine et a des incidences défavorables sur la stabilité dans cette région.

237. Ils ont rappelé que la création de bases et d'autres installations militaires dans des territoires dépendants fait obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale) et est incompatible avec les objectifs et principes de la Charte des Nations Unies et de la résolution susmentionnée.

238. Les ministres ont apporté une fois de plus leur vigoureux soutien à la revendication légitime et fondée de la République de Bolivie qui veut retrouver un accès direct et utile à l'océan Pacifique et sur lequel elle aurait pleine souveraineté. Convaincus que la solution de ce problème est dans l'intérêt de la communauté internationale et rappelant que la paix et la sécurité internationales l'exigent, ils ont lancé un appel à tous les Etats pour déclarer leur solidarité avec ce droit inaliénable du peuple bolivien. Les ministres ont exprimé l'espoir qu'une solution équitable à ce problème sera trouvée en appliquant les procédures pacifiques prévues par la Charte des Nations Unies et dans le respect des objectifs du Mouvement des pays non alignés.

239. Les ministres ont rappelé que les quatrième, cinquième, sixième et septième Conférences au sommet du Mouvement des pays non alignés ont exprimé leur solidarité avec les transformations économiques et sociales entreprises par le défunt président Salvador Allende et ont demandé l'application de la résolution sur le Chili adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa trente-septième session. Elles ont à nouveau réaffirmé leur solidarité avec les espoirs légitimes du peuple chilien de recouvrer sa liberté et l'exercice des droits de l'homme fondamentaux ainsi que la politique du non-alignement suivie par le président Allende.

240. Les ministres ont noté l'existence en Amérique latine d'une zone dans laquelle les armes nucléaires sont interdites par le Traité de Tlatelolco et ils ont souligné la nécessité de créer des conditions favorables pour que tous les pays d'Amérique latine signent et ratifient ce traité et que toutes les puissances nucléaires le respectent. Dans ce contexte ils ont aussi condamné l'introduction d'armes nucléaires dans la région par certaines puissances occidentales.

241. Les ministres ont accueilli avec faveur l'établissement de nouvelles démocraties en Amérique latine, ce qui permet aux peuples de ces pays de réaliser pleinement leur droit inaliénable à choisir librement leur propre destin. A cet égard, ils ont reconnu qu'il est souhaitable de trouver des solutions politiques et de faire des efforts pour consolider ce processus démocratique.

242. Ils ont aussi noté que la défense des droits de l'homme et l'exercice plein et efficace du pluralisme politique et idéologique constituent des facteurs importants pour le progrès des peuples de la région.

243. Les ministres ont décidé de tenir une réunion spéciale du Bureau de Coordination d'Amérique latine et des Caraïbes en 1986 et ont demandé au Bureau de coordination à New York de choisir la date et le lieu.

XXVI. NON-INTERVENTION ET NON-INGERENCE

244. Les ministres ont réitéré le ferme attachement des pays non alignés au principe de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures et extérieures des Etats qui constitue l'un des principes fondamentaux du non-alignement. D'un commun accord, ils ont catégoriquement réaffirmé que la violation de ce principe est non seulement inacceptable mais aussi injustifiable en toutes circonstances et est incompatible avec l'obligation assumée par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies aux termes de sa Charte.

245. Rappelant les décisions pertinentes prises à la septième Conférence au sommet, les ministres ont noté avec préoccupation que malgré l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats contenue dans sa résolution 36/103, des politiques d'intervention et d'ingérence, de pressions et de menaces ou d'emploi de la force continuaient d'être dirigées contre de nombreux pays, y compris en particulier les pays non alignés, avec des conséquences périlleuses pour la paix et la sécurité. Ils ont invité tous les Etats à souscrire à la Déclaration et à en respecter les principes dans leurs relations avec les autres Etats.

XXVII. REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ET DES CONFLITS

246. Les ministres ont une fois de plus réaffirmé l'adhésion des pays non alignés au principe du règlement pacifique des différends et des conflits qui les opposent et ont rappelé que ce principe excluait le recours à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale ou l'indépendance d'un autre pays non aligné, écartant ainsi toute menace à la paix et à la sécurité internationales.

247. A ce propos, ils ont noté avec préoccupation que la non-observation de ce principe non seulement entraîne de graves pertes en vies humaines et la destruction des structures économiques indispensables au développement et au progrès des peuples de ces pays, mais affaiblit l'unité et la solidarité des membres du Mouvement. Le non-respect de ce principe compromet les efforts déployés par les pays alignés en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales et autorise en outre à réaffirmer la nécessité de préserver l'unité du Mouvement. A cet égard, les ministres ont réitéré la nécessité de se conformer aux principes du strict respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, de l'inviolabilité des frontières internationales légalement établies, de la non-ingérence et du respect du droit des peuples au développement national et social en toute liberté ainsi que la nécessité de s'abstenir de recourir aux pressions, à la menace ou à l'emploi de la force et à toutes formes d'agression.

248. Les ministres ont réaffirmé que le respect du principe du règlement pacifique des différends et des conflits, par des négociations directes, la médiation ou les bons offices acceptés par les parties concernées ou encore d'autres mesures prescrites par la Charte des Nations Unies demeurerait indispensable pour la coexistence pacifique recommandée par les pays non alignés et, à cet effet, ils ont rappelé les déclarations pertinentes adoptées par la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement et ont réitéré leur ferme attachement aux principes qui y sont définis et qui constituent un moyen concret de promouvoir le règlement pacifique des différends et des conflits entre pays non alignés.

249. Rappelant le paragraphe 170 de la Déclaration adoptée lors du Sommet de New Delhi, les ministres ont demandé au Bureau de coordination à New York d'accélérer l'application de la décision tendant à créer un groupe de travail chargé d'examiner toutes les propositions en la matière et de présenter un rapport à la prochaine réunion ministérielle du Bureau de coordination qui doit se tenir à la veille du huitième Sommet ainsi qu'au Sommet lui-même.

XXVIII. QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

250. Depuis sa création le 24 octobre 1945, l'Organisation des Nations Unies joue un rôle de premier plan dans le cadre du système actuel de relations internationales. L'actualité des objectifs et des principes définis dans la Charte des Nations Unies que la politique de non-alignement a développés et enrichis a été confirmée, prouvant ainsi que l'Organisation est une instance internationale, voire universelle, dont la tâche première est d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le règlement pacifique des différends et des crises internationaux, le renforcement de la coopération internationale dans tous les domaines sur la base de l'égalité souveraine des Etats, l'établissement de relations économiques justes et équitables et le raffermissement de la politique de coexistence pacifique, de détente universelle, de désarmement et de développement.

251. Le Mouvement des pays non alignés a persévéré dans son attachement profond et sans faille à l'Organisation des Nations Unies et s'est systématiquement attaché à préserver et à renforcer cette organisation et à lui permettre de réaliser de façon plus concrète les objectifs et principes définis dans la Charte.

252. Edifiée dans un monde dévasté par une guerre qui a causé des millions de victimes et d'énormes préjudices à l'ensemble de l'humanité, l'Organisation des Nations Unies a empêché que n'éclate une autre guerre mondiale. Préserver la paix et la sécurité internationales est une condition indispensable à la survie de l'humanité et l'Organisation des Nations Unies s'est révélée l'instance la plus appropriée pour examiner et résoudre les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales, au désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, à la sauvegarde de l'indépendance nationale, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats ainsi que de leur droit à se développer sans entrave et de façon indépendante à choisir librement leur système politique et économique, à la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'hégémonie, l'agression, l'occupation et la domination étrangères, contre l'apartheid et le racisme et toutes les formes de dépendance, contre la menace ou l'emploi de la force, l'ingérence, les pressions et l'intervention dans les relations internationales.

253. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont, au cours de leurs 40 années d'existence, obtenu d'importants résultats dans bon nombre de domaines des relations internationales. Elles ont joué un rôle de premier plan dans le processus de décolonisation grâce, essentiellement, au Mouvement des pays non alignés. Elles ont également apporté un appui sans réserve à la lutte légitime pour l'émancipation des peuples. L'Organisation des Nations Unies a reconnu le statut des mouvements de libération et leur a permis de participer à ses travaux. Elle a grandement contribué à la reconnaissance du fait que la solution des problèmes économiques et sociaux qui se posent à l'échelle internationale, en particulier le développement rapide des pays en développement, est indissociable des efforts globaux de promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. A cet égard, la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international sont des documents qui revêtent une importance historique.

254. L'adoption de la Convention sur le droit de la mer constitue une étape importante sur la voie de l'application du principe de l'héritage commun de l'humanité.

255. L'Organisation des Nations Unies n'a cessé de préconiser la promotion des droits de l'homme, l'autodétermination des peuples et l'élimination de toutes les formes de racisme et de l'apartheid, et a adopté un ensemble d'importants instruments juridiques internationaux dans ce domaine.

256. Les ministres ont rappelé l'importance de la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1960 concernant le droit de tous les peuples sous domination coloniale ou étrangère à l'autodétermination et à l'indépendance et ont constaté que tout au long de l'existence de l'Organisation et après le démembrement des empires coloniaux, de nouveaux Etats indépendants sont nés pour devenir, par la suite, membres de l'Organisation des Nations Unies et du Mouvement des pays non alignés, renforçant ainsi les objectifs et principes de l'Organisation dans le cadre du système actuel de relations internationales.

257. Les ministres ont souligné que les derniers vestiges du colonialisme doivent être éliminés dès que possible et que l'Organisation des Nations Unies en tant qu'institution universelle doit jouer un rôle de premier plan à cet égard. Ils ont prié instamment tous les Etats de s'engager à nouveau à éliminer le colonialisme et à contribuer à l'application des mécanismes mis en place par l'Organisation à cette fin.

258. Les ministres ont noté qu'au fil des ans l'Organisation des Nations Unies a grandement contribué au progrès économique et social de tous les pays et de tous les peuples.

259. Ils ont souligné que la coopération économique multilatérale est la forme de coopération la plus efficace entre Etats et que l'Organisation est l'instance la plus appropriée pour analyser les problèmes du développement dans le monde et leur trouver des solutions. La naissance d'un nombre croissant d'institutions spécialisées au sein du système des Nations Unies prouve que le développement de la coopération économique multilatérale offre des perspectives et des possibilités de plus en plus grandes et permet de mieux assurer le progrès et le bien-être de tous les peuples dans des domaines plus précis et à des niveaux plus élevés.

260. Les ministres ont réaffirmé que les principes et objectifs définis dans la résolution de l'Assemblée générale relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international sont toujours valables et demeurent donc pertinents et ont mis l'accent sur la Charte des droits et devoirs économiques des Etats adoptée par l'Assemblée générale. Ces deux documents constituent des instruments efficaces pour la mise en place d'un nouveau système de relations économiques internationales fondé sur la justice et l'égalité souveraine ainsi que sur l'interdépendance des intérêts aussi bien des pays en développement que des pays développés.

261. Dans ce contexte, les ministres ont invité tous les Etats à renforcer la coopération multilatérale dans le cadre du système actuel de relations économiques internationales et à apporter leur concours et contribuer à la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées.

262. Ils ont prié instamment les Etats d'adhérer aux instruments juridiques internationaux concernant les relations économiques internationales adoptés par l'Organisation des Nations Unies et de les appliquer dans leur entièreté.

263. Les ministres ont rappelé le rôle de premier plan joué par l'Organisation des Nations Unies dans la codification et le développement progressif du droit international. Dans l'intérêt d'une communauté mondiale fondée sur le respect de la loi et le maintien de l'ordre, ils ont prié instamment tous les Etats d'adhérer sans plus tarder aux instruments juridiques internationaux émanant de l'Organisation des Nations Unies.

264. Malgré les résultats considérables qu'elle a obtenus, l'Organisation n'a pas pu réaliser tous les objectifs qui lui avaient été assignés, en particulier pour ce qui est de sauvegarder la paix et la sécurité internationales, de parachever le processus de décolonisation, de promouvoir le désarmement et le développement économique et de résoudre les problèmes relatifs aux droits de l'homme. Cela tient

avant tout à l'attitude négative des grandes puissances et de certains pays développés et au fait que ceux-ci cherchent à résoudre les grandes questions internationales hors du système des Nations Unies.

265. Les ministres ont souligné l'obligation qu'avaient tous les Etats de s'en tenir strictement aux principes qui sous-tendent l'Organisation des Nations Unies et de respecter ses décisions et résolutions.

266. Sont également particulièrement préoccupantes les tentatives et pressions de plus en plus nombreuses tendant à affaiblir et à restreindre les démarches multilatérales, essentiellement les activités de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, en vue de préserver les privilèges acquis et d'imposer de nouvelles relations inéquitables. Les ministres ont noté avec inquiétude les pressions et les tentatives tendant à résoudre les grandes questions internationales en marge de l'Organisation.

267. Il s'ensuit que le multilatéralisme traverse une crise, ce qui affaiblit le rôle de l'Organisation en tant qu'instance de négociation. Les ministres ont rappelé la tâche indispensable et combien importante que continue d'assumer l'Organisation en tant qu'instance la plus appropriée pour trouver des solutions aux grands problèmes de l'heure, notamment en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales, la justice et l'égalité entre tous les peuples et toutes les nations, la coopération internationale et le progrès de l'humanité.

268. Bien qu'au regard du droit international contemporain l'agression soit un crime international et que l'Organisation des Nations Unies doive jouer un rôle de premier plan dans la prévention de l'agression, les ministres ont noté avec préoccupation l'abus du droit de veto qui fait obstacle à l'application des décisions prises par le Conseil de sécurité concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en particulier celles qui ont trait à l'imposition de sanctions contre Israël et l'Afrique du Sud. Une telle attitude est contraire aux buts et aux principes de l'Organisation et affaiblit le rôle du Conseil de sécurité.

269. Les ministres ont estimé que la célébration du quarantième anniversaire devait être l'occasion de relancer les activités tendant à renforcer le rôle et l'efficacité de l'Organisation mondiale afin que les négociations multilatérales menées dans le cadre de l'ONU permettent de trouver des solutions politiques aux crises et aux grands problèmes internationaux et que l'égalité et l'indépendance de tous les pays ainsi que les principes de la coexistence active et pacifique deviennent le fondement des relations internationales et que leur respect assure une paix durable, la sécurité et le progrès dans le monde.

270. Les ministres ont également souligné la nécessité de renforcer l'efficacité des travaux du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et de l'affermissement du rôle de l'Organisation en vue d'améliorer les moyens d'intervention de l'ONU. A cette fin, il conviendrait d'ailleurs de réexaminer les modalités de fonctionnement de l'Organisation.

271. Au nom des Etats Membres non alignés de l'Organisation, les ministres ont rendu hommage au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour les efforts sincères qu'il ne cesse de déployer en vue de promouvoir le rôle et l'efficacité de l'Organisation.

272. Ils ont rappelé l'appel lancé à la communauté internationale par les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés lors du Sommet de New Delhi pour qu'elle fasse de 1985 l'Année des Nations Unies. Ils ont estimé que la participation des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à la session-anniversaire de l'Assemblée générale en 1985 revêt une importance particulière et ont exprimé l'espoir que les chefs d'Etat ou de gouvernement de tous les pays participent à cette session conformément à l'initiative prise à ce sommet. En outre, les pays non alignés devraient continuer à jouer un rôle actif dans les différents organes de l'Organisation.

XXIX. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

273. Les ministres ont examiné avec intérêt la situation qui existait au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et ont réaffirmé le rôle éminent que joue cette institution dans le dialogue entre les cultures, la coopération internationale et le développement. Ils ont jugé qu'une remise en cause du rôle et de l'universalité de l'Unesco risquait de compromettre le système multilatéral de coopération internationale et constituait une menace directe pour l'ensemble du système des Nations Unies.

274. C'est pourquoi ils ont noté avec préoccupation que les mesures prises contre l'Unesco et son Directeur général étaient expressément axées sur le rôle et la place des pays en développement dans l'administration et les activités du système des Nations Unies.

275. Ils ont également noté que les activités les plus critiquées de l'Unesco étaient précisément celles qui traduisaient les aspirations des pays en développement et qui visaient l'instauration du nouvel ordre mondial de l'information en particulier et le droit des peuples en général. Cette attitude envers l'Unesco illustrait l'impasse dans laquelle se trouvait actuellement le dialogue Nord-Sud.

276. A cet égard, les ministres ont souligné que l'on ne pouvait concevoir l'universalité de l'Unesco sans l'universalité de ses programmes. Les activités de l'Unesco devaient traduire les intérêts, les aspirations et les valeurs socio-culturelles de tous les pays.

277. Les ministres ont réaffirmé le soutien du Mouvement des pays non alignés à l'action menée par le Directeur général de l'Unesco pour atteindre les nobles objectifs de cette organisation et ont exprimé leur appui à ses programmes et activités.

278. Ils ont invité tous les membres du Mouvement des pays non alignés à verser des contributions volontaires à l'Unesco, dans la mesure de leurs possibilités, afin de lui permettre non seulement d'exécuter son programme mais également de résister aux pressions financières auxquelles elle est exposée.

279. Dans ce contexte, les ministres ont souligné qu'il importait que tous les membres du Mouvement participent substantiellement et à un haut niveau à la vingt-troisième conférence générale de l'Unesco, qui devait se tenir à Sofia (Bulgarie) du 8 octobre au 12 novembre 1985.

280. Ils ont invité tous les Etats membres de l'Unesco à préserver le caractère universel de cette organisation et à oeuvrer pour l'exécution de tous ses programmes.

281. A cet égard, ils ont lancé un appel urgent aux Etats membres de l'Unesco qui avaient fait connaître leur intention de se retirer de cette organisation en les priant de réexaminer leur décision et de continuer à participer à la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information, domaines pour lesquels l'Unesco est l'instance la plus appropriée.

XXX. ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE (1985)

282. Les ministres ont exprimé l'intérêt que porte le Mouvement des pays non alignés à la promotion, au sein de l'Organisation des Nations Unies, d'initiatives visant à atteindre les objectifs énoncés dans la résolution 34/151, par laquelle l'Assemblée générale a désigné 1985 comme l'Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix.

XXXI. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES FEMMES ET LE DEVELOPPEMENT

283. Les ministres, prenant note de la conclusion positive de la Décennie des Nations Unies pour la femme, ont accueilli avec satisfaction les Stratégies prospectives adoptées lors de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui s'est tenue à Nairobi en juillet 1985. Ils ont invité instamment tous les Etats à s'engager à appliquer dans les meilleurs délais ces stratégies qui visent à promouvoir la réalisation intégrale, par les femmes du monde entier, des objectifs d'égalité, de développement et de paix.

XXXII. TRENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONFERENCE AFRO-ASIATIQUE

284. Les ministres ont évoqué la mémorable Conférence afro-asiatique, tenue à Bandung en 1955, qui avait servi de point de ralliement et d'inspiration pour tous les peuples qui luttent pour leur indépendance, l'égalité et la dignité humaine. Les Dix principes énoncés par la Conférence ont suscité un esprit de solidarité et de détermination commune chez les peuples des Etats nouvellement indépendants et chez ceux qui luttent encore pour leur liberté, esprit qui a trouvé son expression véritable dans la création, en 1961, du Mouvement des pays non alignés.

285. Les ministres ont accueilli avec satisfaction la Déclaration faite à l'occasion du trentième anniversaire de la Conférence afro-asiatique, qui a été célébrée à Bandung, en avril dernier. A ce propos, ils se sont à nouveau déclarés profondément convaincus que les dix Principes demeurent valables et qu'il est nécessaire de continuer à promouvoir l'esprit de Bandung en renforçant l'unité et la solidarité entre les peuples des pays en développement du monde entier, dans le cadre du Mouvement des pays non alignés.

XXXIII. VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION
SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET
AUX PEUPLES COLONIAUX

286. Les ministres ont rappelé que l'année 1985 marquait le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale, de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans la résolution 1514 (XV). Ils ont rendu hommage à l'Organisation des Nations Unies pour le rôle louable qu'elle a joué dans le domaine de la décolonisation depuis sa création et particulièrement après l'adoption de la Déclaration. Ils ont également rappelé à cet égard le rôle important que joue le Mouvement des pays non alignés dans la lutte contre le colonialisme et le fait que les pays qui ont accédé à l'indépendance au cours des dernières décennies, non seulement ont rapproché l'Organisation de son objectif d'universalité, mais ont presque toujours choisi de se joindre au Mouvement.

287. Les ministres ont accueilli avec satisfaction les progrès réalisés dans l'application des résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 2621 (XXV) du 12 octobre 1970 et 35/118 du 11 décembre 1980, dans lesquelles figurent respectivement la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le Programme d'action et le Plan d'action pour l'application intégrale de la Déclaration.

288. Ils ont souligné la gravité du problème que pose la poursuite de l'exploitation colonialiste de territoires dépendants et ont noté que, malgré l'existence des résolutions susmentionnées, la Namibie, la Nouvelle-Calédonie, Porto Rico, les îles Malvinas, la Micronésie et d'autres territoires continuaient à subir la domination coloniale; ils ont exigé l'application immédiate dans ces cas de la résolution 1514 (XV) et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

289. Ils se sont à nouveau déclarés convaincus que la lutte pour l'indépendance nationale est un moyen légitime d'éliminer le colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ainsi que la domination étrangère et ils ont prié instamment tous les Etats d'intensifier leur appui matériel, moral, politique et diplomatique aux mouvements de libération nationale qui luttent pour accéder à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances internationales, notamment à la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale.

290. Les ministres ont réaffirmé que l'existence du colonialisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, y compris l'apartheid et le sionisme, ainsi que la domination étrangère et les guerres coloniales qui visent à réprimer les mouvements de libération nationale sont incompatibles avec les normes du droit international contemporain et constituent une menace grave pour la paix et la sécurité internationales.

291. Ils se sont déclarés satisfaits des travaux du Comité spécial de la décolonisation et ont reconnu l'importance de sa contribution à l'application efficace et globale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Nouvelle-Calédonie

292. Les ministres ont reconnu que le Pacifique est une région où se trouvent nombre des territoires non autonomes restants et ils ont réaffirmé le droit de tous les peuples, indépendamment des dimensions de leur population ou de leur territoire, à déterminer librement leur propre destin sans aucune forme d'ingérence étrangère.

293. A cet égard, les ministres se sont prononcés en faveur de l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie et de son accession rapide à l'indépendance, conformément aux droits et aux aspirations de la population autochtone, et dans des conditions qui garantissent les droits et les intérêts de tous ses habitants.

294. Ils ont également pris note du dialogue engagé entre la Puissance administrante et la population de la Nouvelle-Calédonie et se sont félicités de ce que les deux parties aient exprimé le souhait d'arriver rapidement à une solution pacifique.

XXXIV. NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

295. Les ministres se sont félicités de la coopération sincère entre pays non alignés et autres pays en développement ainsi que des progrès enregistrés en faveur de la liberté et du développement des moyens nationaux de communication de masse. Ils ont souligné que la coopération dans le domaine de l'information fait partie intégrante de la lutte des pays non alignés et des autres pays en développement pour l'instauration, d'une manière générale, de relations internationales nouvelles et justes et, plus particulièrement, d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication fondé sur une circulation libre et équilibrée de l'information. Ils ont prié tous les pays non alignés de poursuivre leurs efforts en ce sens, en tirant parti de leurs propres moyens et en respectant les principes de la solidarité et de la coopération mutuellement avantageuse.

296. Les ministres ont pris acte avec satisfaction des progrès enregistrés dans l'application du programme d'action pour la décolonisation de l'information et dans la lutte contre l'information tendancieuse et les campagnes menées par les médias contre les pays non alignés et les mouvements de libération nationale.

297. Les ministres ont réaffirmé que la décolonisation de l'information constitue un aspect essentiel de la lutte des pays non alignés pour l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication : ils ont convenu que la diversification des sources d'information et la suppression des obstacles et inégalités dans la circulation internationale de l'information favoriseraient considérablement le dialogue et la compréhension internationale.

298. Les ministres ont noté avec satisfaction que les travaux de la Conférence générale des ministres de l'information des pays non alignés, tenue du 26 au 30 janvier 1984 à Jakarta, se sont inspirés des décisions du septième Sommet et ont fait apparaître le développement continu de la coopération entre pays non alignés dans le domaine de l'information, conformément aux vœux de la Conférence, cette dernière ayant en outre permis de confirmer les activités passées et d'établir de solides assises pour la mise en place et le lancement de nouvelles formes de coopération.

299. Les ministres ont exprimé leur satisfaction du rapport présenté par le Ministre de l'information de la République d'Indonésie, Président du Conseil intergouvernemental sur l'information et la communication des pays non alignés, ainsi que des mesures qu'il a prises en application des décisions de la Conférence générale des ministres de l'information. Ils ont souligné que la Conférence a encouragé les activités des pays non alignés tendant à promouvoir une circulation libre et équilibrée de l'information, où le Pool des agences de presse des pays non alignés joue un rôle clef. Les ministres ont mis l'accent sur la nécessité de ranimer la coopération entre organismes de radiodiffusion et autres institutions et organisations qui s'occupent d'information dans les pays non alignés.

300. Les ministres ont noté avec satisfaction les résultats auxquels est parvenue la Conférence des ministres de l'information et de la communication tenue au Caire en mai 1984, en ce qui concerne la réduction de 50 p. 100 des tarifs des télécommunications dans les 11 pays où des centres de distribution du Pool des agences de presse des pays non alignés ont été créés, ainsi que la réduction similaire des tarifs en matière de retransmission par satellite des programmes télévisés.

301. Les ministres ont souligné la nécessité pour tous les pays non alignés de s'employer à préparer la prochaine Conférence générale des ministres de l'information qui doit se tenir à Harare (Zimbabwe) et de contribuer à son succès en y participant activement.

302. Les ministres ont noté avec satisfaction l'oeuvre accomplie par les organismes de radiodiffusion des pays non alignés. Ils ont réaffirmé la nécessité d'organiser une réunion de ces organismes afin de rédiger un programme de mesures relatives au problème de ce secteur.

303. Les ministres ont noté avec satisfaction qu'au cours de ces 10 années d'activité, le Pool des agences de presse des pays non alignés est devenu un important facteur d'échange d'informations entre pays non alignés. Les ministres ont appuyé la connexion des systèmes existant de communication en un réseau unifié de télécommunications des pays non alignés et approuvé les décisions prises à la dixième réunion du Comité de coordination du Pool, tenue du 4 au 6 mars 1985 à Belgrade. Ils ont également approuvé la décision d'organiser la prochaine réunion en mars 1986 à La Havane.

304. Les ministres ont félicité l'Agence de presse panafricaine de sa précieuse contribution à la lutte contre l'information faussée et pour la décolonisation et la restructuration de l'information, l'objectif étant d'instaurer un nouvel ordre mondial de l'information fondé sur des relations pacifiques et justes, et ont encouragé l'Agence à poursuivre son action en ce sens.

305. Les ministres ont également noté avec satisfaction le développement fructueux de la coopération entre le Mouvement des pays non alignés et l'Unesco, en particulier dans les domaines de l'information, de l'éducation, de la science et de la culture, et ont loué les activités et les efforts systématiques de l'Unesco en vue de l'instauration du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. Ils ont réaffirmé leur soutien à cette organisation, à son

Directeur général et à ses activités. Les ministres ont également adressé leurs sincères félicitations à l'Unesco pour ses efforts en vue de réduire les tarifs des télécommunications payés par les pays en développement.

306. Les ministres ont exprimé leur satisfaction de la coopération de l'Unesco avec les pays non alignés, en particulier la coopération en matière d'études sur les problèmes d'information et de communication, y compris les problèmes liés à la réalisation d'une circulation bien plus équilibrée de l'information entre pays en développement et pays développés. Les ministres ont noté avec une profonde préoccupation les récentes démarches de certains pays tendant à affaiblir l'Unesco et ont instamment demandé à tous les Etats de prendre toutes les mesures nécessaires afin de renforcer le rôle de cette organisation.

307. Les ministres ont convenu qu'il était nécessaire de renforcer la coordination avec le système des Nations Unies pour mettre en application les principes du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, et ils ont convenu d'appuyer le Département de l'information de l'ONU pour lui permettre de développer l'information écrite et audio-visuelle, de mieux faire prendre conscience au public des problèmes intéressant les pays non alignés et de faire en sorte que les domaines prioritaires, tels que la paix et la sécurité internationales, le désarmement, les opérations de maintien de la paix et d'instauration de la paix, la décolonisation, la Palestine, la Namibie, la promotion des droits de l'homme, le droit des peuples à l'autodétermination, l'apartheid et la discrimination raciale, le développement économique et social, l'intégration des femmes à la lutte pour la paix et le développement, l'instauration d'un nouvel ordre économique international et d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, fassent l'objet d'une information plus cohérente et soient mieux connus. Ils ont exprimé leur profonde satisfaction du rôle positif et louable joué par l'Organisation des Nations Unies et l'Unesco dans le développement de la coopération entre pays non alignés dans ce domaine.

308. Les ministres ont condamné l'utilisation de la radio comme instrument de propagande hostile d'un Etat contre un autre, qu'elle soit ou non le fait d'un membre du Mouvement des non-alignés, une telle utilisation étant contraire aux principes fondamentaux du Mouvement et au nouvel ordre mondial de l'information et de la communication et constituant une violation des règles et normes internationales dans le domaine de la radiodiffusion telles qu'elles résultent de la Charte des Nations Unies et du droit international. Ils ont également exigé l'arrêt immédiat de toutes les émissions hostiles dirigées contre des pays non alignés.

309. Les ministres ont noté avec satisfaction la création du Centre de documentation des non-alignés à Sri Lanka, en application des décisions pertinentes prises lors du Sommet des non-alignés et d'autres réunions. Ils ont demandé à tous les pays membres de transmettre au Centre de documentation les séries complètes et certifiées, le cas échéant dans toutes les langues de travail du Mouvement, des documents des futures rencontres des non-alignés, qu'ils accueilleraient dans leurs pays respectifs, et ce afin de permettre au Centre de s'acquitter du mandat qui lui a été confié en tant que dépositaire des documents relatifs aux conférences et réunions du Mouvement des non-alignés.

XXXV. VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE DU MOUVEMENT DES PAYS NON ALIGNES

310. Les ministres ont noté que 1986 marquera le vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Mouvement des pays non alignés lors de la première Conférence au sommet, tenue en septembre 1961 à Belgrade. Ils ont souligné que cet anniversaire revêtait une importance particulière pour les pays non alignés et devrait être célébré de manière solennelle et effective, afin de promouvoir et de développer les idéaux, les principes originels et les buts du non-alignement et du Mouvement qui s'en réclame.

XXXVI. LE HUITIEME SOMMET

311. Conformément au mandat qui leur a été confié par la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de New Delhi, les ministres ont décidé que la huitième Conférence se tiendrait à Harare (Zimbabwe), en 1986.

312. La Conférence a pris acte des offres de la République populaire démocratique de Corée et de la Jamahiriya arabe libyenne tendant à accueillir la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui doit se tenir après la huitième Conférence au sommet de Harare et ont recommandé à la huitième Conférence au sommet de les examiner.

COMMUNIQUE SPECIAL DE LUANDA SUR L'AFRIQUE DU SUD

1. La réunion des ministres des affaires étrangères du Mouvement des non-alignés se tient à un moment capital dans l'histoire de l'apartheid en Afrique du Sud. L'oppression a atteint un point tel qu'elle a obligé toutes les couches de la population opprimée à résister à la tyrannie. Inévitable conséquence de la répression et de l'oppression par le régime d'apartheid, le soulèvement intérieur s'est intensifié. L'effondrement de l'apartheid approche.

2. Nonobstant l'étalage de force du régime d'apartheid, nonobstant l'état d'urgence que ce régime a imposé, nonobstant l'assassinat brutal et quotidien de dizaines de gens sans défense par la police et l'armée, la résistance à l'apartheid se poursuit. Par une action unitaire de masse, ouvriers, paysans, jeunes, étudiants, membres du clergé, femmes et enfants ont continué de montrer leur détermination de faire tous les sacrifices pour reconquérir leur dignité humaine et leur droit inaliénable à l'autodétermination. De ce fait, le régime raciste sud-africain est aux abois et son désespoir l'a rendu de plus en plus brutal et impitoyable.

3. En raison du bouleversement politique actuel, l'économie de l'apartheid est soumise à d'énormes pressions et connaît une crise de confiance de plus en plus aiguë. En conséquence, elle est sur le point de s'effondrer. Cette réalité infirme la thèse sans cesse réaffirmée par les alliés et apologistes du régime d'apartheid selon laquelle les sanctions économiques ne peuvent faire ployer le régime.

4. Les ministres des affaires étrangères des pays non alignés saluent le peuple noir opprimé d'Afrique du Sud et le félicitent pour l'action courageuse et sans précédent qu'il a engagée. Ils lui promettent un appui sans faille dans sa lutte

résolue pour l'émancipation. Ils demandent à la communauté internationale d'assumer ses responsabilités et de fournir d'urgence un appui moral, politique et matériel au peuple opprimé d'Afrique du Sud. A cette fin, les ministres des affaires étrangères des pays non alignés ont réitéré leur appel au Conseil de sécurité afin qu'il impose d'urgence des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

5. Les ministres ont demandé aux principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud - Europe occidentale, Japon et Etats-Unis - de coopérer et de faciliter le processus de réformes véritables, qui est encore possible sans effusion massive de sang.

6. Les ministres ont rendu hommage au mouvement anti-apartheid qui se développe en Europe occidentale, en Amérique du Nord et en Australasie, pour sa campagne croissante contre l'apartheid.

7. Notant que le régime sud-africain continue de maintenir la Namibie sous sa férule, les ministres des affaires étrangères ont exprimé leur indignation devant la perpétuation de cette situation illégale. Ils ont demandé à l'Organisation des Nations Unies d'assumer ses responsabilités et de permettre au peuple namibien de réaliser son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, sur la base de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Les ministres des affaires étrangères ont réaffirmé leur détermination de continuer à fournir un appui matériel à la South West Africa People's Organization (SWAPO), seul représentant authentique du peuple namibien, dans la lutte en vue de libérer la Namibie de l'occupation sud-africaine illégale.

8. Les ministres des affaires étrangères ont réaffirmé leur solidarité avec l'Angola et les autres Etats africains victimes d'agressions brutales par l'Afrique du Sud. Les incursions militaires et l'occupation de parties du territoire angolais par l'Afrique du Sud sont une manifestation évidente du danger que le régime d'apartheid fait courir à la paix et à la sécurité internationales. Les ministres des affaires étrangères ont exigé le retrait immédiat et inconditionnel des troupes sud-africaines du territoire angolais occupé.

9. Seule l'abolition totale de l'apartheid et l'instauration d'une société non raciale et démocratique en Afrique du Sud peuvent garantir la paix dans la région. Les ministres des affaires étrangères se sont engagés à contribuer activement à la réalisation de cet objectif et ont demandé à la communauté internationale de se joindre à eux dans cette campagne.

Appendice

DECLARATION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION POLITIQUE

La Commission politique a abordé l'examen des paragraphes suivants du projet de déclaration politique relatifs au Timor oriental :

Paragraphe 122 : Les ministres ont noté avec préoccupation la situation qui prévaut au Timor oriental, en ayant conscience de la nécessité de parvenir à un règlement pacifique de ce problème dans le cadre d'un dialogue.

Paragraphe 123 : Les ministres ont fait appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies afin qu'il entreprenne des démarches visant à parvenir à une solution globale, durable et stable au Timor oriental, conformément à la résolution 37/30, adoptée lors de la trente-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi qu'à toutes les décisions pertinentes de l'Organisation.

Paragraphe 124 : A cet égard, les ministres ont considéré comme positives les conversations menées, sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, entre le Portugal et l'Indonésie, en ayant conscience de la nécessité d'assurer la participation de représentants des habitants du Timor oriental à ce processus, de manière à garantir les intérêts de toutes les parties directement impliquées dans le conflit.

Au cours des discussions, 25 délégations se sont prononcées en faveur de la suppression de ces paragraphes et 13 délégations en faveur de leur maintien.

A la fin des discussions, le Président a estimé qu'il ne s'était dégagé de consensus ni en faveur de la suppression ni en faveur du maintien desdits paragraphes.

Le Président a proposé que cette déclaration soit consignée dans les documents officiels de la Conférence.

ANNEXE II

Déclaration économique finale

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 7	65
II. SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE	8 - 22	66
III. NEGOCIATIONS EN VUE DE L'INSTAURATION D'UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL	23 - 32	69
IV. STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT	33 - 35	72
V. STRATEGIE A ADOPTER POUR LES NEGOCIATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES	36 - 39	72
VI. QUESTIONS MONETAIRES ET FINANCIERES ET TRANSFERT DE RESSOURCES	40 - 64	73
VII. DETTE EXTERIEURE	65 - 73	78
VIII. COMMERCE ET MATIERES PREMIERES	74 - 84	80
IX. ALIMENTATION ET AGRICULTURE	85 - 88	82
X. PECHEES	89 - 91	84
XI. ENERGIE	92 - 98	84
XII. SCIENCE ET TECHNIQUE	99 - 103	85
XIII. INDUSTRIALISATION	104 - 113	86
XIV. TRANSPORTS	114 - 122	89
XV. TELECOMMUNICATIONS.....	123 - 124	90
XVI. SANTE	125 - 127	91
XVII. SOUVERAINETE SUR LES RESSOURCES NATURELLES	128 - 131	91
XVIII. DROIT DE LA MER	132 - 139	92
XIX. SOCIETES TRANSNATIONALES	140 - 142	93
XX. DESERTIFICATION ET AIDE AUX VICTIMES DE LA SECHERESSE	143 - 152	94

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
XXI. ENVIRONNEMENT	153 - 157	95
XXII. LA SITUATION DES REFUGIES ET DES PERSONNES DEPLACEES EN AFRIQUE	158 - 162	96
XXIII. LA SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE	163 - 176	97
A. Afrique australe	172 - 173	98
B. Plan d'action du Mouvement	174 - 176	99
XXIV. LES PAYS LES MOINS AVANCES	177 - 178	99
XXV. PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL	179	100
XXVI. PAYS EN DEVELOPPEMENT INSULAIRES	180 - 184	100
XXVII. LES PAYS LES PLUS GRAVEMENT TOUCHES	185	101
XXVIII. ABUS DES DROGUES ET TRAFIC ILLICITE	186 - 188	101
XXIX. COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT	189 - 196	102
XXX. PROGRAMME D'ACTION POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE (PAYS NON ALIGNES)	197	104
XXXI. CONCLUSIONS	198 - 200	111
RESOLUTION RELATIVE A LA DETTE EXTERIEURE		111
<u>Appendice.</u> Note du Président de la Conférence sur la question du conflit Iran-Iraq		114

I. INTRODUCTION

1. Dans leur analyse de l'évolution de la situation économique internationale, les ministres ont confirmé la justesse de l'évaluation faite en 1983 à New Delhi par la septième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés et déclaré que cette évaluation conservait toute sa validité; ils ont noté que la situation économique mondiale ne s'était pas améliorée depuis cette date, que l'écart entre les pays développés et les pays en développement s'était accentué et restait un facteur d'instabilité menaçant la paix et la sécurité mondiales. Ils ont souligné le fait que la situation économique mondiale dénotait l'existence de vices de structure et d'un déséquilibre fondamental dans l'économie mondiale.

2. Les ministres se sont déclarés profondément préoccupés par l'absence de progrès en ce qui concerne les propositions réalistes formulées par la septième Conférence au sommet pour stimuler le dialogue entre les pays développés et les pays en développement dans des domaines d'intérêt mutuel. Le recul persistant en matière de multilatéralisme, l'érosion des institutions économiques multilatérales ainsi que l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations entre pays développés et pays en développement dans les domaines essentiels des relations économiques internationales reflètent un manque de volonté politique de la part de certains pays développés pour s'attaquer activement aux problèmes de l'économie mondiale en mettant en oeuvre des moyens qui tiennent compte de la réalité de l'interdépendance et conduisent à une approche intégrée dans les secteurs de plus en plus étroitement liés entre eux de la monnaie, des finances, de la dette et du commerce.

3. Les ministres se sont déclarés profondément préoccupés par la persistance de la crise de l'économie mondiale et par ses répercussions dévastatrices sur l'économie des pays en développement. Ils ont souligné qu'il n'était pas possible de soutenir la reprise économique, même dans les pays développés, sans relancer l'économie des pays en développement, en améliorant leur pouvoir d'achat et, par conséquent, leur capacité d'importation, et en adoptant à cette fin des mesures concertées à l'échelon international. Le fait que les conditions extérieures continuent d'être défavorables aux pays en développement a pour effet non seulement de créer des obstacles insurmontables à leur développement économique, mais aussi de menacer sérieusement leur stabilité économique, politique et sociale.

4. Les ministres ont noté que la reprise encore limitée et hésitante dans certains pays développés n'avait pas amélioré les perspectives de développement des pays en développement. Ils ont également noté que même dans les pays développés, il y avait eu récemment des signes de ralentissement et de défaillance de la reprise. Ils se sont déclarés gravement préoccupés par le climat extérieur défavorable dû à l'instabilité de certaines variables économiques déterminantes : la politique macro-économique sans cohérence appliquée par les grands pays développés; la stagnation ou le déclin des flux de capitaux fournis à des conditions de faveur aux pays en développement; la forte réduction des prêts accordés par les banques privées; la baisse continue des prix des matières premières et la constante détérioration des termes de l'échange pour les pays en développement; le transfert inverse de ressources financières en provenance des pays en développement vers les pays développés; les fluctuations des taux de change, qui ont non seulement perturbé le commerce international mais aussi affecté

l'investissement lié aux exportations; la montée persistante du protectionnisme qui se manifeste notamment par l'adoption de mesures restrictives de plus en plus nombreuses contre les exportations en provenance des pays en développement; le fardeau de plus en plus insupportable de la dette des pays en développement, qui est aggravé par des taux d'intérêt élevés en termes réels; et les processus d'ajustements restrictifs qui ont contraint les pays en développement à réduire leurs importations, leurs investissements et leur consommation.

5. Les ministres ont souligné à nouveau que la paix et le développement étaient étroitement liés. Ils ont réaffirmé que pour assurer un développement global stable et instaurer un ordre international viable, il était nécessaire de mettre fin à la course aux armements et d'adopter ensuite des mesures de désarmement qui libéreraient des ressources dont l'utilité aux fins du développement est essentielle.

6. Les ministres ont pris note avec une profonde inquiétude de la situation économique critique des pays africains, où le revenu par habitant continue de baisser, où le processus de croissance s'est arrêté dans de nombreux cas, l'économie des pays en question étant alors ramenée à un niveau de simple subsistance. Les efforts faits par la communauté internationale pour aider les Etats africains concernés à répondre à leurs besoins critiques sont louables. Il est encore plus important que la communauté internationale continue à aider généreusement les pays africains dans leurs efforts pour surmonter cette situation d'urgence et relancer le développement de leur économie, notamment en revalorisant et en restructurant leur infrastructure gravement touchée, ouvrant ainsi de nouveau la voie à la croissance.

7. Les ministres ont souligné à nouveau qu'il était urgent de restructurer et de réformer le système économique international en instaurant le nouvel ordre économique international.

II. SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

8. Les ministres ont fait observer que l'accentuation des inégalités et des déséquilibres structurels du système économique international avait eu des répercussions défavorables sur l'économie mondiale et en particulier sur les pays en développement. Au cours de la période qui s'est écoulée depuis la septième Conférence au sommet, on a aussi assisté à une forte détérioration du niveau de coopération économique internationale.

9. Les ministres ont réaffirmé qu'une reprise soutenue à long terme ne sera pas possible si la communauté internationale n'adopte pas de mesures concertées pour réactiver l'économie mondiale, et en particulier l'économie des pays en développement.

10. La politique macro-économique menée par les pays développés reste incohérente et mal coordonnée et ne favorise ni la croissance ni les ajustements structurels de l'économie mondiale, ni le processus de développement des pays en développement. On constate une tendance de plus en plus marquée de la part de certains pays développés à adopter une politique tournée vers l'intérieur pour résoudre leurs problèmes nationaux aux dépens de la coopération économique internationale et en particulier de l'économie des pays en développement.

11. Cette tendance s'est accompagnée d'un déclin continu de l'esprit de multilatéralisme et d'une érosion du système économique multilatéral. Cette situation suscite une vive inquiétude. Certains pays développés ont adopté des politiques et des pratiques qui vont à l'encontre des buts et des objectifs de coopération économique internationale énoncés dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Dans un système économique mondial, où les questions qui se posent dans les différents domaines sont de plus en plus interdépendantes, l'insuffisance et le mauvais fonctionnement des systèmes monétaire et financier internationaux ont inévitablement des répercussions défavorables sur le secteur commercial. Ces développements ont été l'un des facteurs qui ont déterminé le recours de plus en plus fréquent à des mesures restrictives de caractère discriminatoire et protectionniste et entravé l'expansion du commerce mondial. La violation continue des principes, règles et règlements existants du système commercial international ainsi que l'utilisation de mesures commerciales comme moyens de coercition politique, le recours de plus en plus fréquent par les pays développés à un bilatéralisme ou un multilatéralisme sélectif, les restrictions aux importations en provenance des pays en développement et les tentatives répétées d'appliquer des concepts tels que la réciprocité, la gradation et la différenciation ont provoqué une érosion du système multilatéral.

12. Les ministres se sont déclarés gravement préoccupés par le fait que, dans la majorité des pays en développement, en particulier des pays africains, le taux de croissance réel était resté extrêmement faible - négatif dans de nombreux cas - au cours de la première moitié de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, alors que la Stratégie internationale du développement avait prévu un taux de croissance de 7 p. 100. En Afrique, comme dans d'autres régions, les indicateurs par habitant ne reflétaient pas le début de reprise qui s'était manifesté dans certains pays, la croissance économique étant inférieure à la croissance démographique.

13. Les ministres ont souligné que la situation était désespérée dans la plupart des pays africains, ceux-ci ayant à faire face non seulement aux répercussions de la crise économique mais aussi aux effets dévastateurs d'une sécheresse prolongée. La situation économique critique que connaissent les pays africains et qui a suscité de leur part l'adoption de mesures urgentes, exige que des mesures correctives soient prises immédiatement; c'est là une nécessité qu'il convient de toujours garder présente à l'esprit lors des futures négociations multilatérales.

14. Les ministres ont reconnu que les problèmes que rencontrent les pays en développement du fait de leur dette extérieure étaient la manifestation du mauvais fonctionnement du système économique international. Ils se sont déclarés profondément préoccupés par les conséquences des problèmes d'endettement, qui ont pris maintenant une importante dimension politique à l'échelle internationale. Ils ont également noté que les pays en développement ont été particulièrement touchés dans les domaines économique et social par l'énorme charge que représente le service de la dette extérieure de plus en plus lourde, aggravée par le processus d'ajustements restrictifs imposé par les institutions financières et de crédit internationales, ainsi que par les difficultés d'accès aux marchés financiers et par la stagnation de l'aide publique au développement. Ces problèmes menacent la stabilité même de nombreux pays en développement.

15. Les ministres ont dit leur inquiétude à propos de la diminution des apports financiers dans les pays en développement au cours des dernières années, qui a eu dans certains cas pour effet d'inverser le flux des apports financiers nets, y compris les apports commerciaux, de faire stagner l'aide publique au développement à moins de la moitié du taux fixé dans la Stratégie internationale du développement et de faire décliner l'assistance financière d'institutions multilatérales, d'Interalia, de l'Association internationale de développement (IDA) et du Fonds international de développement agricole (FIDA). En même temps, les conditions pour l'octroi d'une assistance financière et technique sont devenues plus restrictives. Ces changements ont particulièrement touché les pays les moins avancés.

16. Les ministres ont une fois de plus vivement condamné l'utilisation par certains pays développés de mesures économiques comme moyen de coercition économique et politique contre les pays membres du Mouvement des pays non alignés et d'autres pays en développement, en violation de leurs décisions et de leurs droits souverains. Ils ont prié instamment ces pays de s'abstenir de recourir ou de menacer de recourir à des restrictions, blocus, embargos et sanctions de caractère commercial ou à toute autre mesure coercitive, ainsi qu'aux menaces ou à l'utilisation de la force, incompatibles avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Ils ont souligné la nécessité pour la communauté internationale de mettre fin à ces pratiques.

17. S'agissant de la lutte contre la faim et la malnutrition, les ministres ont reconnu que la situation s'était encore détériorée dans de nombreux pays en développement, en particulier en Afrique, et qu'au cours des deux dernières années - depuis la Conférence au sommet tenue à New Delhi - les mesures adoptées pour assurer le ravitaillement alimentaire ont été inadéquates.

18. En ce qui concerne la situation alimentaire et agricole dans de nombreux pays en développement, et en particulier dans les pays africains, les ministres se sont déclarés gravement préoccupés par cette constante détérioration. Ils ont noté que la désertification et la sécheresse continuaient d'être deux des principaux facteurs qui tendent à aggraver les difficultés auxquelles ces pays doivent faire face dans la lutte pour éliminer la faim et la malnutrition.

19. Les ministres se sont déclarés profondément convaincus que le système économique international était plus interdépendant qu'il ne l'avait jamais été. Il était donc nécessaire que les pays développés et les pays en développement renouent le dialogue sur la base de l'égalité, de la justice et de l'avantage mutuel, afin que des solutions opportunes puissent être trouvées aux problèmes d'intérêt mutuel. Les ministres ont demandé aux pays développés de faire preuve de la volonté nécessaire pour s'associer à un processus de coopération visant à trouver une solution aux problèmes immédiats et aux problèmes de structure de l'économie mondiale et pour promouvoir l'instauration du nouvel ordre économique international.

20. A cet égard, les ministres ont souligné que les relations économiques internationales devaient reposer sur la pleine participation de tous les pays pour pouvoir être menées sur une base juste et équitable.

21. Les ministres ont noté que certains pays développés étaient disposés à participer d'une manière constructive et à contribuer à la coopération internationale pour le développement.

22. Les ministres ont réaffirmé le ferme attachement de leurs gouvernements aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies ainsi que leur soutien total à l'Organisation des Nations Unies et au rôle central qu'elle joue en tant que forum unique pour les négociations et la coopération économique internationale. Ils se sont déclarés profondément préoccupés par l'érosion rapide des principes et des normes régissant le système des Nations Unies et par les tentatives répétées faites par certaines grandes puissances économiques pour substituer aux actions concertées de portée universelle des approches bilatérales et sectorielles non coordonnées et porter ainsi atteinte au multilatéralisme. A cet égard, ils ont également exprimé leur volonté de résister à de telles tentatives et de continuer à agir pour renforcer le processus de démocratisation des procédures de prise de décision dans les instances multilatérales.

III. NEGOCIATIONS EN VUE DE L'INSTAURATION D'UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

23. Les ministres ont réaffirmé l'entière validité des principes et objectifs contenus dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Ils ont souligné à nouveau l'importance de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, dont l'application devrait permettre de mettre en place un système économique international plus juste et plus équitable garantissant une croissance soutenue de l'économie mondiale et, en particulier, des économies des pays en développement.

24. Les ministres ont en outre réaffirmé l'entière validité des principes et des postulats figurant dans la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats, et ont souligné que celle-ci demeurerait un élément essentiel du nouvel ordre économique international. Ils se sont déclarés profondément préoccupés par le fait que les travaux du Comité spécial - qui s'est réuni, en 1985, à New York, pour examiner l'application des dispositions de la Charte - n'avaient pas progressé, et ils se sont inquiétés en particulier de l'attitude de certains pays développés qui n'avaient pas pris part aux travaux du Comité. Les ministres ont rendu hommage au Groupe des 77 pour son attitude constructive et ont demandé instamment à tous les Etats de se conformer aux principes et aux dispositions de la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

25. S'agissant de l'application des résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, les ministres ont constaté avec préoccupation que 11 ans s'étaient écoulés depuis leur adoption sans que des progrès notables aient été accomplis dans leur exécution. La situation économique des pays en développement n'a cessé de se détériorer en raison de la persistance de la crise économique mondiale. Les ministres ont noté qu'en dépit des nombreuses conférences internationales tenues au cours des dernières années, les efforts déployés par les pays en développement en vue d'établir des relations économiques internationales justes et équitables s'étaient constamment heurtés à l'intransigeance de certains pays développés. Lesdites conférences n'avaient pas débouché sur grand-chose et

n'avaient apporté aucune contribution à la solution des problèmes pressants des pays en développement. Les positions adoptées par les pays développés lors de ces conférences n'étaient pas sans lien avec leurs tentatives visant à saper le multilatéralisme et à miner tout le système international de coopération pour le développement.

26. Compte tenu de cette situation, la septième Conférence au sommet des pays „on alignés avait adopté plusieurs propositions importantes et réalistes pour stimuler le processus des négociations économiques internationales visant à instaurer le nouvel ordre économique international. Il avait notamment été proposé d'engager des négociations globales en deux phases, de lancer un programme de mesures immédiates dans des domaines revêtant une importance vitale pour les pays en développement, et notamment d'organiser une conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement, en vue d'une refonte complète du système monétaire et financier actuel, qui est inéquitable et désuet.

27. Les ministres se sont déclarés préoccupés par le fait que la majorité des pays développés s'étaient montrés peu coopératifs en ce qui concerne l'adoption des mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, stratégie qui constitue un élément important pour la réalisation des objectifs du nouvel ordre économique international.

28. Les ministres étaient fermement convaincus que les négociations globales proposées lors de la sixième Conférence au sommet demeuraient l'initiative la plus importante et la plus complète que pouvait entreprendre la communauté internationale en vue de restructurer les relations économiques internationales, d'accélérer le développement des économies des pays en développement et de renforcer la coopération économique multilatérale. Ils se sont montrés préoccupés par le fait que peu de progrès avaient été accomplis vers l'ouverture de négociations globales, malgré l'attitude souple et constructive dont les pays en développement ont constamment fait preuve. Ils ont souligné la nécessité d'engager d'urgence ces négociations conformément à la résolution 34/138 de l'Assemblée générale. Les ministres ont demandé au Groupe des 77 à New York d'envisager, dès que possible les mesures supplémentaires qu'il convient d'adopter pour réactiver les pourparlers au sujet du lancement d'un processus en deux phases, en vue d'entamer au plus tôt des négociations globales.

29. Les ministres ont rappelé que les participants à la septième Conférence au sommet avaient souligné dans leur document final que les efforts déployés par un seul pays ou groupe de pays en vue de résoudre isolément les problèmes économiques internationaux contemporains étaient voués à l'échec, et ils ont réaffirmé l'entière validité d'une telle position. A cet égard, les ministres ont à nouveau fait observer que la gestion de l'économie mondiale et la promotion du développement devraient être fondées sur une coopération économique internationale efficace, facilitant l'adoption de politiques propres à renforcer le processus de développement, et sur l'application de règles et de principes internationaux conformes aux droits et aux devoirs des Etats en matière de gestion des relations économiques internationales. En outre, ils ont une fois encore souligné que les problèmes des pays développés ne devraient pas être réglés aux dépens des pays en développement, une telle démarche étant préjudiciable à l'économie mondiale et à la

coopération économique internationale. Les ministres ont estimé que la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies offrait à la communauté internationale une excellente occasion de réaffirmer les objectifs de la coopération économique internationale et de renforcer le système économique multilatéral.

30. Les ministres ont, par ailleurs, fait observer que toute négociation entre pays développés et pays en développement visant à résoudre les problèmes posés par l'instauration du nouvel ordre économique international devrait avoir un caractère universel et se dérouler au sein du système des Nations Unies.

31. Les participants à la septième Conférence au sommet ont estimé que la solution des problèmes immédiats des pays en développement ne souffrait aucun retard. Ils ont préconisé l'adoption d'un programme de mesures immédiates dans les domaines monétaire et financier ainsi qu'en matière de transfert des ressources, de commerce, de matières premières, de produits de base, d'énergie, d'alimentation et d'agriculture. Ils se sont en outre déclarés convaincus que l'adoption des mesures figurant dans ce programme permettrait d'accélérer le processus de développement dans les pays en développement, de renforcer la coopération économique multilatérale, de relancer l'économie mondiale et d'apporter des secours immédiats aux pays en développement. Les ministres ont regretté que pratiquement aucun progrès n'ait été accompli en ce qui concerne l'application du programme, et cela en dépit des résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies. Ils ont lancé un appel à la communauté internationale, en particulier aux pays développés, pour qu'ils fassent d'urgence de nouveaux efforts en vue de concrétiser ces mesures et d'appliquer le programme.

32. Les ministres ont rappelé la proposition de la septième Conférence au sommet relative à la convocation d'une conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement. Ils ont souligné que, compte tenu de ses carences et de ses insuffisances, le système monétaire et financier actuel devait faire l'objet d'une refonte et que cette tâche pouvait être menée à bien dans le cadre d'une conférence internationale. Les ministres ont rendu hommage à Mme Indira Gandhi pour les efforts qu'elle avait déployés, en sa qualité de présidente du Mouvement des pays non alignés, en vue de la convocation d'un groupe d'experts de haut niveau chargé d'examiner les aspects de fond et de procédure de ladite conférence. Ils se sont en outre félicités des efforts faits par ce groupe pour élaborer un rapport qui a permis de clarifier les problèmes posés et qui apportera une contribution importante au débat sur les questions de fond en vue de la convocation dans les meilleurs délais d'une conférence internationale. Le Groupe intergouvernemental des 24 pour les questions monétaires internationales a, pour sa part, formulé d'importantes recommandations sur les questions de fond et de procédure relatives au fonctionnement et à l'amélioration du système monétaire et financier international. Les pays développés ont, de leur côté, entrepris l'étude d'un certain nombre de questions monétaires et financières, dans le but d'apporter des améliorations audit système. Des consultations ont eu lieu dans plusieurs instances au sujet de cette question. Les ministres ont souligné que des efforts devaient être faits, au cours de la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour coordonner efficacement l'action des pays développés et des pays en développement afin de parvenir à un consensus dans ce domaine important. Ils ont estimé à cet égard qu'il fallait donner la priorité à l'ouverture, à un

niveau élevé, d'un processus de consultations entre pays développés et pays en développement. Ceci permettrait d'entamer les travaux préparatoires en vue de convoquer la conférence internationale dans les meilleurs délais.

IV. STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT

33. Les ministres ont réaffirmé la validité des objectifs de la Stratégie figurant dans l'annexe à la résolution 35/56 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980 et ont souligné que le processus d'examen et d'évaluation - qui fait partie intégrante de la Stratégie internationale pour le développement - devrait permettre de cerner, dans le cadre de l'examen global de la situation économique internationale, les facteurs qui sont à l'origine des carences, afin de renforcer et de réajuster, à la lumière des analyses effectuées et des conclusions formulées, les mesures de caractère général adoptées en vue d'atteindre lesdits objectifs.

34. Les ministres ont constaté avec regret que cinq années après l'adoption de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, les objectifs de cette stratégie étaient loin d'être atteints. Ils ont donc lancé un appel pour qu'ils soient réalisés d'urgence et intégralement. Ils ont souligné à cet égard la responsabilité particulière qui incombait aux pays développés du fait de la position dominante qu'ils occupent dans l'économie mondiale.

35. Les ministres ont profondément déploré que les travaux du comité créé par l'Assemblée générale pour examiner et évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement n'aient pas abouti par suite de l'attitude intransigente de quelques pays développés. Ils ont demandé instamment aux pays développés de s'acquitter des obligations contractées au titre de la Stratégie et en particulier de procéder, dans les meilleurs délais, à un examen et à une évaluation à mi-parcours conséquents.

V. STRATEGIE A ADOPTER POUR LES NEGOCIATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES

36. La communauté internationale a collectivement intérêt à stimuler par tous les moyens la poursuite des négociations économiques internationales.

37. Les ministres ont estimé qu'en raison de la situation économique mondiale peu favorable et des effets négatifs qu'elle a sur les pays en développement en particulier, la reprise des négociations entre les pays développés et les pays en développement dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres institutions internationales est urgente et indispensable.

38. Compte tenu du caractère global et des problèmes internationaux touchant l'économie et le développement et de leur interdépendance croissante, les pays développés devraient se joindre aux pays non alignés et autres pays en développement pour rechercher des solutions servant les intérêts de chacun. Les négociations entre les pays développés et les pays en développement, notamment sur les questions liées de la monnaie, des finances, de la dette, du transfert des

ressources, du commerce et du développement, y compris les problèmes particuliers des pays les moins développés, appellent une attention immédiate et doivent être engagées sans délai.

39. Les ministres ont estimé que la réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement qui aura lieu à l'occasion de la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies devrait fournir l'occasion d'imprimer l'élan politique et l'orientation nécessaires à la reprise du dialogue entre les pays développés et les pays en développement.

VI. QUESTIONS MONETAIRES ET FINANCIERES ET TRANSFERT DE RESSOURCES

40. Le domaine monétaire et financier est sans aucun doute l'un des plus importants pour une coopération internationale améliorée et élargie. Bon nombre des problèmes économiques auxquels doivent faire face les pays en développement sont dus aux contraintes financières qui pèsent sur eux. Ce fait souligne la nécessité de restructurer le système monétaire et financier de manière qu'il puisse aider les pays en développement à résoudre les problèmes difficiles de balance des paiements auxquels ils ont à faire face et leur assurer des transferts de ressources appropriés en vue de financer leur développement.

41. Les ministres se sont déclarés préoccupés des carences structurelles du système monétaire et financier international et ont noté que ce système n'avait pas réagi à l'échelle voulue pour permettre une relance de l'économie mondiale et une reprise du rythme de développement dans les pays en développement en raison, notamment, des politiques à courte vue et de repliement menées par certains pays développés qui ont sévèrement réduit les liquidités financières internationales, ont aggravé les problèmes de balance des paiements et de dette étrangère des pays en développement, et imposé à ces derniers un fardeau disproportionné au niveau de l'ajustement, ce qui a eu de graves conséquences pour leur développement.

42. Les politiques monétaires et financières suivies par quelques pays développés ont nettement dérogé aux engagements internationaux. Elles ont également mis en relief l'incapacité des institutions internationales concernées d'imposer les règles de surveillance et les mesures correctives nécessaires à l'établissement d'un système économique international fondé sur l'équité et la justice. Les profondes insuffisances structurelles exigent l'établissement d'un cadre international de coopération propre à promouvoir une croissance économique mondiale équilibrée. A cet égard, les ministres ont souligné la nécessité de ménager aux pays en développement un degré de participation approprié dans les processus de prise de décisions des institutions financières multilatérales.

43. Les ministres ont noté avec inquiétude la diminution continue de l'APD qui en 1981 avait atteint seulement 0,35 p. 100 - soit à peine la moitié de l'objectif de 0,7 p. 100 du produit national brut (PNB) des pays développés fixé dans le cadre de la Stratégie internationale du développement - en dépit de la recommandation adressée aux pays qui n'avaient pas encore atteint cet objectif de n'épargner aucun effort pour y parvenir d'ici 1985 et, en tout état de cause, au cours de la seconde moitié de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Les ministres ont rappelé que le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, adopté en 1981, comprenait aussi un

engagement de la part des pays développés à consacrer dans les années à venir 0,15 p. 100 de leur PNB aux pays les moins avancés dans le cadre du relèvement général des flux d'APD à tous les pays en développement.

44. Tenant compte du besoin d'accroître en général le niveau de l'APD, et afin de résoudre les problèmes les plus pressants et d'enrayer la détérioration de la situation des pays les moins avancés et des pays en développement d'autres catégories spéciales où les besoins et les problèmes liés au développement sont les plus pressants, les ministres ont souligné la nécessité de diriger vers ces pays les flux d'APD.

45. Les ministres ont instamment prié tous les pays développés de prendre les mesures nécessaires pour donner suite aux dispositions de la Stratégie internationale du développement et du nouveau Programme substantiel d'action concernant l'attribution d'APD aux pays les moins avancés et de veiller à ce que le transfert des ressources aux pays en développement soit placé sur une base sans cesse plus sûre, continue et prévisible.

46. Les ministres ont prié instamment tous les pays développés de réviser et d'améliorer les modalités et les conditions d'attribution de leur APD. De plus, la proportion d'APD accordée actuellement à des conditions de faveur devrait être encore augmentée. L'APD devrait être en général accordée sous forme de dons aux pays les moins avancés et à des conditions extrêmement favorables aux autres pays en développement. Elle ne devrait pas être liée.

47. Les ministres ont fait part de l'inquiétude que leur causaient les difficultés rencontrées par l'Association internationale de développement (IDA) et ont souligné l'importance qu'il y avait à mobiliser des fonds supplémentaires pour l'IDA-VII de manière à lui permettre d'augmenter ses prêts en termes réels aux emprunteurs traditionnels et de tenir compte du besoin de fournir des crédits suffisants aux nouveaux emprunteurs. Ils ont souligné qu'un échec dans ce domaine compromettrait gravement les perspectives de développement des pays les plus pauvres. Ils ont regretté que l'attitude de certains donateurs ait contraint la direction de la Banque à réviser l'objectif visé pour IDA-VII, le ramenant de 20 milliards de dollars requis à 12 milliards, et que, fait plus grave encore, la reconstitution des ressources ait été opérée à hauteur de 9 milliards de dollars seulement. Les ministres ont en outre mis l'accent sur la nécessité d'accroître considérablement en termes réels le montant des contributions à la huitième reconstitution de l'IDA.

48. Les ministres ont également demandé que le montant, en termes réels, des opérations de prêt de la Banque mondiale soit augmenté de manière à atteindre 6 p. 100 par an. A cette fin, ils ont souligné qu'il était urgent d'accroître les ressources de la Banque par une augmentation générale du capital, et ont demandé que l'on étudie d'urgence les moyens de porter le coefficient d'endettement à 2:1. Ils ont déploré le déclin enregistré dans le programme de prêt de la Banque mondiale devant davantage soutenir le processus de développement des pays en développement. Ils ont également souligné qu'une expansion des prêts de la Banque mondiale en matière énergétique était nécessaire de même qu'un accroissement substantiel des ressources destinées au Programme spécial de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne. Les ministres ont souligné que le cofinancement devait constituer

un apport supplémentaire net de ressources à des conditions favorables et ne devait pas être une condition préalable à l'octroi de prêts par la Banque mondiale. Ils ont aussi souligné que les prêts d'ajustement structurel devaient permettre d'alléger le fardeau du processus d'ajustement et aider les efforts de développement des pays en développement. Le financement des exportations liées aux investissements devait être encore étendu.

49. Les ministres ont demandé que les banques de développement régionales existantes ainsi que les banques interrégionales soient considérablement renforcées afin qu'elles puissent en particulier fournir des ressources additionnelles à des conditions favorables sur une base sûre, continue et prévisible. Ces ressources additionnelles ne devraient pas venir en déduction des programmes nationaux de la banque mondiale et de l'allocation indicative de fonds faite directement aux pays.

50. Les ministres ont réaffirmé le besoin urgent d'accroître les moyens de financement multilatéraux à la disposition des pays en développement. Ils ont souligné que la majorité de ces pays avaient besoin de moyens financiers plus importants, accordés à des conditions favorables, pour faire face à leurs besoins de développement.

51. Ils ont aussi noté le rôle important des flux de fonds privés pour les pays en développement, tout en exprimant leur préoccupation devant le déclin sensible de ces apports, et la nécessité d'enrayer et de renverser cette tendance. Ils ont estimé que les apports privés ne sauraient remplacer les apports officiels. L'accès des pays en développement aux marchés financiers privés devait être amélioré. Les ministres ont estimé que les investissements directs privés pourraient jouer un rôle efficace dans la croissance et le développement des pays en développement. La communauté internationale devait mettre au point des codes de conduite efficaces concernant le transfert des techniques et les sociétés transnationales.

52. Les ministres attachent la plus haute importance à la nécessité de rendre le processus d'ajustement international symétrique et équitable. Cela contribuerait grandement à renforcer l'efficacité du processus d'ajustement visant à promouvoir une croissance économique, un développement et une expansion du commerce compatibles avec la stabilité des prix. Cela exigerait notamment un régime des changes stable et réaliste et une coordination de la politique macro-économique appuyée par une surveillance efficace.

53. Il faudrait accorder une attention particulière aux besoins d'ajustement des pays en développement en mettant notamment l'accent sur la croissance et sur les ajustements structurels axés sur l'offre. En formulant leurs politiques nationales, les principaux pays industrialisés devraient tenir compte des répercussions de ces politiques sur l'économie mondiale. Les ministres ont demandé la création d'un forum multilatéral chargé de la coordination de la politique macro-économique - en particulier des politiques des principaux pays développés - forum auquel les pays en développement pourraient pleinement participer. Cette coordination permettrait d'assurer le maintien de taux de change stables et réalistes, la compatibilité des politiques fiscales et monétaires, d'encourager des flux financiers des pays développés vers les pays en développement, d'élaborer des politiques commerciales complémentaires visant à suspendre et à annuler les mesures

de protectionnisme dans les pays développés, afin de promouvoir une croissance de l'économie mondiale non inflationniste, équilibrée et soutenue. Une surveillance multilatérale efficace serait nécessaire pour assurer la mise en oeuvre de politiques ainsi coordonnées et aider à supprimer l'asymétrie du système actuel dans lequel seuls les pays en développement déficitaires sont soumis à une discipline.

54. Les ministres ont estimé qu'un régime des changes fonctionnant bien avait un rôle important à jouer pour ce qui est de promouvoir un processus d'ajustement plus efficace et de réduire les déséquilibres des paiements. Ils ont demandé que l'on prenne d'urgence des mesures pour établir une structure des taux de change stable, réaliste et souple. Ils ont recommandé que l'on examine et étudie des zones cibles qui bénéficieraient de l'appui et de l'intervention officiels et seraient renforcées par la coordination de la politique macro-économique et une surveillance multilatérale.

55. Les ministres ont souligné que pour que le système économique international fonctionne convenablement, les liquidités internationales devraient croître à un taux proportionnel à celui des besoins et que les avantages de la création de liquidités devraient être partagés équitablement entre pays développés et pays en développement. Ceci est spécialement important vu la pénurie aiguë de liquidités de ces dernières années, particulièrement dans les pays en développement.

56. Les ministres ont réaffirmé que le but des droits de tirage spéciaux (DTS) était d'être le principal avoir de réserve des systèmes monétaires internationaux, et ils ont demandé que des mesures soient prises d'urgence pour renverser le processus d'érosion de la position des DTS de ces dernières années. Ils ont demandé que les allocations annuelles de DTS soient d'au moins 15 milliards de dollars et ont insisté sur l'importance de maintenir l'inconditionnalité des DTS. Ils ont réitéré leur appel pour que l'on établisse un lien entre les allocations de DTS et le financement au développement. Les ministres ont recommandé que le système monétaire international prévoit l'automatisme de l'augmentation des ressources du FMI proportionnée à l'augmentation du volume du commerce mondial et aux exigences de tous les pays. Ils ont demandé instamment que les quotes-parts du FMI représentent au moins 10 p. 100 du volume du commerce international, comme c'était le cas au début des années 70. Les ressources du FMI devaient être essentiellement fondées sur les quotes-parts. Ils ont demandé instamment que la neuvième révision générale des quotes-parts soit effectuée dans les meilleurs délais et s'accompagne d'un accroissement substantiel des quotes-parts dont le niveau devrait être supérieur à celui qui a été fixé lors de la huitième révision. L'accès des pays en développement aux ressources de financement devait être amélioré grâce à des ajustements bien ordonnés effectués dans ces pays.

57. Les ministres ont instamment prié le FMI de tenir compte de la nature structurelle du processus d'ajustement lors de l'élaboration de sa politique de prêts. A cet égard, le FMI devrait réaliser un meilleur équilibre entre les ressources conditionnelles et les ressources non conditionnelles. La conditionnalité devrait comprendre un ajustement orienté vers l'offre sur une période beaucoup plus longue que celle qui était permise par les politiques de gestion de la demande; ceci permettrait de tenir compte de la situation économique mondiale actuelle et de ses effets négatifs sur les pays en développement. La

période d'ajustement devrait être prolongée afin de permettre aux pays en développement de procéder aux ajustements structurels nécessaires. Les programmes d'ajustement devraient tenir compte des causes des déséquilibres et être conçus de manière à permettre des ajustements compatibles avec la croissance soutenue de la production, de la consommation intérieure, des investissements et des exportations. Il faudrait aborder avec plus de souplesse les problèmes propres aux pays les moins avancés. Les ministres ont demandé qu'il soit procédé sans délai à une révision de la conditionnalité des ressources et des programmes d'ajustement du FMI. Ils ont déploré la décision de réduire l'accès à des multiples de quotes-parts et ont demandé qu'un tel accès fasse l'objet d'une recommandation.

58. Les ministres ont souligné l'importance du financement compensatoire et ont demandé un renforcement du mécanisme de financement compensatoire grâce à une amélioration de sa conditionnalité. Ils ont également demandé une libéralisation du processus de financement des stocks régulateurs du FMI. Ils ont recommandé qu'une partie des réserves d'or dont dispose le FMI soit mobilisée pour fournir des ressources aux fins de l'ajustement et pour rétablir l'équilibre du financement des paiements tant directement que par une réactivation du Fonds fiduciaire. Un compte de bonification pourrait également être financé au moyen des recettes de ventes d'or.

59. Les ministres ont pris note avec préoccupation des pressions croissantes exercées par certains pays développés sur les institutions multilatérales, particulièrement sur la Banque mondiale et le FMI, en vue de leur faire adopter une conception de la conditionnalité et de l'octroi des prêts fondée sur des considérations d'ordre politique qui est incompatible avec les exigences du développement et de l'ajustement structurel. Ils ont lancé une mise en garde contre les traitements simplistes prescrits pour résoudre les problèmes économiques, qui sont fondés sur certaines conceptions idéologiques qui ne reconnaissent pas la diversité des systèmes socio-économiques.

60. Ils ont également notés que, si les emprunts commerciaux ont un rôle à jouer, il ne faudrait pas avoir tendance à les substituer aux flux multilatéraux ou à lier ces derniers au cofinancement.

61. Les ministres ont exprimé l'avis que le système de vote pondéré qui donne aux pays développés la capacité de jouer un rôle disproportionné dans les institutions de Bretton Wood avait besoin d'être adapté aux circonstances et aux besoins changeants de l'heure. Le nombre de voix attribué aux pays en développement dans ces institutions devait être considérablement augmenté dans le cadre de la neuvième révision générale des quotes-parts du FMI et de la prochaine augmentation de capital de la Banque mondiale. Il faudrait envisager des procédures susceptibles d'établir une plus grande équité dans le processus de prise de décisions des institutions financières multilatérales.

62. Les ministres ont mis l'accent sur les rapports étroits existant entre les questions de monnaie, de finance, de dette, de commerce et de développement et, dans ce contexte, ils ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle mette au point des moyens permettant d'harmoniser le système commercial et le système monétaire et financier. Il faudrait rendre le système commercial international plus ouvert, plus transparent et moins entaché de pratiques

discriminatoires, en mettant dûment l'accent sur les besoins particuliers des pays en développement. La capacité de ces pays d'augmenter leurs exportations et leur commerce est liée à leur capacité de faire face à leurs obligations financières; et la fourniture, dans des conditions de souplesse, de ressources financières aux pays en développement permettrait aux pays développés d'étendre leurs marchés dans les pays en développement.

63. Compte tenu de ce qui précède, les ministres ont souligné la nécessité d'une refonte complète du système monétaire et financier international et des questions connexes vu que des efforts ad hoc et ponctuels ne s'avéreraient pas suffisants. Aussi, la proposition concernant la convocation d'une septième conférence internationale au sommet sur les moyens monétaires et financiers du développement, qui serait chargée d'élaborer un système de financement adapté au développement et de faciliter un processus d'ajustement équitable des défauts et carences des systèmes existants dans leur ensemble revêt-elle un caractère d'urgence; la structure des institutions internationales financières compétentes et leur politique pourraient aussi être étudiées dans le cadre de la conférence. Cela contribuerait nettement à raviver l'intérêt pour les questions multilatérales et à adapter le système monétaire et financier aux besoins des années 80 et au-delà. Les ministres ont souligné qu'une telle conférence devrait être convoquée dans les meilleurs délais et ont demandé que soit établi, à un niveau politique élevé, un dialogue intensif entre les pays développés et les pays en développement afin que le processus de préparation de la conférence puisse commencer au cours de la quarantième session de l'Assemblée générale.

64. A cet égard, les ministres ont demandé au Groupe des 77 à New York de prendre les mesures nécessaires en vue d'engager le processus de préparation de convocation de la conférence.

VII. DETTE EXTERIEURE

65. Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation devant le fardeau écrasant de la dette extérieure qui pesait sur les pays en développement. Cette situation devait être envisagée dans une perspective mondiale du point de vue de ses incidences négatives sur le développement de ces pays.

66. Les ministres ont souligné que le problème de la dette extérieure des pays en développement s'était aggravé à cause des effets négatifs de la politique économique menée par certains des grands pays développés et de l'influence néfaste que ces politiques avaient eue sur le système financier, monétaire et commercial en faisant du service de la dette un fardeau insupportable.

67. Ils ont reconnu que la dette extérieure constituait une obligation contractée, à titre individuel, par les débiteurs et qu'elle devait être honorée. Néanmoins, dans la conjoncture actuelle, les obligations financières contractées par les pays en développement auprès des créiteurs des pays développés et des institutions financières multilatérales étaient devenues trop lourdes; de plus, à moins que la communauté internationale ne trouve d'urgence des solutions justes et durables à ces problèmes, ces obligations pourraient dépasser les capacités de l'économie de certains de ces pays.

68. Les ministres ont souligné que les pays en développement débiteurs avaient entrepris des efforts d'ajustement très vigoureux pour s'adapter à leur environnement extérieur. Ce processus d'ajustement avait des répercussions sociales et politiques considérables, entraînant notamment une diminution importante du niveau de vie et une dégradation des rapports sociaux.

69. Les ministres ont noté que l'ampleur de la dette extérieure ne constituait plus simplement un problème économique mais avait pris de graves dimensions politiques.

70. Ils ont souligné que la politique que le Fonds monétaire international menait actuellement pour résoudre les problèmes de la dette était inadéquate et qu'elle devait tenir plus largement compte des perspectives de développement des pays en développement.

71. Les ministres ont demandé instamment aux gouvernements des pays développés créditeurs ainsi qu'aux institutions financières et bancaires internationales d'engager un dialogue politique avec les pays en développement afin de trouver une solution équitable aux problèmes de la dette extérieure de ces pays. Ils leur ont demandé notamment :

a) De veiller à ce que les gouvernements des pays créditeurs, ceux des pays débiteurs et les institutions financières et bancaires internationales partagent la responsabilité de la dette;

b) D'assurer l'équité et l'égalité entre les pays développés et les pays en développement dans la répartition des coûts du processus d'ajustement économique; de relancer le financement pour le développement et d'abaisser les taux d'intérêt; d'améliorer sensiblement l'accès aux marchés; de suspendre et d'annuler progressivement les mesures de protectionnismes; et de stabiliser les marchés de produits de base en assurant le maintien de cours équitables et rémunérateurs;

c) De permettre à chaque pays de limiter la part des recettes d'exportation qu'il consacre au paiement du service de la dette à un pourcentage compatible avec ses besoins de développement ainsi qu'avec ses exigences économiques et sociales;

d) D'échelonner les paiements et d'accorder des délais de grâce et des périodes de consolidation;

e) D'assouplir les conditions d'octroi d'aide du FMI;

f) D'accorder un traitement particulier aux pays pauvres et aux pays les moins avancés en vue de leur permettre de résoudre leurs graves problèmes de dette extérieure.

72. Les ministres ont noté l'insuffisance des progrès qui ont été réalisés en vue d'assurer l'application intégrale de la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement et ont demandé que cette résolution soit appliquée d'urgence.

73. Les ministres ont demandé aux membres du Groupe des 77, à New York, de se pencher notamment sur les questions susmentionnées, tandis qu'ils coordonnent leurs efforts pour engager le processus de préparation de la convocation de la conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement.

VIII. COMMERCE ET MATIERES PREMIERES

74. Les ministres ont noté que la crise économique qui a touché tout particulièrement les pays en développement a eu des effets extrêmement néfastes sur leur participation aux échanges internationaux. Ce phénomène, à son tour, a affecté la capacité de ces pays de se procurer des devises et de mettre en oeuvre leurs programmes de développement économiques et sociaux.

75. Les ministres ont noté avec une profonde inquiétude que les pays développés continuaient de violer les principes, règles et règlements du système des échanges internationaux; qu'on voyait se conclure à l'extérieur du GATT une multitude d'arrangements commerciaux incompatibles avec les règles de cette organisation et que les pays développés recouraient de plus en plus à la bilatéralisation et à la sectorisation pour restreindre leurs importations en provenance des pays en développement. De plus, les pays développés n'ont pas respecté les engagements qu'ils avaient pris à la Réunion ministérielle du GATT de 1982, à la CNUCED VI ainsi que dans d'autres instances, au sujet du "gel" ou de l'"élimination" des mesures protectionnistes et de la libéralisation progressive des échanges. Bien au contraire, ils ont adopté, de façon discriminatoire, de nouvelles mesures qui ont conduit à l'intensification du protectionnisme contre les pays en développement, notamment dans des domaines où ces pays ont démontré leur compétitivité et dans les lesquels ils ont effectué d'importantes investissements. De plus, les pays développés recourent de plus en plus à des mesures d'antidumping et à l'imposition de droits compensateurs contre les pays en développement ainsi qu'à l'octroi de subventions aux exportations qui donnent lieu à un harcèlement commercial ainsi qu'à une distorsion des échanges. Ces pays adoptent en outre des mesures de sauvegarde qui n'ont pas toute la transparence nécessaire. Les ministres ont également noté que certains pays développés avaient recours à des pratiques de "dumping" sur les marchés internationaux, ce qui créait des difficultés encore plus grandes pour les pays en développement.

76. Les ministres ont mis l'accent sur l'importance que l'expansion du commerce avec les pays en développement revêtait pour l'ensemble de l'économie mondiale, notamment pour l'économie des pays développés. Les pays en développement absorbant 30 p. 100 de l'ensemble des exportations des pays développés à économie de marché, leur capacité de maintenir ce niveau d'importation dépendait fortement de leur capacité à accélérer leur développement et leurs exportations vers les pays industrialisés. Il était par conséquent essentiel d'ouvrir plus largement les marchés internationaux aux exportations des pays en développement afin d'améliorer la situation de leur balance des paiements et de leur permettre d'accroître leurs importations et d'assurer le service de leur dette extérieure.

77. Les ministres ont également souligné que les termes de l'échange des pays en développement avaient continué à se dégrader et que, sauf dans les cas les plus favorables, la reprise économique de ces pays était gravement menacée.

78. Les ministres ont noté avec préoccupation l'intensification des mesures restrictives et discriminatoires imposées par les pays développés sur leurs échanges avec les pays en développement, et ont souligné la nécessité pour les premiers :

a) D'ouvrir beaucoup plus largement les marchés des pays développés aux exportations des pays en développement;

b) D'examiner avec soin les règles et principes qui régissent le système commercial actuel et de rejeter tous concepts, normes et principes nouveaux incompatibles avec les besoins et aspirations des pays en développement;

c) De promouvoir la capacité d'exportation des biens manufacturés et semi-manufacturés des pays en développement en leur accordant des facilités financières, en élargissant leur accès aux marchés, en éliminant les mesures protectionnistes, notamment les subventions en faveur de produits peu compétitifs qui ont des effets négatifs sur la situation commerciale des pays en développement ainsi qu'en combattant les pratiques des sociétés transnationales;

d) De prendre sans tarder des mesures visant à éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires aux produits qui revêtent une grande importance pour les pays en développement, notamment les produits tropicaux et agricoles;

e) De maintenir le caractère général et non discriminatoire du Système généralisé de préférences, d'améliorer son fonctionnement et d'étendre les programmes existant à tous les pays en développement;

f) D'éliminer la pratique qui consiste à établir une progressivité tarifaire, notamment en matière de tarifs douaniers, en fonction du niveau de transformation de produits;

g) De ne pas adopter de mesures de sauvegarde sans consulter au préalable leurs partenaires commerciaux et, en tout état de cause, de ne prendre que des mesures provisoires et non discriminatoires;

h) D'éliminer toutes les mesures néfastes pour les perspectives commerciales des pays en développement et incompatibles avec les engagements internationaux contractés par les pays développés en évitant d'utiliser les mesures économiques comme moyen de coercition politique.

79. Les ministres ont rappelé le communiqué du Bureau de coordination, adopté le 7 mai 1985, à l'issue d'une réunion au cours de laquelle le Bureau a entendu "un rapport du Représentant permanent du Nicaragua, M. Javier Chamorro Mora, sur les mesures de coercition économique récemment adoptées par le Gouvernement des Etats-Unis contre le Gouvernement et le peuple du Nicaragua, notamment l'embargo commercial total et la suspension des liaisons aériennes et maritimes entre les deux pays". Ils ont également rappelé qu'ils avaient "vigoureusement condamné l'utilisation de mesures économiques comme moyen de pression politique ou économique contre les pays non alignés, en violation de leurs décisions et de leurs droits souverains". "A cet égard, le Bureau a violemment condamné l'embargo et les autres mesures économiques coercitives qui ont récemment été adoptées contre le Nicaragua".

80. Les ministres ont reconnu que le commerce mondial des produits de base était foncièrement caractérisé par l'instabilité des marchés, les fluctuations excessives et constantes des cours, principalement à la baisse, et l'insuffisance de la participation des pays en développement aux réseaux de distribution et à la commercialisation de ces produits. Ils ont noté avec inquiétude le fléchissement, en valeur réelle, du cours des produits de base au cours des années 1980. Ils ont simultanément appelé l'attention sur le fait que la diminution de leurs recettes d'exportation prenait place précisément au moment où les pays en développement traversaient une crise monétaire et financière très grave, et où ils devaient verser des montants considérables au titre du service de leur dette extérieure.

81. Les ministres ont réaffirmé leur appui vigoureux au Programme intégré pour les produits de base dont le texte figure dans la résolution 93 (IV) de la CNUCED. A cet égard, ils ont demandé que soient conclus d'autres accords internationaux sur les produits de base et que soit ratifié l'Accord portant création du fonds commun pour les produits de base, afin que le Fonds devienne le plus rapidement possible opérationnel.

82. Les ministres ont réaffirmé la nécessité urgente pour le FMI d'étendre et de libéraliser substantiellement le mécanisme de financement des stocks régulateurs afin de permettre aux pays en développement d'obtenir une compensation rapide, pleine et automatique de leur déficit sans se voir imposer de conditions particulières. Ils ont également demandé la création d'un système STABEX à l'échelon mondial, afin de stabiliser les recettes d'exportation que les pays en développement obtiennent de la vente de leurs produits de base.

83. Les ministres ont également reconnu l'importance des associations de producteurs, comme moyen d'améliorer le pouvoir de négociation des pays en développement, de leur permettre de commercialiser leurs exportations à des prix équitables et rémunérateurs et d'accroître leurs recettes d'exportation. Ils ont souligné que l'adoption par les associations des producteurs de mesures énergiques et concertées, le renforcement de ces associations et la création de nouvelles devraient contribuer de manière décisive à cet objectif.

84. Les ministres ont pris note de la réunion prochaine des parties contractantes du GATT, qui a été demandée par certains pays développés en vue de l'examen de la possibilité de convoquer une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. A cet égard, il ont invité les pays non alignés et autres pays en développement à se consulter afin de coordonner leurs positions.

IX. ALIMENTATION ET AGRICULTURE

85. Les ministres ont noté avec une profonde inquiétude la dégradation de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans de nombreux pays en développement et ont réaffirmé qu'il était indispensable de veiller à ce que l'alimentation et l'agriculture restent au centre de l'attention mondiale. Ils ont réaffirmé que les mesures internationales visant à faire face au problème de l'alimentation et de l'agriculture dans les pays en développement devaient être envisagées de manière globale, dans leurs diverses dimensions et en tenant compte des perspectives immédiates, à court et à long terme. Ils ont souligné que la communauté internationale s'était engagée à éliminer rapidement, au plus tard d'ici

l'an 2000, la faim et la malnutrition dans le monde. A cet égard, ils ont demandé qu'un appui soutenu et efficace soit fourni à l'échelon international en vue de permettre aux pays en développement de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Ils ont constaté avec préoccupation la stagnation de l'aide extérieure au secteur agricole, notamment la diminution des crédits alloués à des conditions de faveur et ont demandé instamment aux pays développés de prendre des mesures décisives en vue d'inverser cette tendance, notamment en accroissant leurs contributions aux organismes multilatéraux et en adoptant immédiatement des mesures pour inverser le mouvement négatif des ressources financières des pays en développement vers les pays développés. Ils ont proposé qu'un programme international d'aide alimentaire et d'assistance financière soit adopté en faveur des pays en développement qui souffrent d'un déficit alimentaire chronique, notamment en Afrique.

86. Les ministres ont réaffirmé que le droit à la nourriture était un droit de l'homme universel qui devrait être garanti à tous les peuples et que l'alimentation ne devait pas être utilisée comme un instrument de pression politique. Ils ont aussi réaffirmé que, pour améliorer la situation économique et promouvoir la sécurité alimentaire, il était important de renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. A cet égard, ils ont souligné la nécessité de veiller à ce que les pays qui ont besoin de nourriture, notamment les pays africains et les pays les moins avancés, la reçoivent sans tarder ainsi que celle d'aider les pays bénéficiaires à développer et à renforcer leur capacité logistique et administrative et leur réseau de distribution interne. Ils se sont félicités de l'accroissement d'activité enregistré par le Système mondial d'information et d'alerte rapide pour l'alimentation et l'agriculture du Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ont proposé que ce système soit renforcé. Ils ont souligné en outre l'importance que revêtaient, d'une part, l'établissement et l'amélioration des systèmes nationaux et régionaux d'alerte rapide pour assurer l'efficacité des mesures prises par le Programme alimentaire mondial en vue de permettre la fourniture rapide de l'aide alimentaire et, d'autre part, la mise au point d'un système d'information qui permette de diffuser périodiquement tous les renseignements pertinents concernant l'aide alimentaire afin de faciliter la planification et la coordination opérationnelles.

87. Les ministres ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer la coopération sous-régionale, régionale et interrégionale en vue de promouvoir la sécurité alimentaire et de renforcer l'agriculture dans les pays en développement et, à cet égard, ils ont demandé aux organismes pertinents du système des Nations Unies d'accorder, à titre prioritaire, un appui à la coopération économique et technique entre les pays en développement, dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture.

88. Les ministres ont réaffirmé leur profonde inquiétude devant la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans un grand nombre de pays en développement, notamment devant la dégradation de la situation en Afrique en raison de la sécheresse prolongée et de l'accélération du processus de désertification. Ils ont réitéré leur appui à la Déclaration de Harare sur la crise de l'alimentation en Afrique, qui a été adoptée au cours de la treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, ainsi que les résolutions pertinentes adoptées en 1983 et 1984 par l'Organisation des Nations Unies et ont prié la communauté internationale de

contribuer à l'application immédiate et effective de ces résolutions, en tenant compte de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique et du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie pour le développement économique de l'Afrique. Sur cette base, les ministres ont réaffirmé leur appui au Programme d'action spéciale pour l'amélioration de la situation alimentaire et le relèvement de l'agriculture en Afrique, qui a été adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa vingt et unième session ordinaire.

X. PECHE

89. Les ministres se sont félicités de la tenue de la Conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches en 1984 à Rome et ont souligné que l'adoption du Programme d'action et de la Stratégie d'aménagement et de développement des pêches constituait une mesure importante pour le développement économique et le bien-être de tous les peuples. Ils ont instamment prié la communauté internationale de fournir l'appui nécessaire à la mise en oeuvre effective du Programme d'action et d'apporter une contribution substantielle à la pleine réalisation de ces initiatives.

90. Les ministres ont instamment invité la communauté internationale à soutenir sans réserve l'exécution du Programme d'action et à améliorer les moyens techniques ainsi que la formation technique et scientifique du personnel national dans les domaines de la production, de l'entretien, de la transformation, de la distribution et de la commercialisation en matière de pêches.

91. Notant avec inquiétude que de nombreux pays en développement sont souvent victimes de violations de leurs limites maritimes et du pillage de leurs ressources marines, ce qui est nuisible à leur économie, les ministres ont demandé à la communauté internationale tout entière, et en particulier aux pays développés, de respecter la souveraineté des pays en développement sur leur espace maritime.

XI. ENERGIE

92. Les ministres ont rappelé que la résolution 36/193 de l'Assemblée générale en date de 1981, dans laquelle elle adoptait le Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, allait dans le sens de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et ont réaffirmé que l'énergie jouait un rôle important dans le développement économique et social des pays en développement.

93. Les ministres ont également rappelé la résolution 37/250 de l'Assemblée générale en date de 1982, qui demandait l'exécution immédiate du Programme d'action de Nairobi, et se sont déclarés profondément préoccupés du fait que le Comité pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables n'avait pas atteint les objectifs en vue desquels il avait été établi en application de la section II de la résolution susmentionnée.

94. Les ministres ont souligné l'inquiétude exprimée par les chefs d'Etat et de gouvernement à la Conférence au sommet de New Delhi, à propos de la nécessité, pour les pays en développement, de disposer des moyens énergétiques suffisants pour accélérer leur développement socio-économique sans préjudice de leurs intérêts nationaux ni des engagements permanents des pays en développement exportateurs d'énergie.

95. Les ministres ont souligné la gravité du déséquilibre de la balance des paiements dont souffrent bon nombre de pays en développement pauvres en ressources énergétiques. Ils ont demandé l'adoption rapide de mesures immédiates et efficaces pour résoudre ces problèmes, notamment par l'intermédiaire du Fonds monétaire international, et la mise en place de mécanismes mondiaux appropriés. A ce sujet, les chefs d'Etat et de gouvernement ont pris note avec une grande satisfaction des efforts déployés par les Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de l'assistance que le Fonds de l'OPEP pour le développement international a apportée pour atténuer les difficultés de balance des paiements. Ils ont souligné qu'il était important de promouvoir la volonté d'autonomie énergétique collective des pays en développement par le biais d'arrangements bilatéraux appropriés entre ces pays aux niveaux sous-régional, régional et interrégional.

96. Les ministres ont réaffirmé leur appui à la résolution 39/176 de l'Assemblée générale relative aux mesures à prendre en vue de la mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement qui souffrent d'un déficit énergétique.

97. S'agissant des ressources financières, les ministres des pays non alignés ont noté que les prêts que les institutions financières internationales consentent aux pays en développement à des fins énergétiques sont encore insuffisants et ne permettent pas de mener des activités d'appui aux fins de l'évaluation des ressources énergétiques et des préinvestissements nécessaires aux projets et programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux, en particulier dans les pays en développement souffrant d'un déficit énergétique.

98. Les ministres ont souligné l'importance de la coopération dans le domaine de l'énergie entre pays non alignés et autres pays en développement en vue de favoriser l'épanouissement de la volonté d'autonomie collective, et ont instamment invité ces pays à renforcer les programmes de coopération technique et économique au moyen d'échanges de renseignements sur les activités de recherche, de développement et d'assistance technique, en plus des mesures indispensables incombant à la communauté internationale.

XII. SCIENCE ET TECHNIQUE

99. Les ministres ont souligné l'importance de renforcer les capacités scientifiques et techniques des pays non alignés et autres pays en développement en tant que moyen majeur de promouvoir leur développement. L'application des recommandations adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, tenue à Vienne en 1979, avait été d'une lenteur et d'une insuffisance regrettables, et des mesures concrètes s'imposaient pour obtenir dans les négociations multilatérales à venir des résultats positifs et utiles.

100. Les ministres ont pris acte de la résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session et prorogeant l'accord conclu à la Conférence de Vienne en vue de la création d'un système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement. Ils ont noté avec inquiétude que les efforts entrepris pour rendre effectifs les arrangements financiers à long terme relatifs au Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement avaient jusque là échoué. Ils ont instamment prié tous les pays, en particulier les pays développés, de mettre rapidement au point ces arrangements financiers afin que le système puisse être mis en place. Ils ont exprimé l'espoir qu'en attendant, le système de financement intérimaire, qui s'était révélé très utile compte tenu de ses moyens financiers très limités, continuerait de fonctionner sur une base plus sûre.

101. Les ministres se sont déclarés gravement préoccupés par les effets néfastes de l'exode du personnel qualifié des pays non alignés et autres pays en développement vers les pays développés. Ils ont également estimé que ce problème devrait être examiné sous tous ses aspects en vue d'adopter de toute urgence des mesures pour y remédier, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

102. Bien qu'un certain rapprochement des points de vue ait été enregistré à l'issue de la réunion du Comité intérimaire de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie, les ministres ont déploré que les négociations se soient prolongées sans aboutir à une mise au point définitive du code. Ils ont de nouveau demandé aux pays développés de faire preuve de la volonté politique nécessaire pour arriver à un accord sur ce code et sur la révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

103. Les ministres ont accordé une attention particulière à la mise au point de techniques adaptées aux conditions régnant dans les pays en développement et à leurs besoins spécifiques. Ils ont réaffirmé le droit de ces pays à un accès accru au savoir-faire technique et ont déploré les pratiques restrictives et monopolistiques des pays développés dans ce domaine.

XIII. INDUSTRIALISATION

104. Les ministres ont noté avec une grande préoccupation qu'aucun progrès notable n'avait été accompli depuis 1980 sur la voie de la réalisation des objectifs fixés par les deuxième et troisième Conférences générales de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), respectivement tenues à Lima en 1975 et à New Delhi en 1980. Ils ont également constaté que la part relative des pays en développement dans la production industrielle mondiale n'avait pas sensiblement varié au cours des neuf dernières années puisqu'elle était de 10 p. 100 en 1975 et n'avait atteint que 11,9 p. 100 en 1984, ce qui signifiait que le tiers monde était encore loin d'atteindre - d'ici à l'an 2000 - l'objectif de 25 p. 100 des échanges mondiaux de produits manufacturés.

105. Les ministres ont noté que les perspectives encourageantes qui, il y a 10 ans, faisaient considérer l'industrie comme le moteur du développement national, ne s'étaient pas concrétisées. Ils ont constaté que l'industrialisation des pays

en développement connaissait une crise due, entre autres facteurs, à l'inflation, à la récession, à la baisse des prix des produits de base, au protectionnisme, au taux de croissance négatif de nombreux pays en développement, ainsi qu'à la crise de la dette qui mettait actuellement en danger le système financier tout entier et compromettait les résultats obtenus par les pays en développement dans le domaine de l'industrialisation.

106. Les ministres ont mis l'accent sur le besoin urgent d'adopter certaines mesures à court et à long terme au niveau tant national qu'international en vue de relancer le processus d'industrialisation des pays en développement en s'attachant notamment à :

- a) Renforcer les activités liées aux études de faisabilité concernant le redéploiement industriel;
- b) Apporter une aide aux pays en développement pour la formulation de leurs programmes;
- c) Elargir et diversifier la coopération industrielle entre pays en développement en favorisant les échanges de renseignements ainsi que de ressources humaines, scientifiques, techniques, énergétiques et financières, tout en augmentant les investissements;
- d) Créer un système d'échange d'informations concernant le redéploiement industriel et les politiques connexes;
- e) Augmenter de façon substantielle l'assistance financière et technique que les pays développés fournissent aux pays en développement, afin d'appuyer les efforts d'industrialisation de ces derniers, et éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires qui font obstacle aux importations de produits agro-industriels en provenance des pays en développement;
- f) Intensifier l'action que mène l'ONUDI pour accélérer l'évaluation des ressources humaines aux fins de l'industrialisation, en insistant sur la formation et le perfectionnement des cadres nationaux;
- g) Réévaluer dans la mesure nécessaire ou souhaitable les stratégies d'industrialisation et la mise en oeuvre des mesures destinées à encourager l'esprit d'entreprise dans toutes ses manifestations.

107. Dans ce contexte, les ministres ont noté que le financement et la technologie étaient les deux domaines dont dépendait le processus d'industrialisation des pays en développement, pour lesquels la coopération entre pays développés et pays en développement était essentielle. Ils ont souligné que, d'une part, le financement déterminait le degré d'utilisation de l'infrastructure existante ainsi que le volume et l'échelle des investissements industriels, et que, d'autre part, la technologie avait une profonde influence sur les types d'investissement. Ces aspects influençaient tous deux sur l'offre, la demande et l'utilisation de nombreux facteurs de production - la production énergétique, la transformation sur place des matières premières, l'évaluation des ressources humaines - et déterminaient les progrès accomplis dans le domaine du redéploiement de l'industrie mondiale en faveur des pays en développement.

108. Les ministres ont déclaré que la résolution ID/CONF.15/Res.4, adoptée à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI tenue à Vienne en août 1984, et concernant la transformation sur place des matières premières, devait de toute urgence être appliquée pleinement afin de rompre le cercle vicieux dans lequel étaient enfermés les pays en développement, dans la mesure où, alors qu'ils détenaient une proportion relativement importante de toutes les matières premières mondiales, ils étaient contraints de les vendre à bas prix et d'importer ensuite à des prix exorbitants des produits manufacturés fabriqués à partir desdites matières premières.

109. Les ministres ont appuyé sans réserve les prises de position du Groupe des 77 à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, quant à la demande tendant à apporter une série de modifications aux formes de financement et de mobilisation des ressources financières en vue de l'industrialisation et du redéploiement de l'industrie mondiale.

110. Ils ont par ailleurs instamment prié les pays développés de rechercher des ajustements, politiques et mesures positifs et appropriés pour faciliter la restructuration de l'industrie mondiale, leurs politiques devant être conçues de façon qu'elles n'aient pas d'effet négatif sur le développement industriel des pays en développement.

111. Les ministres ont souligné qu'il fallait de toute urgence appliquer pleinement la résolution 39/233 de l'Assemblée générale relative à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, et demandé à l'ONUDI d'augmenter de façon substantielle sa contribution à la Décennie.

112. Les ministres ont demandé à tous les pays en développement et aux institutions financières multilatérales d'accroître leurs contributions au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel, en tenant compte des besoins financiers des projets dont la mise en oeuvre est prévue dans le cadre du programme de la Décennie.

113. Les ministres ont noté avec satisfaction que la dernière Conférence générale de l'ONUDI, tenue à Vienne du 12 au 17 août 1985, parachevait la transformation de l'Organisation en institution spécialisée des Nations Unies. Ils ont souligné l'importance du rôle que l'ONUDI devait jouer, en tant qu'institution spécialisée, dans le développement industriel des pays en développement et dans l'application des Déclarations et des Plans d'action de Lima et de New Delhi. Ils ont instamment prié tous les membres de l'ONUDI de s'employer collectivement à renforcer la nouvelle institution afin de lui permettre de réaliser avec une énergie accrue les programmes relevant de tous les domaines couverts par son mandat, et invité instamment la communauté internationale à accroître et intensifier son assistance technique et financière aux pays en développement, en particulier aux pays africains et aux pays les moins avancés. Les ministres ont lancé un appel particulier à toutes les parties intéressées, notamment les pays développés et les institutions financières multilatérales, pour qu'ils augmentent leurs contributions au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel.

XIV. TRANSPORTS

114. Les ministres ont estimé que, de tous les domaines dans lesquels la communauté internationale devait s'efforcer d'instaurer un nouvel ordre économique international, celui des transports devait faire l'objet d'une attention particulière, compte tenu du rôle que cet important secteur doit jouer non seulement dans l'intégration socio-économique des pays en développement au niveau national, mais aussi dans le développement des relations économiques internationales. Les ministres ont rappelé la résolution 35/56 de l'Assemblée générale, en particulier ses paragraphes 128 à 133, et réaffirmé le besoin urgent d'adopter des mesures pour assurer leur pleine application.

115. Les ministres ont noté qu'en fait, l'insuffisance de l'infrastructure des transports demeurait un obstacle au développement économique et social des pays non alignés et autres pays en développement, faute que les mesures nécessaires n'aient été adoptées aux niveaux national et international pour promouvoir le développement des différents systèmes de transport et leur participation aux transports internationaux de marchandises. Ils ont recommandé à la communauté internationale pour rétablir la situation de poursuivre ses efforts en vue de réaliser des changements structurels adéquats.

116. S'agissant des transports routiers et ferroviaires, considérés comme des secteurs importants de l'infrastructure physique des pays non alignés et autres pays en développement, les participants ont recommandé à tous les pays membres du mouvement non aligné et à tous les pays en développement de prêter une attention particulière à la réalisation de leurs programmes socio-économiques nationaux en ce qui concernait la construction de routes propres à faciliter les échanges entre zones urbaines et zones rurales, ainsi qu'à l'extension des réseaux ferroviaires en vue d'appuyer les efforts d'intégration socio-économique déployés aux niveaux national, sous-régional et régional. Pour mieux utiliser l'infrastructure existante, il fallait également accorder une attention particulière à la formation de cadres nationaux grâce à des cours de formation professionnelle dans le domaine de l'entretien du matériel.

117. Les ministres ont noté que, dans le secteur des transports maritimes, les pays en développement ne pourraient pas, en règle générale, étoffer suffisamment leur flotte marchande pour atteindre les 20 p. 100 de participation au tonnage mondial fixés comme objectif pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ils ont affirmé leur soutien à la résolution 144 (VI) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) relative aux transports maritimes.

118. S'agissant des transports aériens, les ministres ont noté qu'aucun progrès n'avait été accompli à mi-parcours de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ils ont également constaté que, dans la région africaine, les transports aériens étaient encore loin de satisfaire aux besoins régionaux en raison de la situation économique critique dans laquelle se trouvait le continent. Ils ont par ailleurs estimé que les pays non alignés et autres pays en développement devaient de toute urgence redoubler d'efforts pour améliorer la coordination et la coopération mutuelle ainsi que l'utilisation des ressources humaines.

119. Les ministres ont souligné qu'étant donné la situation actuelle, la communauté internationale devait fournir aux pays non alignés et autres pays en développement l'appui nécessaire pour leur permettre d'accroître leur potentiel dans le domaine des installations, du matériel et de l'infrastructure connexe du secteur des transports, contribuant ainsi de façon appréciable à la relance de l'économie mondiale.

120. Les ministres ont exprimé leur soutien au Programme de la seconde phase (1984-1988) de la Décennie des transports et des communications en Afrique, adopté par la Conférence des ministres africains des transports et communications tenue à Conakry en 1984, et ont réaffirmé leur appui à la résolution 39/230 de l'Assemblée générale.

121. Les ministres ont de nouveau déclaré partager l'inquiétude exprimée par les chefs d'Etat et de gouvernement lors de la septième Conférence au sommet à propos du volume d'assistance financière et technique mobilisé jusque-là par la communauté internationale pour exécuter les programmes de la Décennie des transports et des communications en Afrique. Tout en prenant acte des efforts déjà déployés, ils ont demandé à la communauté internationale, et en particulier aux pays développés, d'apporter une contribution financière, technique et matérielle à la réalisation des objectifs fixés pour la seconde phase du Programme.

122. Les ministres ont rappelé la résolution 39/227 de l'Assemblée générale relative à la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique (1985-1994) et prié instamment les pays développés et les organisations internationales de contribuer et de participer à l'application effective du programme d'action régional pour la Décennie.

XV. TELECOMMUNICATIONS

123. Les ministres ont reconnu l'importance des conférences de l'Union internationale des communications (UIT), en particulier de celles se rapportant aux services de radiodiffusion sur hautes fréquences et par satellite, et ils ont invité tous les pays non alignés et autres pays en développement à coopérer étroitement entre eux sans distinction en vue de mieux harmoniser et coordonner leurs positions sur ces questions lors desdites conférences, dans l'intérêt à long terme de tous les pays en développement.

124. Les ministres ont demandé à la communauté internationale, et en particulier aux pays développés, de fournir une assistance financière et technique à tous les pays en développement, notamment aux pays africains, pour surmonter les problèmes que leur pose l'extension de leurs réseaux de télécommunications. Ils ont également invité de nouveau la communauté internationale, et en particulier tous les pays développés, à apporter une contribution plus importante afin que les pays africains puissent avec succès appliquer leur programme pour la seconde phase de la Décennie des transports et des communications en Afrique, adopté par les ministres africains des transports et communications en 1984; ils ont en outre exprimé leur soutien aux résolutions 38/150 et 39/230 de l'Assemblée générale, en date respectivement de 1983 et 1984.

XVI. SANTE

125. Les ministres ont souligné la nécessité de réaliser pleinement les buts et objectifs énoncés dans le Programme d'action dans le domaine de la santé ainsi que dans les documents adoptés sur la base de ce programme et dans les recommandations adoptées aux réunions des ministres de la santé des pays non alignés et autres pays en développement, et ils ont invité les coordonnateurs à prendre des mesures concrètes à cet effet.

126. Gardant à l'esprit les buts et objectifs de la "Stratégie mondiale de la santé pour tous d'ici à l'an 2000", les ministres ont souligné l'importance des soins de santé primaires dans les politiques nationales et la nécessité d'axer ces politiques sur les buts et objectifs de cette stratégie. A ce propos, ils ont réaffirmé que, pour assurer une coopération fructueuse entre pays non alignés et autres pays en développement, il fallait prendre des mesures au niveau national, et notamment créer des systèmes d'information et services de planification adéquats; inciter les responsables à élaborer des politiques intersectorielles visant à faire comprendre les notions de soins de santé primaires et de gestion de la Stratégie, en vue d'une pleine participation de tous les secteurs des organismes gouvernementaux, et aussi créer et entretenir des systèmes de communication bilatérale pour les échanges d'informations entre techniciens et gestionnaires des services sanitaires.

127. Les ministres ont également souligné que les réunions périodiques des ministres de la santé et des spécialistes des pays non alignés et autres pays en développement, notamment dans le cadre de l'Assemblée mondiale de la santé, pourraient être l'occasion d'évaluer les progrès accomplis par les pays non alignés sur la voie des objectifs de la Stratégie de la santé pour tous d'ici à l'an 2000, et de continuer à coordonner leurs positions en vue des conférences générales de l'Organisation mondiale de la santé.

XVII. SOUVERAINETE SUR LES RESSOURCES NATURELLES

128. Les ministres ont réaffirmé qu'il était de la plus haute importance de consolider l'indépendance politique des pays non alignés et autres pays en développement par le biais de l'émancipation économique. Ils ont également souligné qu'afin de remplir sa mission historique, le Mouvement des pays non alignés continuerait à promouvoir et protéger l'indépendance politique et économique des pays et des peuples en développement, y compris leur droit inaliénable à exercer, de manière permanente, leur pleine souveraineté et leur contrôle total sur leurs ressources naturelles et autres, de même que sur toutes leurs activités économiques.

129. Les ministres ont noté avec préoccupation que certains pays développés et leurs sociétés transnationales recouraient parfois à la coercition, aux pressions et au chantage économiques, portant de ce fait atteinte à la souveraineté des pays en développement et à leur droit fondamental de mettre en oeuvre, en toute indépendance, leurs propres politiques et programmes économiques.

130. Ils ont réaffirmé à ce sujet leur ferme appui aux peuples palestinien et namibien concernant leur droit inaliénable à exercer leur pleine souveraineté sur leurs ressources naturelles, illégalement pillées et exploitées par le régime sioniste d'Israël et le régime raciste d'Afrique du Sud. Tous les Etats, organisations internationales, institutions spécialisées, sociétés d'investissement et autres organismes sont instamment priés de ne pas reconnaître les mesures prises pour exploiter les ressources palestiniennes et namibiennes, ni contribuer à leur mise en oeuvre ou les promouvoir de quelque manière que ce soit.

12 . Les ministres ont condamné les pratiques et politiques de certains pays qui participent directement ou indirectement au pillage et à l'exploitation des ressources naturelles et autres des peuples encore sous domination coloniale ou occupation étrangère, maintenant le statu quo et refusant à ces peuples l'exercice de leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Ils ont en conséquence demandé à tous les Etats et peuples de s'efforcer, tant collectivement qu'individuellement, d'adopter des mesures concrètes et efficaces afin de mettre immédiatement un terme à cette situation.

XVIII. DROIT DE LA MER

132. Les ministres se sont félicités de la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer à Montego Bay (Jamaïque) le 10 décembre 1982 et ont noté avec satisfaction qu'un nombre croissant d'Etats l'avaient ratifiée. Ils ont souligné que la Convention avait établi un nouvel ordre juridique juste et équitable régissant l'utilisation des mers et des océans, en tant qu'instrument de paix, de développement et de coopération internationale entre tous les pays et les peuples.

133. Les ministres ont rappelé que l'Assemblée générale des Nations Unies considérait, conformément à la Convention et aux résolutions y afférentes, que les ressources de la zone internationale du fond des mers et des océans et de leur sous-sol constituaient le patrimoine commun de l'humanité et que la Convention avait créé l'Autorité internationale des fonds marins, en tant que seul organe compétent pour gérer cette zone et ses ressources dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Les ministres ont également fait observer à cet égard que toute mesure unilatérale prise par un Etat ou un groupe d'Etats sous la forme d'une mini-convention ou d'un régime parallèle incompatibles avec la Convention serait dénuée de toute validité.

134. Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation devant le fait que la Consulting Ocean Mining Agency avait obtenu une licence pour la prospection d'un secteur de la zone internationale des fonds marins de l'océan Pacifique et ont rejeté cette mesure comme illégale en vertu de la Convention sur le droit de la mer et de ses résolutions.

135. Ils ont condamné toute tentative visant à saper la Convention et déclaré que la zone et ses ressources ne pouvaient être exploitées légalement que conformément aux dispositions du régime international établi par la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer.

136. Les ministres ont condamné vigoureusement et rejeté "l'Arrangement provisoire touchant les questions relatives aux grands fonds marins" conclu par la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 3 août 1984, qui vise à usurper le patrimoine commun de l'humanité, et ont considéré cet accord nullius juris et comme ne pouvant servir à établir des droits légitimes puisqu'il est incompatible avec le droit international contemporain en général et avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en particulier.

137. Les ministres ont demandé à tous les Etats d'accélérer le processus de ratification de la Convention, de manière qu'elle puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible, et noté avec satisfaction les travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer en vue de créer les organes compétents chargés d'administrer les ressources du fond des mers et des océans dans l'intérêt de l'humanité tout entière, conformément à la Convention et aux résolutions adoptées à la session finale de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

138. Soulignant qu'il était nécessaire d'évaluer les infrastructures marines, scientifiques et technologiques des pays en développement pour que tous les pays, et plus particulièrement les pays en développement, profitent des avantages découlant du droit de la mer, les ministres ont réaffirmé qu'il était urgent de mettre en place ou de développer les capacités appropriées, notamment dans le domaine de la science et de la technologie marines, en créant des centres scientifiques et techniques marins à l'échelle régionale et nationale et en renforçant les centres existants.

139. Les ministres ont demandé à tous les pays et aux organisations internationales compétentes de contribuer à la mise en place et au renforcement de ces centres afin d'assurer le bon fonctionnement des mécanismes prévus par la Convention.

XIX. SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

140. Les ministres ont passé en revue les activités des sociétés transnationales, notamment dans les pays non alignés et autres pays en développement.

141. Ils ont exprimé leur profonde préoccupation au sujet des sociétés transnationales qui poursuivent des politiques illégales et inopportunes et se livrent à des pratiques corrompues dans les pays en développement et qui, en cherchant à réaliser un maximum de profits, faussent les économies de ces pays. Ils ont condamné les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud, lesquelles renforcent l'appareil d'oppression du régime d'apartheid de ce pays.

142. Les ministres ont exprimé la conviction que l'élaboration d'un code de conduite régissant les activités des sociétés transnationales, aux fins d'optimiser leur contribution au développement des pays non alignés et autres pays en développement et d'éliminer leurs effets négatifs, était indispensable à l'instauration de relations justes et équitables entre les pays et les peuples,

dans le cadre du nouvel ordre économique international. Ils ont également réaffirmé qu'il était urgent d'achever l'élaboration du code et demandé à tous les pays d'accélérer les négociations concernant sa formulation. Ils ont notamment demandé aux pays développés de faire preuve d'une souplesse et d'une volonté politique suffisantes pour assurer la mise au point rapide de cet instrument.

XX. DESERTIFICATION ET AIDE AUX VICTIMES DE LA SECHERESSE

143. Les ministres ont constaté que l'accélération du processus de désertification en Afrique et la sécheresse persistante dans d'autres parties du monde en développement entravaient les efforts de développement de plusieurs pays et l'amélioration de la situation économique et sociale de leurs peuples, en ce qui concerne notamment la production vivrière, et que l'activité économique était souvent devenue une lutte désespérée pour la survie.

144. Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation devant la situation alimentaire critique provoquée par les difficultés climatiques dans diverses régions du monde, et plus particulièrement dans les pays affectés par la sécheresse en Afrique où la situation continuait de se détériorer, des millions de personnes souffrant de la famine ou étant menacées de mourir de faim.

145. A ce sujet, les ministres ont lancé un appel à la communauté internationale, et notamment aux pays développés, pour qu'elle fournisse une aide alimentaire d'urgence aux pays touchés par la sécheresse, particulièrement en Afrique, et à tous les pays qui en avaient besoin, sans condition et quel que soit leur système économique ou social.

146. Compte tenu du fait que l'interdépendance économique de tous les pays s'applique également aux économies des pays qui sont victimes de la désertification et de la sécheresse et que l'élimination de ces deux fléaux exige des ressources humaines techniques et financières qui dépassent les moyens des pays affectés, les ministres ont estimé que les efforts entrepris par ces pays devraient bénéficier de l'appui diversifié de la communauté internationale, et notamment de tous les pays développés; il faudrait aider les pays des régions affectées à supporter les lourdes charges sociales et économiques en résultant par la mise sur pied de programmes d'urgence et de développement, comme indiqué par la Conférence sur la situation en Afrique qui s'est tenue à Genève en mars 1985.

147. Les ministres ont souligné que l'assistance accordée par la communauté internationale aux pays victimes de la sécheresse et de la désertification ne devrait pas servir seulement à faire face à la situation d'urgence et à régler les problèmes à court terme mais aussi à aider les pays affectés à régler leurs problèmes de développement à moyen terme et à long terme et à instaurer un développement économique stable et soutenu grâce à une aide financière, matérielle et technique continue.

148. A ce sujet, les ministres ont noté avec satisfaction les résultats obtenus dans la formulation d'une politique concertée de lutte contre la sécheresse et la désertification par les pays membres du Comité interétats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest,

les pays du Maghreb, de même que l'Egypte et le Soudan, lors d'une conférence qui s'est tenue à Dakar du 18 au 25 juillet 1984. Les ministres ont exprimé leur plein appui à la résolution finale adoptée par cette conférence.

149. Les ministres ont lancé un appel au Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) pour qu'il intensifie son aide aux pays membres du Comité interétats, compte tenu de la détérioration géophysique persistante et de l'accroissement du déficit alimentaire. Ils ont également demandé au BNUS d'élargir son champ d'action à d'autres régions affectées par la désertification.

150. Les ministres se sont également félicités de l'inscription en 1984 - pour la première fois - de la question intitulée "Pays frappés par la désertification et la sécheresse" à l'ordre du jour de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils ont estimé qu'il s'agissait d'une première mesure pour faire mieux prendre conscience du problème à l'opinion mondiale et obtenir un engagement politique beaucoup plus ferme en vue de l'adoption des mesures exigées par la présente situation. A ce sujet, les ministres ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle mobilise ses efforts en vue d'intensifier la lutte contre la sécheresse et la désertification par l'application de la résolution 39/208 de l'Assemblée générale aux pays qui sont victimes de ces fléaux.

151. Les ministres se sont félicités de la constitution, lors de la vingtième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, d'un fonds spécial d'assistance d'urgence dans les situations de sécheresse et de famine en Afrique et ont lancé un appel à la communauté internationale, aux pays développés et aux membres du Mouvement des pays non alignés, pour qu'ils versent des contributions à ce fonds, sans conditions.

152. Les ministres ont noté avec satisfaction que les pays de l'Afrique orientale - Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie et Soudan - avaient tenu deux réunions ministérielles dans la République de Djibouti en février et mai 1985, conformément à la résolution 39/205 de l'Assemblée générale, afin de créer un organe intergouvernemental sur la sécheresse et le développement pour lutter contre les graves effets de la sécheresse et des catastrophes naturelles. Les ministres ont exprimé leur plein appui aux efforts de ces pays et demandé à la communauté internationale de fournir d'urgence à ces derniers toutes les ressources financières et techniques possibles en vue de mettre en oeuvre des programmes visant à combattre les graves effets de la sécheresse et de la désertification et de promouvoir le développement de manière concertée et dynamique.

XXI. ENVIRONNEMENT

153. Les ministres ont noté avec préoccupation que, si des mesures correctives n'étaient pas prises à temps, la dégradation de l'environnement mondial risquait fort de s'accélérer jusqu'à sa destruction irréversible.

154. Les ministres ont souligné l'importance cruciale de la protection de l'environnement pour le développement et, afin de prévenir sa destruction irréversible, ils ont insisté sur le fait qu'il était urgent de planifier le développement de manière rationnelle et écologiquement équilibrée, de mettre en commun les informations sur les techniques permettant d'économiser les ressources, et de protéger et d'évaluer les ressources écologiques.

155. Ils ont accueilli avec satisfaction les mesures adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement concernant la préparation du Programme mondial pour l'environnement jusqu'à l'an 2000 et ont indiqué que les pays non alignés et autres pays en développement devraient coordonner leur contribution à cette fin.

156. Les ministres ont exprimé leur appui aux résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies pour protéger l'environnement et prié instamment tous les Etats d'adhérer aux divers instruments juridiques internationaux relatifs à la protection de l'environnement afin de leur assurer une application universelle.

157. Les ministres ont déclaré qu'ils appuyaient pleinement les résolutions 37/215, 38/162 et 39/167 de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant les problèmes des restes matériels de guerre sur le territoire des pays en développement. Ils ont demandé à tous les Etats responsables de ces restes de coopérer avec le Secrétaire général et avec les institutions spécialisées et organismes des Nations Unies, afin d'appuyer les justes demandes des Etats affectés par la présence de ces restes, notamment les mines et les effets toxiques des substances chimiques dont la persistance sur leur territoire entrave gravement leurs efforts de développement.

XXII. LA SITUATION DES REFUGIES ET DES PERSONNES DEPLACEES EN AFRIQUE

158. Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation devant le grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique et sont conscients du lourd fardeau économique et social imposé aux pays africains d'asile, dont l'économie précaire souffre de cette situation.

159. Dans ce contexte, les ministres se sont félicités de la convocation en 1984, de la deuxième Conférence internationale sur l'aide aux réfugiés en Afrique en vue de trouver des solutions durables au problème des réfugiés. Ils ont engagé la communauté internationale, tous les Etats, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées à coopérer selon que de besoin à l'exécution des projets adoptés d'aide aux réfugiés en Afrique et ils ont souligné le rôle important joué dans ce domaine par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

160. Ils ont engagé tous les pays à participer aux opérations de secours et au reclassement de tous les réfugiés et rapatriés volontaires en Afrique.

161. Les ministres étaient également profondément préoccupés par le sort des personnes déplacées en Afrique et par l'ampleur du problème et ils ont engagé la communauté internationale, tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les organes et organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées à apporter la plus grande aide à tous les pays où ce problème se pose.

162. Toutefois, les ministres ont noté que la politique d'agression militaire et de déstabilisation économique des Etats et des peuples d'Afrique australe, menée par le régime raciste sud-africain était un défi à la communauté internationale et aux Etats membres du Mouvement des pays non alignés et constituait l'un des

principaux facteurs dans l'accroissement du nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans cette partie du continent africain. Ils ont en outre manifesté leur solidarité avec les mesures prises à la vingt et unième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en vue d'aider financièrement et matériellement les Etats d'Afrique australe et les mouvements de libération nationale, pour leur permettre de résister à ces actes de déstabilisation.

XXIII. LA SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE

163. Les ministres se sont déclarés vivement préoccupés par la dégradation continue de l'économie des pays africains, profondément touchés par la récession économique mondiale en raison de la vulnérabilité du continent, qui s'explique par des facteurs géographiques, historiques, climatiques et environnementaux bien connus, auxquels il faut ajouter une détérioration sans précédent des termes de l'échange.

164. Malgré ses énormes possibilités, l'Afrique demeure le moins avancé de tous les continents et tous les indicateurs économiques la situent loin derrière toutes les autres régions en développement. Le bilan économique de nombreux pays africains fait apparaître une baisse du revenu par habitant et un taux de croissance nul ou négatif. Qui plus est, la production alimentaire ne suit pas la croissance démographique et a même baissé dans la plupart des cas; une famine généralisée menace bien des pays africains.

165. Les ministres, tout comme les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, reconnaissent que la responsabilité du développement du continent africain incombe au premier chef aux gouvernements et aux peuples africains, lesquels ont d'ailleurs pris et continuent de prendre des mesures de redressement rigoureuses, qui ne vont pas sans conséquences politiques et sociales. Les ministres ont également reconnu que, d'après toutes les projections, les perspectives de relèvement, de croissance et de développement demeurent extrêmement éloignées si la communauté internationale n'apporte pas son plein soutien aux efforts actuellement déployés par les pays africains.

166. Les ministres se sont donc félicités de la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui figure en annexe à la résolution 39/29 ainsi que de la Déclaration et du Programme prioritaire relatifs à l'amélioration de la situation alimentaire et au redressement de l'agriculture en Afrique, adoptés à la vingt et unième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, tenue à Addis-Abeba du 18 au 20 juillet 1985.

167. Ils ont souligné que la communauté internationale devait, tout en continuant à se préoccuper de la situation d'urgence en Afrique, faire une plus large place aux efforts de développement à moyen et à long terme, sans lesquels il ne saurait y avoir de solution durable à la situation d'urgence.

168. Toutefois, étant donné l'ampleur de la crise et des moyens à mettre en oeuvre pour surmonter la crise alimentaire et surtout pour s'attaquer aux causes profondes de la crise économique en Afrique, afin d'empêcher cette situation de se

renouveler, ils appuient sans réserve l'appel lancé par la vingt et unième session de la Conférence au sommet de l'OUA en faveur d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, au niveau ministériel, pour examiner les problèmes ayant trait à la situation économique critique qui prévaut actuellement en Afrique. Cette session serait l'occasion d'aborder tous les problèmes économiques de l'Afrique et, grâce à une approche intégrée, de mobiliser la communauté internationale en vue d'une contribution appropriée au relèvement économique de l'Afrique.

169. Les ministres ont également exprimé leur profonde préoccupation devant l'accroissement spectaculaire du volume de la dette africaine et du service de la dette, au point que les Etats africains sont obligés de puiser dans leurs maigres ressources en monnaies fortes.

170. Les ministres n'ignorent pas que certaines déficiences des politiques de développement ont contribué à la crise actuelle; ils ont réaffirmé cependant que le problème de la dette extérieure était indéniablement dû à des facteurs externes, sur lesquels les pays africains n'exercent aucun contrôle et dont les effets cumulés ont abouti à une situation paradoxale : l'Afrique, le continent le moins développé, incapable de répondre entièrement aux besoins de développement les plus élémentaires, se trouve être contributeur net de ressources financières aux pays développés.

171. Puisque le réaménagement de la dette, qui constituait jusqu'à présent la seule possibilité, n'a pas donné de résultats satisfaisants dans sa forme actuelle, les ministres ont cherché des solutions plus efficaces. A cette fin, ils ont convenu de mobiliser toutes leurs énergies en vue d'une action commune, qui pourrait être centrée sur les points suivants :

a) Exiger la conversion totale ou partielle en dons des dettes contractées au titre de l'aide publique au développement, conformément au paragraphe 17 de la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique, figurant en annexe à la résolution 39/29 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

b) Obtenir l'étalement des échéances et des différés d'amortissement;

c) Obtenir des pays développés des ressources financières supplémentaires; il convient de mentionner à cet égard les mesures prises par la Banque mondiale en vue de créer un fonds spécial d'aide aux pays africains;

d) Prendre l'initiative de négociations constructives avec les créanciers en préparation d'une réunion internationale sur la dette étrangère des pays africains, qui permettrait d'apporter une solution d'ensemble durable à ce problème.

A. Afrique australe

172. Les ministres ont examiné la politique de déstabilisation militaire et économique menée par le régime raciste de Pretoria contre les Etats d'Afrique australe et ils ont engagé les pays membres du Mouvement des non-alignés et la communauté internationale à accorder à ces Etats une aide financière et matérielle pour leur permettre de surmonter les conséquences économiques de cette politique.

173. En réaffirmant leur soutien aux Etats d'Afrique australe et aux mouvements de libération ainsi que leur solidarité avec eux, les ministres se sont félicités des décisions récemment prises dans certains pays développés de mettre fin aux investissements en Afrique du Sud et de retirer leur soutien financier et technique à ce pays, qui est placé sous un régime d'oppression. Ils ont donc exhorté la communauté internationale à venir en aide aux pays économiquement défavorisés d'Afrique australe, qui risquent de souffrir d'un effondrement des institutions économiques et financières en Afrique du Sud à la suite des bouleversements imminents dans ce pays. Ils ont en outre décidé d'envoyer immédiatement en Afrique australe une équipe d'experts pour évaluer les besoins des pays économiquement défavorisés de la sous-région et présenter un rapport à l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés.

B. Plan d'action du Mouvement

174. Les ministres ont pris acte avec satisfaction du Plan d'action du Mouvement des pays non alignés en vue de faire face à la situation économique critique en Afrique, qui avait été adopté lors de la Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés sur la question de Namibie, tenue à New Delhi du 19 au 21 avril 1985. Ils ont réaffirmé le désir du Mouvement, tel qu'il avait été formulé par son président, le Premier Ministre de l'Inde, de voir la solidarité et l'appui politique apportés par le Mouvement aux Etats membres d'Afrique subsaharienne se traduire par des mesures spécifiques et concrètes en vue de prêter assistance aux efforts de développement des Etats africains eux-mêmes.

175. Les ministres se sont également félicités des contributions de plusieurs Etats membres du Mouvement - Algérie, Argentine, Bangladesh, Cuba, Egypte, Inde, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Nigéria, Pakistan, Pérou et Yougoslavie - et ils ont pris note de l'action efficace et coordonnée menée par l'Inde pour centraliser l'assistance fournie et pour faire face aux besoins urgents qui existent dans de nombreux pays d'Afrique au sud du Sahara.

176. Ils ont formulé l'espoir que les Etats membres maintiendraient leur appui aux efforts à moyen et à long terme des Etats d'Afrique au sud du Sahara pour reconstruire et relancer leurs économies en difficulté, conformément aux dispositions générales du Plan d'action.

XXIV. LES PAYS LES MOINS AVANCES

177. Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation devant la détérioration de la situation socio-économique dans les pays les moins avancés. Ils ont noté qu'en raison de contraintes structurelles, ces pays sont les moins en mesure de résister à des chocs extérieurs. En conséquence, ce sont eux qui ont le plus souffert de la récession économique mondiale des années 80. Les effets cumulatifs des conditions économiques défavorables, des catastrophes naturelles et de la faiblesse prolongée des prix des produits qu'ils peuvent exporter, combinés à une baisse nette du mouvement général des ressources en termes réels, rendent infiniment plus difficiles leurs efforts de relèvement. Le service de la dette constitue maintenant pour eux un obstacle majeur au développement. La gravité de

la situation socio-économique des pays les moins avancés appelle une solution globale de la communauté internationale visant aussi bien le développement à long terme que le relèvement à court terme.

178. Les ministres ont constaté avec une profonde préoccupation une lenteur affligeante dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80, adopté en 1981 en faveur des pays les moins avancés. Ils ont réaffirmé que le Programme conservait toute sa validité pour ce qui est d'aider les pays les moins avancés à surmonter les obstacles structurels et à réaliser un développement soutenu et autonome. Ils ont souligné en conséquence la nécessité impérieuse d'atteindre en temps voulu la totalité des buts et objectifs du nouveau Programme substantiel d'action. Dans ce contexte, ils ont relevé l'importance de la réunion qui doit se tenir à Genève du 30 septembre au 11 octobre 1985 afin de procéder à l'examen global à mi-parcours de l'application du nouveau Programme substantiel d'action et ils ont fait valoir qu'il était particulièrement nécessaire d'adopter un ensemble complet de mesures concrètes en vue de la pleine application effective du nouveau Programme substantiel d'action. Ils ont réaffirmé leur plein appui au processus d'examen global et ils ont engagé tous les gouvernements à y participer à un niveau politique élevé en vue du succès de la réunion.

XXV. PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL

179. Les ministres ont noté avec préoccupation la situation grave des pays en développement sans littoral, notamment au niveau des transports, des communications et de l'infrastructure et ils ont recommandé que les décisions pertinentes des non-alignés soient appliquées d'urgence en vue d'assurer à ces pays l'accès à la mer et à partir de la mer ainsi que la liberté de transit, conformément à l'article 125 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et de leur fournir l'assistance internationale nécessaire pour répondre à leurs besoins particuliers. Ils ont reconnu que tout programme d'action relatif aux facilités de transit devait être exécuté en consultation avec le pays de transit intéressé et avec son approbation.

XXVI. PAYS EN DEVELOPPEMENT INSULAIRES

180. Les ministres ont reconnu les difficultés auxquelles font face les pays en développement insulaires, notamment ceux qui souffrent de handicaps imputables en particulier à leur petite superficie, à leur isolement, à leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles, à leurs problèmes de transports, à leur éloignement des centres commerciaux, à la grande limitation de leur marché intérieur, à leur manque de ressources naturelles, à la lourde part d'un nombre réduit de biens et services dans leurs recettes en devises, à la fragilité de leur environnement et à leurs lourdes charges financières.

181. Les ministres ont également reconnu que de tels handicaps étaient en soi des obstacles majeurs au développement, notamment dans les petites économies insulaires, puisque souvent ils contrariaient et mettaient en échec les efforts pour introduire les transformations structurelles nécessaires à une croissance autonome.

182. Dans ce contexte, les ministres ont souligné que les critères et les conditions déterminant le mouvement de l'aide financière et technique multilatérale et bilatérale aux pays en développement insulaires devaient tenir compte des besoins et des problèmes particuliers de chacun de ces pays et que cette assistance devait essentiellement revêtir la forme de dons.

183. Les ministres ont noté avec satisfaction que, dans sa résolution 39/212, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'étudier, en coopération avec les organes, organisations et organismes des Nations Unies, la possibilité d'organiser une réunion consécutive interrégionale et d'y prévoir la participation de représentants des pays en développement insulaires et d'autres pays intéressés. Les ministres se sont déclarés favorables à la convocation de cette réunion et ont proposé qu'elle se tienne de préférence en 1986. Ils ont engagé tous les pays en développement insulaires membres du Mouvement des pays non alignés à oeuvrer pour le succès de cette réunion.

184. Les ministres, ayant également à l'esprit les buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et en particulier les paragraphes 148 à 151 de la Stratégie, ont exhorté la communauté internationale, des organes compétents des Nations Unies, en particulier la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ainsi que les institutions internationales de financement et de crédit et les donateurs bilatéraux à prendre d'urgence des mesures efficaces pour intensifier leurs efforts en vue d'appliquer pleinement les mesures spécifiques d'assistance aux pays en développement insulaires, telles qu'elles sont définies dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, compte tenu en particulier des facteurs géographiques, des traditions et institutions, de l'environnement physique, des priorités de développement et des problèmes des pays en développement insulaires dans l'économie internationale.

XXVII. LES PAYS LES PLUS GRAVEMENT TOUCHES

185. Les ministres ont jugé profondément préoccupante la détérioration, depuis le Sommet de New Delhi, de la situation économique et financière des pays les plus gravement touchés. A cet égard, les ministres ont rappelé que les chefs d'Etat et de gouvernement avaient réaffirmé les paragraphes pertinents de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement préconisant des mesures concrètes en faveur de ces pays. Ils ont engagé la communauté internationale à prendre les décisions nécessaires, conformément à la Stratégie internationale du développement et à les mettre en oeuvre sans plus tarder.

XXVIII. ABUS DES DROGUES ET TRAFIC ILLICITE

186. Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation devant le problème croissant de l'abus des drogues et du trafic illicite de stupéfiants. Ils étaient d'avis que le problème des drogues était devenu un grave problème mondial ayant, outre ses conséquences socio-économiques, de graves incidences sur la sécurité.

187. Les ministres craignaient que la poursuite de l'abus des stupéfiants et du trafic illicite ne compromette le développement des nations. Outre leurs effets délétères sur les individus, en particulier les jeunes, l'abus des drogues et le trafic illicite affaiblissent l'édifice social des nations et représentent pour les gouvernements des coûts économiques directs et indirects et ils donnent lieu à des activités criminelles, aux niveaux national et international, qui pourraient constituer une menace pour la stabilité des Etats.

188. Conscients de la nécessité pour la communauté internationale de déployer d'urgence des efforts concertés et résolus pour écarter le danger de l'abus des drogues et du trafic illicite, les ministres se sont félicités de l'action des organismes des Nations Unies et de certaines organisations régionales ainsi que de diverses autres initiatives, par exemple la Déclaration de Quito adoptée par certains pays d'Amérique latine. Ils se sont engagés à pleinement appuyer ces efforts et ont demandé qu'une convention contre le trafic des stupéfiants et des substances psychotropes et les activités connexes soit adoptée dans les meilleurs délais. Ils se sont aussi déclarés favorables en particulier à la proposition formulée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, concernant la convocation au niveau ministériel en 1987, d'une conférence des Nations Unies sur la lutte contre l'abus des drogues. Ils ont en outre demandé que des accords soient rapidement conclus sur des programmes spécifiques de coopération économique et technique en vue d'aider les pays les plus gravement touchés par l'abus des drogues et la production et le trafic illicites des drogues.

XXIX. COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

189. Les ministres ont réaffirmé l'importance de la coopération économique entre pays en développement car elle constitue un moyen de favoriser une utilisation efficace et rationnelle des ressources humaines, matérielles, financières et technologiques pour le bien-être collectif et individuel des pays non alignés et autres pays en développement. Ils ont souligné que la coopération économique entre pays en développement contribuait notablement à assurer leur autonomie collective et à acquérir une position de force dans les négociations avec les pays développés. La coopération entre pays en développement est également un instrument important de la restructuration des relations économiques internationales et est un élément clef dans l'instauration du nouvel ordre économique international.

190. Au cours des années, la coopération entre pays en développement s'est considérablement renforcée. Les ministres ont noté avec satisfaction que la coopération bilatérale, sous-régionale et régionale entre pays en développement s'était considérablement accrue en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Méditerranée. Dans ce contexte, les ministres ont pris acte du dernier exemple de coopération sous-régionale qui est la création du Programme de coopération régionale de l'Asie du Sud. La coopération économique entre pays en développement a été au premier rang des préoccupations du Mouvement non aligné depuis son premier sommet. Les activités de la CEPD ont régulièrement pris de l'importance, le concept d'une telle coopération étant de plus en plus élaboré et son contenu de plus en plus substantiel. Une série de consultations et de réunions ont eu lieu entre ces pays.

191. Les ministres ont souligné que pour les pays en développement, l'autonomie nationale et collective est devenue de plus en plus nécessaire, étant donné les incidences négatives de la crise économique actuelle sur leur économie.

192. En dépit des niveaux de développement afférents des pays en développement, les ministres ont réaffirmé les complémentarités qui existent entre leurs ressources et leurs capacités très diversifiées, leurs vastes marchés qui offrent des possibilités immenses de coopération, fondée sur le principe de l'autonomie collective telle qu'il figure dans la résolution 7 de la sixième Conférence au sommet et la Déclaration sur l'autonomie collective entre pays non alignés et autres pays en développement, adoptée lors du septième sommet. Ils ont exprimé l'espoir que ce potentiel sera pleinement utilisé pour la coopération dans l'intérêt mutuel grâce à la mise en oeuvre rapide des programmes et priorités déjà définis dans différents secteurs de l'activité économique, réduisant ainsi la vulnérabilité des pays en développement face aux pressions économiques et autres exercées par les pays développés.

193. Les ministres se sont engagés à apporter leur total appui politique à la mise en oeuvre du Programme d'action pour la coopération économique adopté au septième Sommet non aligné ainsi qu'au Programme d'action pour la coopération économique entre pays en développement, adopté par le Groupe des 77 à Caracas en mai et ils se sont dit convaincus que ces programmes constituaient une étape décisive dans l'application pratique du principe de l'autonomie collective et du renforcement des complémentarités économiques existant entre les pays en développement.

194. Les ministres ont pris note de l'évaluation faite à la quatrième réunion du CISC du Groupe des 77, tenue à Djakarta en août 1985, selon laquelle des efforts plus résolus des pays en développement devraient être faits pour accélérer le processus de mise en oeuvre du Programme d'action de Caracas. Ils se sont félicités de l'accord atteint à la réunion du CICS sur la nécessité de consolider et de renforcer l'engagement à l'égard de la CEDP/CTPD et de prendre des mesures orientées vers l'action qui redonneraient de l'élan à la mise en oeuvre cohérente et réaliste du Programme d'action de Caracas et qui seraient appliquées dans un esprit de solidarité.

195. Les ministres ont estimé que les pays non alignés et autres pays en développement devraient, dans un esprit de solidarité et soucieux d'appliquer le traitement préférentiel mutuel, prendre des mesures concrètes individuelles ou communes en vue de promouvoir les relations et la coopération économiques mutuelles. Ils ont souligné qu'à leur prochaine réunion, les ministres du Groupe des 77, pendant la quarantième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, devraient examiner à titre prioritaire les moyens de donner du dynamisme et un élan politique à cette coopération en adoptant des mesures concrètes à cette fin.

196. Dans ce contexte, les ministres ont décidé de donner encore plus d'ampleur et de vigueur à la coopération économique entre leurs pays et ils ont recommandé que des consultations régulières soient tenues à différents niveaux, de celui des experts jusqu'aux plus élevés en vue d'adopter et de renforcer les positions communes dans la stratégie de lutte pour le développement économique. Ils ont invité d'autres pays en développement à se joindre à eux dans cette tâche.

**XXX. PROGRAMME D'ACTION POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE
(PAYS NON ALIGNES)**

197. Les ministres ont examiné les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Programme d'action pour la coopération économique des pays non alignés et ont pris note avec satisfaction des résultats obtenus dans les domaines suivants.

1. Commerce

Les ministres ont exprimé leur satisfaction de la Réunion ministérielle des pays en développement sur le système global de préférences commerciales (SGPC) qui s'est tenue à New Delhi du 22 au 26 juillet 1985. Ils se sont félicités des résultats positifs de cette réunion qui a donné un élan politique vigoureux aux négociations en vue de la mise en place du SGPC et qui a réalisé des progrès concrets et précis, par exemple l'établissement d'un calendrier ferme pour la mise au point définitive du cadre juridique qui permettra d'ouvrir en mai 1986 la première série de négociations qui devra s'achever au plus tard le 1er mai 1987.

Les ministres ont exprimé l'espoir que le vaste intérêt montré par de nombreux pays en développement qui ont participé à cette réunion encouragerait tous les membres du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des 77 qui ne l'ont pas encore fait à signifier leur intention de participer aux négociations SGPC et de fournir aussitôt que possible les renseignements nécessaires sur leur régime commercial.

Ils ont également pris note avec satisfaction de la Déclaration adoptée à la même réunion ministérielle sur l'environnement commercial mondial et ses incidences sur le commerce des pays en développement et ce texte traduit les préoccupations communes des pays en développement.

2. Coopération monétaire et financière

Les ministres ont pris note du rapport établi par le Groupe d'initiative intergouvernemental sur la Banque du Sud lors d'une réunion tenue à New York du 24 au 28 juin 1985 et de la décision de CISC-IV de réunir un groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau à la fin juin 1986 en vue de continuer les travaux à ce sujet.

3. Assurance

Les ministres ont souligné que l'accroissement des activités de coopération des pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine de l'assurance et de la réassurance permet la mobilisation, la création et la redistribution de ressources financières et de réserves susceptibles d'assurer la réalisation normale et équilibrée de plans et programmes de développement et constitue un élément important dans la lutte pour l'instauration du nouvel ordre économique international.

Ils ont noté toutefois qu'en dépit de l'importance donnée à la réassurance et à l'assurance, et de la nécessité de plus en plus urgente de prendre des initiatives pour resserrer la coopération entre pays en développement, il reste beaucoup à faire encore dans ce domaine.

Dans ce contexte, et rappelant les décisions adoptées à la Conférence au sommet de New Delhi, les ministres ont demandé la mise en oeuvre de programmes concrets de coopération recommandés par le Groupe des pays coordonnateurs dans le domaine de l'assurance et de la réassurance, en vue de préserver les ressources en devises et de partager les risques, réduisant ainsi la dépendance des pays en développement vis-à-vis des sociétés transnationales et renforçant leur position de négociation vis-à-vis des marchés d'assurance des pays développés.

4. Développement scientifique et technique

Les ministres ont noté avec satisfaction la mise au point définitive du statut du Centre de la science et de la technologie des pays non alignés à la réunion plénière tenue le 15 juin 1984 et l'adoption de l'Acte final de la Conférence plénipotentiaire tenue à New York le 4 février 1985. Ils ont noté que 24 pays avaient signé le statut à ce jour et ont instamment prié tous les pays non alignés de devenir parties à cet instrument en vue de permettre au Centre de fonctionner aussitôt que possible.

Les ministres ont demandé aux pays non alignés et autres pays en développement de poursuivre les efforts pour adopter rapidement un code effectif et universel de conduite pour le transfert de technologie.

5. Alimentation et agriculture

Les ministres ont noté avec satisfaction qu'une réunion des experts de l'irrigation des coordonnateurs des pays non alignés pour l'alimentation et l'agriculture s'était tenue à Pyongyang, en République démocratique de Corée, du 16 au 22 juin 1984. La réunion à laquelle participaient 14 coordonnateurs et 27 autres pays non alignés ont examiné les moyens de promouvoir la coopération technique entre pays non alignés en ce qui concerne les plans, la construction et la gestion de projets d'irrigation de grande, moyenne et faible ampleur ainsi que d'examiner les possibilités de créer des coentreprises pour la production d'une série complète de matériel d'irrigation. Ils ont recommandé que les pays coordonnateurs prennent des mesures pour la mise en oeuvre des recommandations de cette réunion. Ils ont pris note avec satisfaction de l'offre du Maroc d'accueillir la troisième réunion de coordonnateurs pour l'alimentation et l'agriculture en 1986.

Les ministres ont pris note de la proposition faite par le Maroc à la réunion ministérielle de Luanda intitulée "Programme non aligné d'action pour l'autonomie agricole et alimentaire" et ont demandé aux pays non alignés coordonnateurs pour l'alimentation et l'agriculture d'examiner à la prochaine réunion la possibilité d'élaborer un programme de coopération étroite entre les pays non alignés et autres pays en développement dans ce domaine, dans le cadre en particulier des recommandations qui figurent déjà dans le Plan d'action non aligné adopté par le septième Sommet.

6. Pêche

Les ministres ont considéré que l'amélioration de l'infrastructure, de la technologie, de la formation de personnel et des installations de recherche existant dans les pays en développement pourrait être considérablement accélérée par la coopération mutuelle. Dans ce contexte, ils ont recommandé que la coopération entre les pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine de la pêche soit encore intensifiée ce qui constituerait le meilleur moyen de surmonter les difficultés éprouvées dans ce secteur.

Les ministres ont pris note avec satisfaction de l'offre faite par la République démocratique populaire de Corée d'accueillir une réunion d'experts de l'agriculture dans le proche avenir, conformément à la décision adoptée à la première réunion ministérielle sur la pêche tenue à La Havane en avril 1981.

7. Santé

Une réunion des ministres de la santé s'est tenue le 1 mai 1983 à Genève à l'occasion de la session de l'Assemblée mondiale de la santé.

Les ministres de la santé des pays non alignés et autres pays en développement se sont réunis à Genève à la veille de la trente-septième session de l'Assemblée mondiale de la santé. Pour préparer cette réunion ministérielle, un groupe de coordination s'était réuni à Brioni (Yougoslavie) du 26 au 30 mars 1984.

Les trois points principaux auxquels la réunion s'est intéressée portaient sur l'examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la stratégie de la santé pour tous pour l'an 2000, l'examen du programme de coopération technique entre pays en développement et la discussion des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée mondiale de la santé.

La neuvième Réunion des coordonnateurs des pays non alignés dans le domaine de la santé s'est tenue à Genève le 8 mai 1985 pendant la trente-huitième session de l'Assemblée mondiale de la santé. Les ministres ont examiné les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des stratégies de la santé pour tous en l'an 2000, et les points de l'ordre du jour de la trente-huitième session de l'Assemblée mondiale de la santé.

Les ministres se sont félicités des résultats de ces réunions qui ont contribué au progrès de la coopération dans le domaine de la santé entre pays non alignés et autres pays en développement et à la coordination de leur position sur les questions de coopération internationale dans le domaine de la santé.

8. Emploi et mise en valeur des ressources humaines

Les ministres ont noté que la Réunion des ministres du travail des pays non alignés s'était tenue le 14 juin à Genève. Sur des questions de fond, la Conférence a adopté un certain nombre de recommandations pour une action en coopération dans les deux domaines de la formation professionnelle et de l'emploi et de la mise en valeur des ressources humaines dans le secteur rural et le secteur non institutionnalisé. Les deux autres importantes résolutions qui ont été

adoptées portaient sur la participation des pays non alignés et la coordination au cours des réunions de l'OIT et sur le suivi des décisions adoptées par les deux précédentes conférences ministérielles.

Les ministres ont noté en outre que la troisième Conférence des ministres du travail des pays non alignés et autres pays en développement s'était tenue à Managua du 10 au 12 mai 1984. La réunion a souligné la nécessité d'une action coordonnée des pays non alignés dans les réunions de l'OIT, particulièrement en ce qui concerne la révision des procédures et mécanismes actuels et le contrôle et l'application des normes internationales de travail.

Les ministres ont également noté qu'une réunion ministérielle de coordination des non-alignés dans le domaine du travail s'est tenue à Genève en juin 1985 pendant la session de la Conférence générale du travail. Cette réunion a souligné à nouveau la nécessité de renforcer les mécanismes de coopération des pays non alignés particulièrement la désignation d'agents de liaison pour chaque comité de la Conférence en vue de coordonner les intérêts des pays non alignés.

9. Sports

Les ministres ont noté avec satisfaction que le Séminaire international du Mouvement non aligné sur les sports et la formation de cadres sportifs s'était tenu à l'Institut national des sports Netaji Subhash, à Patiala (Inde), du 3 au 14 avril 1984. Trente-six délégués de 21 pays ont participé à la réunion.

Les ministres ont réaffirmé que les pays non alignés et autres pays en développement devaient renforcer leur coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine des sports.

Ils ont souligné l'utilité d'une étroite coopération entre pays non alignés et autres pays en développement dans les organisations sportives internationales.

Les ministres ont invité les pays coordonnateurs à se réunir rapidement afin de formuler un nouveau programme de coordination dans le domaine des sports et de soumettre un rapport à la prochaine réunion des ministres et hauts fonctionnaires de l'éducation physique et des sports qui doit se tenir en République démocratique populaire de Corée.

10. Systèmes de recherche et d'information

Les ministres ont noté avec satisfaction qu'une Conférence générale des ministres des pays non alignés (COMINAC) s'était tenue à Djakarta du 26 au 30 janvier 1984. Avant la Conférence, une réunion de la Conférence intergouvernementale a également eu lieu les 23 et 24 janvier 1984.

La Conférence a adopté une déclaration qui entre autres contient un Programme d'action sur la coopération avec les médias.

Les ministres ont accepté l'offre faite par le Gouvernement indien d'accueillir la deuxième réunion du Système de recherche et d'information des pays non alignés à New Delhi en novembre 1985. A cet égard, ils ont noté la création

d'un institut national à New Delhi qui s'occupe des systèmes de recherche et d'information des pays non alignés et autres pays en développement. Les ministres ont noté les progrès réalisés à ce jour dans la création d'un réseau multisectoriel d'informations et ont observé qu'à titre de première mesure dans la mise en place de ces réseaux un projet pilote avait été lancé.

11. Rôle des femmes dans le développement

Les ministres ont noté avec satisfaction que le Gouvernement indien avait accueilli une réunion au niveau ministériel des pays non alignés et autres pays en développement avant la Conférence mondiale sur le rôle des femmes dans le développement en vue de laquelle une position coordonnée des pays non alignés et autres pays en développement a été définie.

Etant donné la contribution du Centre national des entreprises publiques à la préparation de la Conférence de New Delhi, les ministres ont demandé au Centre de continuer à étudier le problème de l'intégration des femmes au processus du développement et de fournir une coopération technique et institutionnelle au fonctionnement de ce programme pour la promotion de la femme dans les pays alignés et autres pays en développement ainsi que du programme adopté à Nairobi.

Les ministres ont pris note avec intérêt de l'information fournie par le Directeur exécutif de l'Association des organismes de commerce d'Etat sur la création et les travaux de son organisation. Ils ont invité les organismes de commerce d'Etat intéressés des pays membres à adhérer à l'Association internationale des organismes de commerce d'Etat.

12. Utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

a) Les ministres ont pris note du rapport de la deuxième réunion des pays non alignés sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire qui s'est tenue à La Havane du 12 au 14 avril 1983;

b) Ils ont également noté les efforts continus des pays coordonnateurs pour mettre au point des principes de coopération internationale dans l'utilisation de l'énergie d'origine nucléaire à des fins pacifiques conformément à la recommandation du rapport susmentionné. Ils ont également noté la proposition visant à élaborer une étude de faisabilité sur les diverses tailles et dimensions des réacteurs nucléaires qui pourraient être utilisés dans les pays en développement et le problème du rejet des déchets radioactifs dans la mer;

c) Ils ont invité les pays coordonnateurs, d'autres membres du mouvement des pays non alignés et d'autres pays en développement intéressés qui ne l'avaient pas encore fait, à exposer leurs possibilités de coopération dans le domaine nucléaire en répondant au questionnaire du Comité ad hoc qui comprend les priorités du mouvement dans les secteurs de coopération, en vue de renforcer la coopération technologique dans la matière;

d) Ils ont prié les pays coordonnateurs de poursuivre leurs efforts pour s'acquitter du mandat qui leur a été confié à la deuxième réunion.

13. Télécommunications

Les ministres ont noté avec satisfaction que le Comité technique du Pool des agences de presse des pays non alignés s'est réuni au Caire en mars 1984. Une réunion commune des ministres de l'information et des ministres des télécommunications des pays qui accueillent les centres de redistribution du Pool s'est également tenue au Caire les 9 et 10 mai 1984. Cette réunion a fait des progrès notables dans la voie d'un accord sur la réduction des tarifs des télécommunications par les Etats Membres pour obtenir une utilisation mieux partagée et plus efficace des installations et réseaux de télécommunication.

Les ministres ont renouvelé leur appui aux positions adoptées par la septième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement qui s'est tenue à New Delhi au sujet des recommandations sur les télécommunications adoptées à la réunion des pays coordonnateurs à Belgrade et ils ont invité à nouveau les pays non alignés et autres pays en développement à prendre des mesures individuelles et collectives pour mettre en oeuvre ses recommandations.

Les ministres ont appuyé la décision adoptée à la septième Conférence au sommet des non-alignés au sujet de la création d'un centre de coopération entre tous les pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine des services postaux et des télécommunications et en ont appelé à tous les pays qui ne l'avaient pas encore fait pour qu'ils communiquent leurs observations sur les projets de statut de ce centre.

14. Entreprises publiques

Les ministres ont exprimé leur satisfaction de constater que le Centre international des entreprises publiques dans les pays en développement qui se trouve à Ljubljana, Yougoslavie, était devenu une institution bien structurée qui contribue fortement à la promotion de la coopération économique et technique entre pays en développement dans le domaine de l'industrie, de la technologie, de la culture, du commerce et des finances.

Les ministres ont invité les pays non alignés et autres pays en développement qui ne l'ont pas encore fait à devenir membres du Centre.

15. Logement

Les ministres ont noté avec satisfaction que la réunion au niveau des hauts fonctionnaires des pays coordonnateurs non alignés dans le domaine du logement s'était tenue à Colombo du 23 au 25 octobre 1983. Un des points les plus importants à l'ordre du jour qui ait été examiné porte sur les stratégies de l'Année internationale du logement des sans-abri en 1987. Le rôle du Mouvement non aligné et la coopération entre les pays membres dans le domaine du logement ont également été examinés. Les ministres ont exhorté les pays non alignés et autres pays en développement à participer aux plans et tâches spécifiques de coopération tels qu'ils se dégagent des objectifs proposés par le Groupe de pays coordonnateurs sur le logement. Ils ont affirmé à nouveau qu'il fallait renforcer la coopération avec la Commission des Nations Unies pour les établissements humains et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) pour appliquer les mesures prises dans le cadre de l'Année internationale du logement des sans-abri.

16. Education et culture

Les ministres ont noté les progrès réalisés par la première Conférence de l'éducation et de la culture des pays non alignés et autres pays en développement, tenue à Pyongyang du 24 au 28 septembre 1983. Ils ont noté l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action pour la coopération dans le domaine de l'éducation et de la culture entre les pays non alignés et autres pays en développement par la Conférence et ont recommandé l'application rapide de cette déclaration.

Ils ont souligné la nécessité de renforcer encore la coopération entre pays non alignés dans ce domaine et ont souligné l'importance d'une position coordonnée dans les réunions et conférences internationales.

Ils ont bien accueilli la décision prise de tenir la deuxième Conférence des ministres de l'éducation et de la culture des pays non alignés ainsi que l'offre faite par Cuba d'accueillir la Conférence à La Havane au cours du premier semestre de 1986. Les ministres ont accueilli avec faveur l'offre faite par la République démocratique populaire de Corée d'accueillir le festival du film et le séminaire sur l'expérience acquise dans la campagne contre l'analphabétisme et la scolarisation des enfants d'âge scolaire à Pyongyang au cours du deuxième semestre de 1986 conformément au Programme d'action pour la coopération dans le domaine de l'éducation et de la culture.

Les ministres ont noté avec satisfaction que de nombreux pays non alignés coopéraient et contribuaient généreusement en fournissant des oeuvres d'art précieuses à la Galerie d'art des pays non alignés à Petegrad, Montenegro, Yougoslavie, qui est une manifestation vivante et une présentation internationale des arts et de la culture des pays non alignés et ils ont invité ces pays à accentuer leur coopération avec la Galerie et à participer activement à son programme de travail.

17. Normalisation, poids et mesure et contrôle de la qualité

Les ministres ont noté avec satisfaction que plusieurs réunions se sont tenues dans ce domaine.

Une réunion sur la normalisation, les poids et mesures et le contrôle de la qualité s'est tenue à Rome le 4 juillet 1983.

La quatrième réunion du Groupe de coordination des pays non alignés dans le domaine de la normalisation, des mesures et du contrôle de la qualité s'est tenue à Belgrade du 10 au 13 juillet 1984 et des plans d'action pour chacun des groupes fonctionnels établis par la première réunion du Groupe de coordination et le calendrier d'exécution ont été approuvés. Cette réunion a également examiné le problème de la coordination de la position des pays non alignés aux réunions de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Les réunions du Groupe des pays non alignés dans le domaine de la normalisation, des mesures et du contrôle de la qualité se sont tenues du 23 au 31 janvier 1985.

La série des réunions comprenait : a) la deuxième réunion d'experts, b) la cinquième réunion des pays coordonnateurs, c) l'atelier sur la normalisation et l'assurance de la qualité et d) des réunions du Groupe fonctionnel. La réunion du Groupe des pays coordonnateurs a examiné la position des groupes fonctionnels et a cherché à coordonner les positions vis-à-vis des organisations internationales.

Les ministres ont appuyé la recommandation selon laquelle d'autres membres du Mouvement devraient se joindre comme coordonnateurs afin d'élargir la représentation des pays coordonnateurs.

Les ministres ont accueilli avec satisfaction la décision de tenir la sixième réunion des pays coordonnateurs du 23 au 30 juin 1986 à La Havane et ont invité les pays membres intéressés du Mouvement à participer à cette réunion.

XXXI. CONCLUSIONS

198. Les ministres ont noté avec satisfaction les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Programme d'action depuis le septième Sommet des non-alignés. Ils ont exprimé l'espoir que des progrès seront faits dans les autres secteurs du Programme d'action.

199. Les ministres ont recommandé que la cinquième réunion d'experts dans tous les secteurs du Programme d'action se tienne aussitôt que possible avant le prochain sommet et ont invité le Bureau de coordination à consulter les pays intéressés en ce qui concerne la date et le lieu de cette réunion.

200. Les ministres se sont dit satisfaits du degré d'harmonisation et de coopération des programmes d'action du Groupe des 77 et des pays non alignés et ont souligné la nécessité de maintenir et de promouvoir encore ce processus.

RESOLUTION RELATIVE A LA DETTE EXTERIEURE

La Conférence,

Profondément préoccupée par l'augmentation et l'ampleur de la dette extérieure des pays en développement et par le lourd fardeau que représente le service de la dette avec ses incidences néfastes sur les systèmes politiques, économiques et sociaux des pays en développement,

Soulignant que le problème de la dette extérieure des pays en développement est une conséquence directe de l'environnement économique mondial qui traduit les inégalités existantes et l'ordre économique international injuste,

Réaffirmant que l'instauration du nouvel ordre économique international contribuera d'une manière décisive à l'élimination des relations internationales actuelles injustes et inévitables qui sont largement responsables des problèmes de la dette extérieure des pays en développement,

Affirmant que le problème de la dette extérieure des pays en développement a pris des dimensions politiques graves et requiert par conséquent un traitement politique et une approche globale,

Soulignant que le problème de la dette extérieure des pays en développement est devenu plus grave à la suite de l'incidence néfaste des politiques économiques appliquées par plusieurs des grands pays développés avec les modifications négatives qui en ont résulté dans les systèmes financier, monétaire et commercial,

Soulignant que les politiques actuelles du Fonds monétaire international pour la solution du problème de l'endettement sont asymétriques et devraient tenir compte davantage des perspectives de développement des pays en développement,

Reconnaissant que le poids énorme du service de la dette et des efforts d'ajustement entrepris par les pays en développement débiteurs ont des effets sociaux et politiques graves pour eux, notamment une baisse sérieuse du niveau de vie et une détérioration de leur structure sociale,

Convaincue que le rééchelonnement de la dette est insuffisant et ne fait que renvoyer le problème,

Reconnaissant que la dette extérieure est une obligation individuellement contractée par les débiteurs et qui sera honorée, notant cependant que dans les circonstances présentes les obligations financières contractées par les pays en développement auprès de créanciers des pays développés et d'institutions financières multilatérales sont devenues insupportables; en outre, à moins que des solutions justes et durables ne soient trouvées d'urgence par la communauté internationale, ces obligations peuvent aller pour certains de ces pays au-delà de la capacité de leur économie,

1. Prie les gouvernements des pays développés créanciers et les institutions bancaires et financières internationales d'engager avec les pays en développement un dialogue politique en vue de trouver en commun une solution durable, équitable et mutuellement acceptable au problème de la dette extérieure des pays en développement et en particulier considérant les éléments suivants :

a) Coresponsabilité des gouvernements des pays développés créanciers et des pays débiteurs et des institutions bancaires et financières internationales;

b) Equité et égalité entre les pays développés et les pays en développement dans la répartition des coûts du processus d'ajustement économique, reprise du financement pour le développement et des taux d'intérêt faibles, accès notablement amélioré aux marchés, arrêt puis recul du protectionnisme et stabilisation des marchés des produits de base à des prix équitables et rémunérateurs;

c) Limitation des remboursements au titre du service de la dette à un pourcentage des recettes d'exportation compatible avec les besoins de développement et avec les nécessités économiques et sociales de chaque pays;

d) Allongement des périodes de remboursement, de franchise et de consolidation;

e) Assouplissement de la conditionalité du FMI;

f) En particulier, traitement spécial en faveur des plus pauvres et des moins avancés des pays en développement pour la solution du grave problème de leur dette extérieure;

2. Note que des progrès dans l'application intégrale de la résolution du Conseil du commerce et du développement 165 (S-IX) ont été insuffisants et insiste pour une application d'urgence;

3. Décide que dans l'examen du point relatif aux problèmes monétaires, financiers, et à ceux de la dette et échanges, lors de la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'accent devrait être fortement placé sur le problème de la dette des pays en développement;

4. Décide de tenir des consultations et de maintenir la coordination entre les pays non alignés et autres pays en développement dans les instances internationales compétentes en vue de promouvoir dans l'unité un dialogue avec les gouvernements des pays développés créanciers et des institutions financières et bancaires internationales,

5. Appuie dans ce contexte l'appel lancé par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA lors du vingt et unième Sommet pour une conférence internationale spéciale sur l'endettement extérieur de l'Afrique.

APPENDICE

Note du Président de la Conférence sur la question
du conflit Iran-Iraq

En ce qui concerne le conflit Iran-Iraq, les efforts du Président du Mouvement pour trouver une formulation acceptable par les deux parties qui serait incluse dans la déclaration politique, ainsi que les efforts du Président de la Conférence pour rédiger à titre de solution de remplacement une déclaration acceptable pour les deux parties se sont révélés vains.

Cependant, au cours du débat général en plénière, il a été évident que le sentiment général des pays non alignés était qu'il fallait apporter une fin immédiate à ce conflit fratricide et entreprendre des efforts pour établir une paix juste, honorable et durable conformément aux principes et objectifs du Mouvement non aligné et du droit international.

